UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ

L'ACTION CULTURELLE DANS UN CONTEXTE DE RÉCONCILIATION

L'agent·e d'interface comme allié·e à la résurgence

Par

Gabrielle CHAMPAGNE

B. Animation et recherches culturelles

Essai présenté pour obtenir le grade de

Maître ès arts, M.A.

Maîtrise en pratiques de recherche et action publique

Décembre 2020

© Gabrielle CHAMPAGNE, 2020

Cet essai intitulé

L’ACTION CULTURELLE DANS UN CONTEXTE DE RÉCONCILIATION

L’agent·e d’interface comme allié·e à la résurgence

et présenté par

Gabrielle CHAMPAGNE

a été évalué par un jury composé de

M. Luc-Alain GIRALDEAU, directeur général, INRS

Mme Nathalie CASEMAJOR, directrice de recherche, INRS

M. Stéphane GUIMONT-MARCEAU, examinateur interne, INRS

M. William-Jacomo BEAUCHEMIN, examinateur externe, Exeko

RÉSUMÉ

Cet essai porte sur la collaboration avec les Peuples autochtones dans le milieu de l'action culturelle. Il fait suite à un stage chez l'organisme Exeko, situé à Montréal, qui utilise la philosophie et les arts afin de créer des espaces de rencontre, où le développement de l'esprit critique et de l'estime de soi sont au rendez-vous. Cette réflexion s'inscrit dans le contexte qui suit la publication du rapport de la Commission de vérité et réconciliation réalisée par le gouvernement fédéral afin de sensibiliser la population canadienne aux réalités des pensionnats autochtones. Les appels à l'action de la Commission tendent vers une autodétermination des Peuples autochtones, en plus d'affirmer l'importance d'une collaboration égalitaire entre les Peuples autochtones et les non-autochtones. L'essai a pour objectif d'analyser les conditions de pratique des agent·e·s[1] d'interface non-autochtones travaillant dans le milieu de l'action culturelle et d'outiller les organismes afin de mieux comprendre comment travailler *avec* les Peuples autochtones, et non *pour* eux, ni à leur place. Comment un organisme non-autochtone travaillant dans le champ de l'action culturelle peut-il se positionner comme allié afin de soutenir la résurgence? Quels sont les enseignements à retenir pour inspirer des actions adaptées aux besoins du milieu? En quoi la mobilisation et le transfert de connaissances peuvent-ils appuyer concrètement la résurgence, offrir des modèles d'action et avancer vers une transformation sociale des pratiques dans le milieu de l'action culturelle? Quel est le rôle de l'agent·e d'interface dans ce processus? Les pistes d'actions développées dans cet essai s'appliquent à toute personne ou tout organisme non-autochtone souhaitant travailler en proximité avec les Peuples autochtones, et ce, afin de déconstruire les pratiques coloniales déjà en place. Plusieurs pistes de solution et d'action sont développées dans l'essai, notamment en ce qui concerne les compétences et habiletés souhaitées de la part de l'agent·e d'interface : la sensibilité, l'adaptabilité, la communication et l'aptitude aux rencontres.

Mots-clés : ~~ré~~conciliation; résurgence; Peuples autochtones; collaboration; agent·e d'interface; mobilisation des connaissances; transfert de connaissances; autodétermination; diffusion des connaissances.

[1] Le présent essai privilégie la féminisation lexicale et la rédaction épicène afin d'être plus inclusif, notamment afin de démontrer l'apport des femmes dans le cadre de l'essai.

ABSTRACT

This essay examines types of collaboration with Indigenous Peoples in the field of cultural action. It follows an internship at Exeko, an organization based in Montreal who uses philosophy and art to create meeting spaces, where the development of critical thinking and of self-esteem is encouraged. The reflections of the essay are based on the release of the federal government's Truth and Reconciliation Commission, which was created to inform Canadians of the realities of the Canadian residential schools. The Commission calls for collaborative action as equals from Nation to Nations and the respect of the right of self-determination for the Indigenous Peoples. The aim of this study is to analyze the qualities and abilities required for a knowledge broker working with Indigenous Peoples and how an organization can better understand how to work *with* them and not *for* them. That being said, how can a non-indigenous organization, in the field of culture, position itself as an ally in order to support the indigenous resurgence? How can the organization ensure the creation of collaborative projects in partnership with Indigenous Peoples, and not *for* them or in their place? What does it mean to be an ally as a cultural organization? How does the role of the knowledge broker fit with the resurgence of Indigenous Peoples? How can the knowledge mobilization, as well as the transfer concretely support the Indigenous resurgences, offer models of action and help move towards social transformation of our practices in the cultural fields? What is the role of the knowledge broker in that process? The courses of action developed in this essay apply to all non-indigenous individuals and organizations who are ready and willing to work in close proximity with the Indigenous Peoples, in order to deconstruct the colonial practices already in place.

Keywords: ~~Re~~conciliation; Resurgence; Indigenous Nations; Collaboration; Knowledge broker; Knowledge mobilization; Knowledge transfer; Self-determination.

AVANT-PROPOS

Je travaille dans le milieu de l'action culturelle et communautaire depuis plus de huit ans. Mon premier contact professionnel avec des membres des Peuples autochtones fut dans le cadre de mon travail au Centre d'amitié autochtone de Saint-Jean de Terre-Neuve, auprès des jeunes membres des Nations Mohawk, Inuit et Métis. Cette expérience fut non seulement l'une des plus enrichissantes de ma vie, mais elle m'a aussi permis d'enclencher un processus de réflexion sur mes privilèges en tant que non-autochtone, sur les rapports de pouvoir qui se jouent sur les plans individuel et systémique et, surtout, sur mon manque d'information générale concernant les Peuples autochtones. Ces questions sont demeurées présentes tout au long de mon baccalauréat en Animation et recherches culturelles et plus encore lors de ma maîtrise en Pratiques de recherche et action publique. Ainsi, cet essai représente le fruit de ce processus de réflexion. Il vise à expliquer comment une agent·e d'interface non-autochtone comme moi peut développer de meilleures pratiques individuelles afin de déconstruire les pratiques coloniales intériorisées et réellement travailler en collaboration *avec* les spécialistes du terrain et les membres des Peuples autochtones en soutien de leurs initiatives. Cet essai s'est construit en mobilisant les propos de la communauté intellectuelle, des organismes autochtones et des personnes-ressources rencontrées sur le terrain dans le cadre du stage. Cet essai propose ainsi une synthèse des informations existantes et offre un nouvel éclairage sur les pratiques des individus et organismes non-autochtones ayant la volonté d'approfondir leur réflexion et d'adopter des comportements favorables à la résurgence des Peuples autochtones. En tant que non-autochtone, j'ai la responsabilité de devenir une meilleure alliée face aux enjeux des Peuples autochtones, afin de réellement travailler ensemble vers une réconciliation et, plus précisément, afin d'appuyer concrètement les initiatives locales qui contribuent à la résurgence.

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de maîtrise, Nathalie Casemajor, qui m'a conseillée et accompagnée tout au long de mon parcours à l'INRS, et sans qui je n'aurais pas vécu une expérience aussi enrichissante. Merci de m'avoir supportée et surtout aidée à clarifier des pensées ou idées émergentes. Je n'aurais pu souhaiter avoir une meilleure directrice de maîtrise.

Je souhaite également remercier toutes les personnes rencontrées, de près ou de loin, dans le cadre du stage. Merci à tout le personnel d'Exeko, particulièrement à la coordonnatrice du pôle autochtone, Jani Greffe Bélanger qui m'a outillée, inspirée et encouragée à approfondir mes réflexions dans les différents milieux que j'ai explorés. Merci de m'avoir fait confiance lors du stage et de m'avoir permis de l'adapter aux opportunités qui se sont présentées.

Un immense merci à toutes les magnifiques personnes qui ont accepté de me rencontrer lors des entretiens. Nos discussions et échanges font partie des moments les plus enrichissants de ma maîtrise. Merci pour l'accueil, l'hébergement, les histoires et, surtout, merci pour la confiance que vous m'avez accordée. Sans vous, le stage n'aurait pas pu être réalisé.

Je voudrais aussi remercier mes parents, mes sœurs, mon frère et mes amies proches qui m'ont encouragée tout au long de ce processus. Merci de m'avoir écoutée « radoter » sur les différents enjeux et doutes vécus tout au long de ma recherche. Merci de m'avoir encouragée durant ces dernières années. Un merci particulier à ma mère, sans qui le schéma sur les compétences de l'agent·e d'interface n'aurait pas été aussi beau et bien construit.

Finalement, j'aimerais souligner ma gratitude envers l'INRS, mon université « coup de cœur », qui m'a permis de vivre de magnifiques années et de travailler sur un essai pratique qui me ressemble.

Table des matières

Liste des abréviations et des sigles ..... **ix**
Introduction **1**
Chapitre 1 : Milieu de stage, contexte et problématique **4**
1.1 Présentation du milieu de stage : Exeko et les projets en milieu autochtone 4
1.2 État des connaissances et concepts clés 6
~~Ré~~conciliation et résurgence contemporaine 6
Autodétermination des Peuples autochtones 10
1.3 Problématique 14
Chapitre 2 : Déroulement du stage **17**
2.1 Objectif et mandat du stage 17
2.2 Démarche méthodologique 18
Chapitre 3 : Résultats **24**
3.1 Cahier du Comité aviseur 24
Fonctionnement du Comité *24*
Recrutement des membres *27*
Gouvernance *30*
3.2 Retombées pour l'organisme 32
Bilan des projets autochtones d'Exeko *32*
Amélioration du formulaire d'évaluation des projets *33*
Chapitre 4 : Activité de transfert de connaissances **36**
4.1 Transfert en milieu pratique 36
Contexte chez Exeko *36*
Présentation *37*
Outils de transfert mobilisés et préparation *37*
Bilan *38*
4.2 Transfert en milieu académique 39
Contexte *39*

Présentation *39*

Outils de transfert mobilisés et préparation *40*

Bilan *40*

Chapitre 5 : Bilan critique du stage 42

5.1 Retombées 42

5.2 Acquis théoriques et pratiques 44

Acquis théoriques *44*

Acquis pratiques *45*

5.3 Difficultés rencontrées 46

5.4 Limites 48

Chapitre 6 : Retour réflexif sur la mobilisation et le transfert de connaissances 51

6.1 Contexte et cadre théorique 51

6.2 Retour sur le rôle et le travail de l'agent·e d'interface 56

Compétences et habiletés de l'agent·e d'interface *56*

Conclusion 61

Bibliographie 63

Liste des annexes 67

Annexe 1 : Certificat éthique 68

Annexe 2 : Questions d'entretiens (communautés autochtones) 74

Annexe 3 : Questions d'entretiens (médiatrice intellectuelle) 76

Annexe 4 : Questions d'entretiens (milieu urbain) 78

Annexe 5 : Lettre d'information sur la recherche 80

Annexe 6 : Cahier du Comité Aviseur d'Exeko 82

Annexe 7 : Formulaire d'évaluation pour *Trickster : Raconte-moi ta langue* 87

Annexe 8 : Transfert de connaissances chez Exeko 89

Annexe 9 : Transfert de connaissances à l'OMEC 98

Annexe 10 : Compétences et habiletés de l'agent·e d'interface 106

Liste des abréviations et des sigles

CAQL	Conseil des arts et des lettres du Québec
CVR	Commission de vérité et réconciliation du Canada
DNUDPA	Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones
PAQ	Projets autochtones du Québec
PCAP	Les principes de propriété, contrôle, accès et possession des Premières Nations
PRAP	Pratiques de recherche et action publique
RÉSEAU	RÉSEAU de la communauté autochtone de Montréal
OMEC	Observatoire des médiations culturelles

Introduction

Au Canada, les deux dernières années ont été caractérisées par le lancement de nouvelles politiques culturelles gouvernementales aux niveaux fédéral et provincial (Québec). La politique *Partout la culture - Politique culturelle du Québec* a été publiée en 2017 par le ministère de la Culture et des Communications du Québec et le *Cadre stratégique pour un Canada créatif* a été lancé en 2017 par Patrimoine canadien, au niveau fédéral. Ces deux paliers gouvernementaux consacrent chacun une section dédiée aux Premières Nations, Inuit et Métis, reconnaissant les impacts de la colonisation et du génocide culturel vécus par ces Nations. Le gouvernement fédéral s'est assuré de réserver une section distincte de sa politique culturelle à ce sujet, l'objectif étant de démontrer qu'il « travaille de concert avec les Peuples autochtones afin de tisser une relation de Nation à Nation […] fondée sur le respect, le partenariat et la reconnaissance des droits » (Patrimoine canadien 2017, 20). Quant au gouvernement québécois, il souligne dans sa politique quatre engagements particuliers à l'égard des Peuples autochtones : le développement culturel, un soutien aux artistes et artisans, la culture comme élément de rapprochement des Nations et un engagement particulier envers les langues autochtones. Les changements apportés par ces politiques dans le champ de l'action culturelle sont visibles notamment dans le nouveau programme de financement du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), en 2018, pour les Peuples autochtones. L'objectif est de simplifier les procédures afin d'apporter un soutien exclusif aux artistes et organismes autochtones dans un but de résurgence des Peuples autochtones.

La réconciliation, prônée par la Commission de vérité et réconciliation du Canada (CVR), est un concept qui demeure relativement abstrait quant à sa définition, car il s'agit d'un concept fondamentalement relationnel, exprimant une relation d'amitié entre les Peuples autochtones et les paliers gouvernementaux. Certains auteurs autochtones tels que Jeff Corntassel, Alfred Taiaiake et Glen Coulthard appellent davantage à la résurgence contemporaine des Peuples autochtones, ce qui renvoie à leur autonomie culturelle et politique. Cette résurgence est de plus en plus observable dans les mouvements sociaux des Peuples autochtones tels *Idle No More*, *les luttes de la Nation Wet'suwet'en* ainsi que dans diverses productions culturelles des galeries d'art, musées et théâtres. Dans ce contexte, les organismes d'action culturelle sont interpellés pour soutenir les initiatives issues des Peuples autochtones et appuyer la résurgence culturelle.

Cet essai s’interroge sur le rôle de l’agent·e d’interface, de même que sur la mobilisation des connaissances et leur transmission dans des projets culturels en partenariat avec les Peuples autochtones.

Le stage a eu lieu chez Exeko, un organisme non-autochtone situé à *Tiohtiá:ke* (Montréal). Actif dans le milieu de l’action culturelle, Exeko travaille auprès de différents groupes marginalisés, dont des communautés autochtones. Dans le contexte de ~~ré~~conciliation, Exeko a mis sur pied le Comité aviseur autochtone afin d’alimenter sa réflexion. L’objectif du stage était d’analyser ses pratiques afin de comprendre comment un organisme non-autochtone gagne à collaborer *avec* les Peuples autochtones. En plus d’une consultation pour appuyer le déploiement du Comité aviseur au sein de l’organisme, le stage a permis d’analyser les compétences et les habiletés nécessaires à l’agent·e d’interface dans le cadre de ses interventions dans le milieu de l’action culturelle, plus précisément dans un contexte de résurgence des Peuples autochtones.

Pour se faire, des rencontres ont eu lieu avec différentes personnes-ressources autochtones issues des communautés et du milieu urbain, ainsi qu’avec une médiatrice intellectuelle d’Exeko. La médiation intellectuelle utilisé par Exeko consiste à utiliser un « ensemble de technique qui facilitent l’appropriation et la création d’outils réflexifs en vue de favoriser l’émancipation intellectuelle des individus » (Goulet-Langlois, 260. 2017).

L’objectif était de recueillir leurs recommandations pour le déploiement et la restructuration du Comité aviseur. Cela a permis la création d’outils de transfert de connaissances contribuant au processus de réflexion de l’organisme, tout en enrichissant l’analyse du rôle de l’agent·e d’interface dans un contexte de résurgence.

Ainsi, dans cet essai, nous allons présenter les différents concepts clés issus de la littérature scientifique tels que la réconciliation, la résurgence, l’autodétermination et le positionnement de l’allié·e. Par la suite, nous présenterons la démarche méthodologique utilisée, puis les résultats qui en résultent pour Exeko. De plus, nous présenterons les éléments de transfert de connaissances développés pour le terrain et le milieu académique. Finalement, nous proposerons une réflexion sur la mobilisation et le transfert de connaissances en contexte autochtone et sur les conditions particulières de pratique de l’agent·e d’interface en tant qu’allié·e à la résurgence, notamment en ce qui concerne ses compétences et ses habiletés lors d’un travail collaboratif avec les Peuples autochtones. Pour conclure, nous proposerons un portrait des comportements à adopter et des réflexions à mener afin d’inscrire les pratiques de l’action culturelle dans une

approche décoloniale, de les rendre plus inclusives pour les membres des Peuples autochtones concernés et de s’adapter à leurs besoins.

Chapitre 1 : Milieu de stage, contexte et problématique

1.1 Présentation du milieu de stage : Exeko et les projets en milieu autochtone

Créé en 2006 à *Tiohtiá:ke* (Montréal), Exeko est un organisme d'innovation sociale qui utilise l'art et la philosophie dans le but de générer une transformation sociale inclusive et émancipatrice. Travaillant auprès de différents groupes marginalisés, dont des membres des Peuples autochtones, les projets développés par Exeko s'articulent autour de la prévention de l'exclusion, de l'émancipation intellectuelle, de l'interreconnaissance et du renforcement identitaire (Exeko 2018). Exeko emploie une trentaine de personnes, dont une équipe de bureau et une équipe de médiation intellectuelle. Le pôle autochtone d'Exeko regroupe une coordonnatrice, qui développe des projets en complémentarité avec les partenaires terrain, ainsi que quelques médiateurs et médiatrices. La médiation intellectuelle d'Exeko est alors utilisée afin de créer des situations égalitaires en plus « d'établir des cadres de co-construction de la pensée critique et de l'analyse sociale » (Goulet-Langlois 2017, 260). Ainsi les situations visent à encourager la reconnaissance de personnes souvent sans voix, en leur offrant des outils pour se prononcer sur certains enjeux dans un espace ouvert, sans crainte d'être jugé.

Les projets d'Exeko s'exécutent en milieu urbain, majoritairement à Montréal, ainsi que dans des communautés éloignées de certaines Nations autochtones. C'est le cas, par exemple, des projets de médiation intellectuelle *Trickster, IdAction* et *Trickster : Raconte-moi ta langue*. Ces projets utilisent des pratiques artistiques et philosophiques mettant en action des savoirs autochtones, tels que la mise en scène de contes narrés par les aîné·e·s de la communauté ou la création d'œuvres visuelles en collaboration avec les membres de la communauté. *Trickster : Raconte-moi ta langue*, quant à lui, intègre l'apprentissage, la transmission des langues autochtones et le renforcement de l'identité culturelle des jeunes; la création d'un dictionnaire en atikamekw avec les jeunes (Exeko 2018) en est un bon exemple. Cinq à six de ces projets sont développés annuellement au sein de différentes communautés du Québec, notamment à Montréal, Val-d'Or, Wemotaci, Pessamit, Lac-Simon, Kahnawake, Nutashkuan ou Waswanipi. Collaborant avec plusieurs Nations autochtones, l'organisme, lui-même non-autochtone, a travaillé activement pour se positionner en tant qu'allié dans le milieu, l'embauche de Nadine St-Louis à titre de vice-présidente du conseil d'administration en est un bon exemple. Madame St-Louis est fondatrice des Productions Feux Sacrés, un organisme culturel ayant pour mandat de promouvoir l'art, les cultures et les artistes autochtones.

Les activités d'Exeko sont rendues possibles grâce à différentes sources de financement, notamment des subventions gouvernementales de Patrimoine canadien et du Secrétariat aux affaires autochtones du Québec. Or, au cours des dernières années, certains critères d'admissibilité ont été modifiés afin de tenir compte des principes préconisés par la Commission de vérité et réconciliation du Canada et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones. Dès lors – et particulièrement dans le cas de Patrimoine canadien – les projets proposés par des organismes travaillant avec les Peuples autochtones doivent être cosignés par un organisme autochtone à titre de partenaire officiel.

Bien que les projets d'Exeko tels qu'*IdAction* et *Trickster : Raconte-moi ta langue* soient déjà développés avec des membres des communautés ou des organismes en milieu urbain, Exeko souhaite approfondir ses liens avec eux afin de répondre aux nouvelles exigences des bailleurs de fonds. Pour y parvenir, l'organisme s'est doté d'un comité de réflexion, soit le Comité aviseur autochtone, qui est composé de cinq membres : un ancien employé autochtone d'Exeko vivant à Toronto, un Métis qui participe aux activités de l'organisme, une médiatrice intellectuelle innue employée par Exeko et les deux cofondateurs d'Exeko. Le Comité vise le développement de pratiques organisationnelles s'arrimant avec les principes de réconciliation, de résurgence et d'autodétermination. L'objectif du stage était d'appuyer le déploiement du mandat de veille et de consultation de ce comité afin de le rendre actif et reconnu au sein d'Exeko, tout en répondant aux besoins de restructuration du Comité et au positionnement d'allié d'Exeko. Le Comité répond aussi à d'autres besoins organisationnels qui dépassent le financement, notamment en termes de consultation, d'écoute et d'implication de participant·e·s au sein de l'organisation, en plus d'améliorer en continu les actions et projets de l'organisme.

Dans le cadre du stage, les différentes personnes membres des communautés participant aux projets d'Exeko ont été consultées pour déterminer les enjeux importants et recueillir leurs suggestions de restructuration du Comité aviseur en vue d'améliorer et de faciliter son fonctionnement et son impact. Cette démarche a contribué non seulement à satisfaire aux nouvelles exigences des bailleurs de fonds, mais aussi positionner Exeko en tant qu'organisme culturel, dans les principes de ~~ré~~conciliation. Cette dynamique relationnelle pose la question de la corrélation entre le rôle de l'agent·e d'interface et celui de l'allié·e dans un contexte de résurgence des Peuples autochtones.

Pour réfléchir à ces enjeux, quatre principaux concepts ont été approfondis grâce à une revue de la littérature. Tout d'abord, l'analyse des principes de ~~ré~~conciliation et de résurgence permettra

de mieux situer le contexte particulier dans lequel s'inscrivent aujourd'hui les organismes travaillant avec les Peuples autochtones. Par la suite, nous examinerons le principe d'autodétermination prôné par différentes instances et personnes luttant pour les Peuples autochtones. Nous verrons en quoi il permet d'enrichir la mise en place du Comité aviseur dans un organisme comme Exeko. Finalement, les principes du positionnement de l'allié.e seront mis de l'avant pour en évaluer l'importance, et surtout pour examiner comment un organisme non-autochtone gagne à se positionner de la sorte pour opérer une décolonisation des pratiques dans le milieu de l'action culturelle.

1.2 État des connaissances et concepts clés

~~Ré~~conciliation et résurgence contemporaine

Le concept de réconciliation a été popularisé dans les discours politiques au Canada et au Québec depuis le dépôt du rapport de la Commission de vérité et réconciliation, en 2015. Intitulé *Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir,* ce rapport commandé en 2009 par le gouvernement fédéral a eu un large écho dans les médias nationaux. Il a eu un impact sur la vie publique, en mettant en lumière les conséquences désastreuses des pensionnats indiens canadiens sur les Peuples autochtones. Ciblant majoritairement les gouvernements fédéraux, provinciaux et municipaux, le rapport présente 94 recommandations encourageant les différents paliers de gouvernement à travailler à développer un futur meilleur avec les Peuples autochtones, notamment en respectant leur autodétermination. Le concept d'autodétermination, récurrent dans les recommandations, fait référence au droit conféré aux Peuples autochtones d'être impliqués et d'avoir un contrôle dans les affaires qui les concernent. Le rapport souligne aussi l'importance de travailler *avec* et non *pour* les Peuples autochtones. Cela étant dit, comment la Commission définit-elle la réconciliation? Et que signifie-t-elle concrètement dans le milieu de l'action culturelle?

Alors que la définition de la Commission est construite sur les principes de reconnaissance, de respect, de guérison et de développement de confiance, la réconciliation vise plutôt l'éducation et la création d'un dialogue entre les Peuples autochtones et non-autochtones (ou occupant·e·s du territoire)[2]. Comme le décrivent bien les sociologues Jeffrey Denis et Kerry Bailey dans l'ouvrage

[2] Occupant·e·s, ou *Settler* en anglais, est un terme rencontré dans la littérature qui désigne toute personne (de citoyenneté canadienne ou nouvellement arrivée) résidant sur les terres non cédées du Canada (Denis et Bailey 2016; De Costa 2016; Ragan 2010; Veracini 2016). Bien qu'il s'agisse d'un terme prenant de plus en plus de place dans les

The limits of Settler Colonial Reconciliation, la perspective de réconciliation de la Commission vise la reconstruction de conditions d'amitié et de relations égalitaires suite aux conflits des pensionnats (Denis et Bailey 2016). Mais il s'agit d'une définition problématique, car si elle vise la *re*construction d'une amitié respectueuse, on peut remettre en question le fait que cette relation d'amitié ait déjà réellement existé de Nation à Nation. Certains, comme Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, appellent à la *conciliation* plutôt qu'à la réconciliation. Puisqu'il n'y a jamais eu de conciliation à la base des relations avec les Peuples autochtones, le terme de *réconciliation* semble illusoire. D'autres organismes autochtones comme le Réseau de la communauté autochtone à Montréal (RÉSEAU) utilisent des variations du concept de réconciliation, comme *~~ré~~conciliation ou (ré)conciliation* et *~~ré~~concili-action* pour affirmer leur position dans ce contexte. Pour promouvoir le principe de conciliation et de ~~ré~~concili-action prôné par les instances autochtones, le présent essai privilégie le néologisme graphique *~~ré~~conciliation*.[3]

Selon la chercheuse en études autochtones Susan Dion, « *reconciliation is not about helping, it requires responsibility and work* » (Dion 2016, 471). Mais qui détient la responsabilité d'intervenir ou de passer aux actes? Comme l'affirme le Chef commissaire de la Commission de vérité et réconciliation, Murray Sinclair, « *reconciliation is not an aboriginal problem, it is a Canadian problem. It involves all of us* » (Sinclair 2015, cité dans De Costa 2016, 59). Ainsi, en tant que non-autochtones, comment s'impliquer dans ce processus de ~~ré~~conciliation? Plus précisément, comment un organisme œuvrant dans le milieu de l'action culturelle tel qu'Exeko peut-il activement pratiquer le concept de ~~ré~~conciliation?

Depuis 2015, différentes mesures ont été prises par les gouvernements québécois et canadien pour favoriser cette ~~ré~~conciliation, notamment le changement de critères dans les demandes de subvention, comme chez Patrimoine canadien, dans le but d'assurer le développement de partenariats avec des instances autochtones. Toutefois, comme l'affirment le chercheur en art Tom Clark et la chercheuse en sciences sociales Sarah Maddison, « *the art of consultation across cultures seems to have been lost, or perhaps never really know* » (Clark, De Costa et Maddison 2016, 5). En effet, dans la culture démocratique du Canada, les groupes minoritaires sont peu impliqués dans les politiques qui les concernent. Les gouvernements provinciaux peuvent, dans

---

discours des organismes autochtones, il est surtout utilisé pour faire référence aux occupant·e·s des territoires autochtones non cédés.

[3] Le terme ~~ré~~conciliation est utilisé dans l'essai afin de faciliter la compréhension de sa définition, en plus d'être le mot le plus utilisé dans le langage courant. Afin de respecter les critiques apportéesr par les instances autochtones, *~~ré~~conciliation* sera utiliser tout au long de l'essai.

une certaine mesure, assurer une reconnaissance et concéder certaines demandes précises. Toutefois, ils ne peuvent remettre en question le fonctionnement de base, les Autochtones demeurent ainsi un groupe minoritaire parmi d'autres au Canada. Certaines critiques sont soulevées par le milieu universitaire, notamment par le chercheur en étude de l'environnement Ravi de Costa qui « *argues against such politics of recognition, largely by arguing that the kinds of recognition on offer not only do not lead to substantive material change for cultural minorities* |…| *but actually reinforce structures and paradigms of domination* » (De Costa 2016, 51). On voit donc que, bien que les politiques mises en place modifient les relations entre les gouvernements et les Nations, les politiques de reconnaissance et de ~~ré~~conciliation confrontent les provinces avec l'enjeu d'invisibilité des Peuples autochtones (Clark, De Costa et Maddison 2016, 4). Pour réellement appliquer ces politiques de ~~ré~~conciliation, il faut examiner toutes les interactions et les jeux de pouvoir présents au Canada (Fitzmaurice 2010, 422). Ce travail exige du temps, une communication ouverte et des compromis.

La résurgence des Peuples autochtones est un concept théorisé par différents intellectuels autochtones, dont Jeff Corntassel, de la Nation Cherokee, professeur en études autochtones et Taiaiake Alfred, intellectuel Kanien'kehá:ka (Mohawk). Bien qu'il soit relativement nouveau dans la littérature universitaire, il s'impose de plus en plus pour critiquer certaines politiques gouvernementales, qualifiées de « diversions » (Alfred et Corntassel 2005). Les auteurs proposent trois éléments à considérer pour déterminer les limites de ces politiques de diversions. Tout d'abord, selon les auteurs, il faudrait arrêter de parler des *droits* des Peuples autochtones, mais plutôt parler des *responsabilités* envers eux. Deuxièmement, il faudrait cesser de discuter des ressources que chaque Nation détient, mais plutôt mettre en avant le développement de relations égalitaires à long terme (Corntassel 2012). Finalement, selon Corntassel, il faut passer de la ~~ré~~conciliation entre Nations à la résurgence des Peuples autochtones.

L'intellectuel Taiaiake Alfred clarifie le concept de résurgence en expliquant qu'il s'agit de « *shifts in thinking and action that emanate from recommitments and reorientations at the level of self that, over time and through proper organization, manifest as broad social and political movements to challenge state agendas and authorities* » (Alfred et Corntassel 2005, 611). La résurgence favorise alors, sur le plan individuel, la reconnexion et le développement de relations avec le territoire, les cultures et les communautés. Il s'agit d'habitudes concrètes et non seulement symboliques, dans le quotidien de l'individu, qui rejettent les discours coloniaux imposés et mettent en avant la résilience et la résurgence des Peuples autochtones. Cela peut prendre la forme du militantisme, tant sur le plan individuel que collectif. Divers mouvements sociaux et

éléments d'actualité sont de parfaits exemples de résurgence identitaire des Peuples autochtones : le mouvement *Idle No More* en réponse au projet de loi C-45 devenu la Loi de 2012 sur l'Emploi et la croissance dans le Nord; la mobilisation autour du projet de loi C-38 sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable ou bien la lutte de la Nation Wet'suwet'en, protectrice des terres en Colombie-Britannique, pour empêcher la construction du pipeline Coastal Gaslink de *TC Energy*. Ce sont des initiatives, souvent militantes, initiées par les membres des Peuples autochtones, pour la protection des droits, des langues, des terres et de l'autodétermination.

Dans le milieu culturel au Canada, la résurgence est synonyme de renaissance culturelle. En effet, les productions culturelles autochtones « permettent de se réapproprier cette identité collective qui rejoint le passé, le présent et le futur » (DestiNATIONS 2016, 42). En s'inspirant des histoires du passé du futur et du présent, les productions culturelles jouent un rôle d'éducation des publics aux réalités et aux enjeux des Peuples autochtones. En l'occurrence, l'éducation joue un rôle important dans la résurgence, avec un rôle de sensibilisation et de création de rapprochements et de dialogues continus entre les Peuples autochtones et non-autochtones. Ainsi, pour qu'un organisme culturel appuie cette résurgence, celui-ci gagne à offrir un espace de diffusion et de reconnaissance pour valoriser la parole et les enjeux des principaux concernés. En appuyant une résurgence contemporaine, les expert·e·s du terrain sont alors soutenu·e·s par les organismes. Cette reconnaissance, de même que la création de dialogue, favoriserait alors l'émergence d'allié·e·s à la résurgence des Peuples autochtones. Ainsi, pour appuyer la résurgence, un organisme comme Exeko se doit de soutenir les initiatives locales créées par les Peuples autochtones.

En somme, bien qu'elle vise à éduquer et à créer un dialogue entre les Peuples autochtones et non-autochtones, la définition de la ~~ré~~conciliation reste ambiguë quant aux actions à poser en tant qu'organismes non-autochtones travaillant dans le milieu, ou en tant qu'agent·e·s d'interface. Il s'agit d'un concept relationnel qui sous-tend une relation d'amitié entre les instances gouvernementales. Le concept de résurgence, quant à lui, permet une meilleure mise en pratique des actions individuelles pour appuyer les initiatives et projets provenant des Peuples autochtones. La résurgence est avant tout un concept lié à l'autonomie culturelle et politique des Peuples autochtones. Il s'agit d'une manière de penser et d'agir qui offre une valorisation de l'expertise et qui s'inscrit dans un processus individuel, visant un impact tangible sur les structures établies à plus long terme. Si la ~~ré~~conciliation et la résurgence sont importantes à définir pour mieux se positionner en tant que non-autochtones dans les milieux culturels et communautaires,

un autre concept clé dans la compréhension de ces termes est celui d'autodétermination des Peuples autochtones.

Autodétermination des Peuples autochtones

Dans les 94 recommandations émises par la Commission de vérité et réconciliation, on note une récurrence du concept d'autodétermination inspiré de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones* publié en 2008 (Nations Unies 2008). L'autodétermination fait référence au besoin des Peuples autochtones d'être autonomes des instances gouvernementales canadiennes qui n'opèrent pas selon leurs valeurs, leurs modes de fonctionnement ou leurs techniques de gouvernance, au lieu d'être sous leur tutelle.

La *Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones* présente une série de 46 articles, dont plusieurs sont en lien avec l'autodétermination des Peuples autochtones. On y indique le droit à l'autodétermination (article 3), le droit d'être autonome (article 4) et, dans l'article 5, le « droit de maintenir et de renforcer leurs institutions politiques, juridiques, économiques, sociales et culturelles distinctes » (Nations Unies 2008, 5). Ainsi, l'autodétermination s'inscrit dans un rapport de pouvoir particulier entre les colonisateurs et les groupes colonisés (Green 2004, 11). Ce processus de refonte de la gouvernance « au niveau communautaire et en fonction d'arguments mis en avant par des acteurs issus des mouvements sociaux » (Gentelet et Timpson 2014, 24) remet en cause la légitimité des structures organisationnelles de l'État (Green 2004, 14). L'accent est alors mis sur le développement de partenariats, non seulement avec les individus, mais aussi avec les instances politiques autochtones impliquées (Gentelet et Timpson 2014, 24).

Pour ce faire, le partage du pouvoir est inévitable afin de continuer le développement de relations équitables, sur une base d'égalité et de reconnaissance (Green 2003, 54). Il est donc important que les mécanismes de gouvernance soient modifiés afin de créer des espaces de participation (Guimont Marceau 2013, 558). Cela affecte en soi les modes de gouvernance traditionnels, car ces modifications impliquent de mettre en place des outils de gestion « qui proviennent des communautés soutenues par des solidarités distinctives » (Gentelet et Timpson 2014, 26). Par définition, il s'agit donc d'une forme de gouvernance ascendante (*bottom-up)*. D'ailleurs, « il n'y a pas de changement significatif pour les Premières Nations si leur parole est considérée seulement

dans les espaces de dialogue et pas dans les sphères décisionnelles » (Guimont-Marceau 2013, 569). C'est en apportant des changements dans les structures de gouvernance que l'autodétermination des Peuples autochtones peut prendre place. Dans la perspective des Peuples autochtones, cela signifie plutôt « leur libération de la dépendance envers les gouvernements, fédéral au premier chef, mais aussi provinciaux » (Charest 2017, 11). En d'autres termes, on vise une relation de coexistence continue entre le gouvernement et les Peuples autochtones, sur une base égalitaire et respectueuse (Green 2004, 16).

Un enjeu qui fait rapidement surface lorsque l'on parle d'autodétermination et de gestion du territoire est lié au fait que les Autochtones ne résident plus entièrement sur les territoires qui leur sont réservés juridiquement. En effet, « la force sociale, économique et politique que représentent les Autochtones vivant en milieu urbain se fait de plus en plus incontournable » (Kermoal et Lévesque 2010, cité dans Guimont Marceau 2013, 556). Ainsi, le territoire ne prend plus seulement une forme spatiale, mais représente une constellation de valeurs ayant une résonnance auprès des membres des Peuples autochtones (Gentelet et Timpson 2014, 27). Pour modifier le mode de gouvernance, le gouvernement doit donc démocratiser les espaces d'échanges officiels et permettre aux différentes Nations impliquées de participer pleinement et de façon égalitaire. Cette reconnaissance et cette présence institutionnelle égalitaire s'inscrivent alors dans les concepts de ~~ré~~conciliation et d'appui à la résurgence contemporaine.

Lorsqu'on parle du concept d'autodétermination dans le milieu de l'action culturelle, on note surtout l'importance de collaborer avec les Peuples autochtones dans les projets qui les concernent et d'assurer une reconnaissance de leur expertise. Cette collaboration signifie travailler *avec*, et non *pour,* les artistes et organismes autochtones. Plus précisément, pour le Comité aviseur d'Exeko, il s'agit d'être en accord avec le principe d'autodétermination. Ainsi, dans la structure organisationnelle de l'organisme, le comité devrait avoir un poids décisionnel important afin d'appliquer concrètement les principes de l'autodétermination.

En somme, l'autodétermination, telle que définie par les autrices et auteurs cités, propose une manière concrète d'assurer la mise en pratique de la ~~ré~~conciliation et de la résurgence, soit l'autonomie construit d'une relation égalitaire et collaborative. En respectant l'autodétermination des Peuples autochtones dans le milieu de l'action culturelle, les organismes tels qu'Exeko gagnent à assurer une réelle collaboration, mais surtout une reconnaissance de l'expertise autochtone dans les activités qui les concernent. Dans cette perspective, les principes d'autodétermination incitent ces organismes à se positionner en tant qu'alliés aux luttes des

Peuples autochtones. Mais que signifie réellement ce positionnement à titre d'alliés pour les organismes du milieu de l'action culturelle? Examinons comment ce positionnement peut alimenter les réflexions de l'agent·e d'interface travaillant dans le milieu.

Allié à la résurgence

Le terme « allié » prend de plus en plus de place dans le militantisme et les mouvements sociaux appuyant les revendications de groupes marginalisés tels que les Peuples autochtones. Comme plusieurs des termes fréquemment employés dans ces discours, la sémantique du mot est plurielle, et le sens qu'on y accorde au sein des discussions *sur* et *par* les Peuples autochtones, mérite d'être défini ici. Plusieurs autrices, telles que la directrice de recherche pour la Commission de vérité et réconciliation, Paulette Ragan, et la chercheuse en étude autochtone Lynn Davis, soulignent que la définition de ce terme semble brouillée depuis quelque temps (Davis et al. 2016; Ragan 2010). En effet, le mot *allié* ne peut être utilisé comme catégorie pour décrire une simple solidarité de discours ou d'intentions avec les luttes sociales. Agir en tant qu'allié·e signifie de continuellement écouter, s'éduquer et réfléchir sur les privilèges et les avantages offerts par le système actuel au détriment des autres (Gehl 2012). Dans ce cas, le concept d'allié s'applique à tout non-autochtone, qu'il soit d'origine canadienne ou étrangère. Cela étant dit, ce processus de réflexion ne peut avoir lieu sans esprit critique et l'allié·e, par définition, l'applique par des actions concrètes et continues. La définition de l'allié·e est construite, certes sur l'intention, mais surtout sur les effets des actions prises par la personne (Newhouse 2016). L'allié·e priorise les effets plutôt que ses intentions. Selon Katie Boudreau Morris, « *working in solidarity with indigenous struggles means taking responsibility for our relationships with the land, including the discomforting emotions* » (Boudreau Morris 2017, 469). En d'autres mots, « on devient allié lorsque l'on prend conscience de la nécessité de prendre part à une lutte actuelle et concrète » (Baker 2010, 379).

Différents termes connexes existent pour distinguer la position d'alliance soit être allié·e, complice et co-résistant·e. Dans une trousse d'outils pour les allié·e·s aux luttes autochtones créée par RÉSEAU en 2018, les trois termes sont expliqués en détail. Être allié·e signifie « perturber les espaces oppressifs en éduquant les autres » (White accomplices 2016, dans RÉSEAU 2018). L'allié·e veut appuyer les luttes autochtones en éduquant son entourage. Cela veut donc dire

informer sur les questions autochtones, dès que certains commentaires, désinformés ou stéréotypés, sont prononcés.

La personne complice « travaille au sein d'un système et s'attaque directement au racisme systémique » (White accomplices 2016; RÉSEAU 2018). Elle utilise alors ses privilèges pour souligner, signaler et freiner les propos ou pratiques coloniales, dans les systèmes et les espaces oppressifs. Par exemple, elle peut signaler certains comportements ou actions prises par l'organisation pour lequel elle travaille, ou utiliser sa visibilité afin de dénoncer des pratiques organisationnelles ou individuelles qui n'appuient pas la résurgence ou reproduit des pratiques coloniales. Certes, cela peut poser des enjeux de relations à l'interne, car tout le monde n'est pas parvenu au même niveau de réflexion, n'a pas les mêmes valeurs ou n'est pas ouvert à déconstruire et décoloniser ses comportements et pratiques. Ceci étant dit, pour qu'un organisme ait des effets positifs avec des pratiques inclusives, il est important d'être ouvert aux commentaires critiques des principaux concernés et de prendre le temps de mettre en action les apprentissages reçus.

Finalement, être une personne co-résistante signifie « faire partie de la co-résistance et se solidariser, en tant qu'ensemble, dans la résistance contre les forces oppressives et cela exige un apprentissage constant » (RÉSEAU 2018). Cette personne intervient donc au niveau plus structurel et a un poids dans la modification des systèmes politiques ou institutionnels. Elle serait par exemple en position de bloquer ou de voter contre un projet de loi qui irait à l'encontre des droits et des revendications des Peuples autochtones.

Maintenant que ces trois notions sont clarifiées, il est important d'analyser trois éléments clés présents dans ces choix de positionnement. Tout d'abord, toutes les sources consultées s'entendent pour dire qu'il y a corrélation entre la compréhension des privilèges blancs et le positionnement individuel en tant qu'allié·e (Clark, De Costa et Maddison 2016, 7). Ainsi, une personne non-autochtone voulant se positionner comme allié·e gagne à inscrire dans son processus de réflexion un questionnement de ses privilèges. Cela étant dit, « *settlers must keep in mind that such work is only done from a position of privilege, because settlers remain in control of whether to avoid and control or to become vulnerable to unpleasant emotions* » (Boudreau Morris 2017, 469). Ainsi, il est important de prendre des mesures concrètes et durables pour approfondir sa réflexion d'allié·e, de complice ou de co-résistant·e. Plusieurs sources, telles que Ragan, Davis et Fitzmaurice, soulignent différentes mesures à prendre : utiliser ses privilèges au bénéfice des membres des Peuples autochtones en leur donnant la place ou en leur passant le

micro, informer et éduquer son entourage non-autochtone pour déconstruire certains stéréotypes et, bien sûr, collaborer réellement avec les Peuples autochtones lors d'évènements. En s'engageant auprès des Peuples autochtones, il faut s'assurer que nos comportements soient construits sur de bonnes intentions, mais surtout qu'ils aient de réels effets positifs pour ceux-ci. Mais attention, une bonne intention peut avoir des effets négatifs et reproduire le cycle de la colonisation. Il faut donc prioriser l'effet plutôt que l'intention. Finalement, toutes les sources consultées s'entendent pour souligner l'importance de privilégier des moments de rencontre afin d'avancer vers cette ~~ré~~conciliation. Selon une recherche menée par Ravi de Costa auprès de non-autochtones en Ontario et en Colombie-Britannique, plus les personnes sondées avaient de relations directes avec des membres des Peuples autochtones, plus les commentaires étaient positifs et nuancés (De Costa et Clark 2016, 201). Ainsi, en ayant l'ouverture aux rencontres et en s'impliquant dans la communauté, la création de relations égalitaires et respectueuses est facilitée à long terme. C'est précisément ce que prône la résurgence.

En somme, l'analyse des notions d'allié·e, de complice et de co-résistant·e fait ressortir leurs caractéristiques liées à la prise de conscience de ses privilèges, à l'action continue et à l'importance des rencontres. Cet examen a permis de comprendre les comportements décolonisés à adopter afin de se positionner comme allié·e des luttes des Peuples autochtones[4].

1.3 Problématique

Dans la revue de littérature, nous avons analysé les différentes tensions qui émergent lors du travail en collaboration avec les Peuples autochtones dans un contexte d'action culturelle. Nous avons mis en évidence l'importance des concepts de ~~ré~~conciliation, d'autodétermination, mais surtout, du positionnement d'allié·e dans un contexte de résurgence culturelle. Ces réflexions ouvrent une série de questions générales. Comment les organismes agissant dans le milieu peuvent-ils poser des actions concrètes qui favorisent la déconstruction des pratiques non collaboratives? Comment ces pratiques influencent-elles l'environnement de l'action culturelle et comment s'inscrivent-elles dans une transformation sociale des structures et des pratiques à long terme? En tant que non-autochtones travaillant dans le milieu de l'action culturelle auprès des

[4] Il s'agit ici d'une brève section sur les concepts d'allié·e, de complice et de co-résistance. Toutefois, on pourrait encore spécifier davantage ou comparer les différentes notions dans une autre recherche pour mieux analyser leur articulation précises et leur application concrète dans le milieu de l'action culturelle.

Peuples autochtones, quelles sont les pistes d'actions envisageables pour décoloniser les pratiques et appuyer la résurgence?

Plus précisément, dans le contexte du stage, cet essai vise à répondre aux questions spécifiques suivantes : comment un organisme non-autochtone travaillant dans le champ de l'action culturelle peut-il se positionner comme allié·e afin de soutenir la résurgence, tout en assurant la création de projets collaboratifs en partenariat *avec* les Autochtones et non *pour* eux ou à leur place? Dans quelle mesure cette collaboration peut-elle aller de pair avec le concept d'autodétermination de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones? Quels sont les enseignements à retenir pour inspirer des actions adaptées aux besoins du milieu? En quoi la mobilisation et le transfert de connaissances peuvent-ils appuyer concrètement la résurgence, offrir des modèles d'action et avancer vers une transformation sociale des pratiques dans le milieu de l'action culturelle? Quel est le rôle de l'agent·e d'interface dans ce processus?

Le mandat du stage s'est concentré sur la restructuration du Comité aviseur autochtone d'Exeko et sur la définition de son mandat de veille et d'action souhaité par ses membres. Le stage a inclus un volet de recherche de type consultative auprès de diverses personnes-ressources et d'actrices en milieu urbain, travaillant de près ou de loin avec Exeko. Cette consultation visait à comprendre comment Exeko, ou tout autre organisme semblable peuvent adapter ses pratiques et sa structure organisationnelle dans un contexte de ~~ré~~conciliation, mais surtout de résurgence. Plusieurs questions font surface lorsque l'on discute de la restructuration du comité, entre autres celle de sa composition et de l'équilibre entre les membres issus des milieux autochtones urbains et ceux des communautés vivant sur les territoires ancestraux. Ainsi, il importe de saisir quels sont les rôles de chaque membre et leur niveau d'implication pour finalement comprendre leur mobilisation et leur dynamique. De plus, il faut prendre en compte les recommandations des expert·e·s autochtones du terrain dans la restructuration du Comité aviseur d'Exeko. L'évaluation des besoins de restructuration a été faite du point de vue de la gouvernance, du respect de la collaboration et d'un positionnement d'allié pour l'organisme.

Ce travail permet d'alimenter la réflexion entourant la mobilisation et le transfert de connaissances dans un contexte de ~~ré~~conciliation et surtout de résurgence. Il permet aussi d'examiner les pratiques de l'agent·e d'interface et d'un organisme non-autochtone travaillant avec les Peuples autochtones. Quelques pistes de solutions et d'actions seront développées plus loin dans le présent essai, notamment en lien avec les compétences et habiletés souhaitées de la part de

l’agent·e d’interface : la sensibilité, l’adaptabilité, la communication et l’aptitude aux rencontres. Les prochains chapitres vont présenter le déroulement de la recherche, les résultats pour Exeko, les éléments de transfert de connaissances utilisés sur le terrain, le bilan critique du stage et, finalement, une réflexion approfondie sur les compétences et habiletés de l’agent·e d’interface dans un contexte de résurgence.

Chapitre 2 : Déroulement du stage

Le présent chapitre détaille chacune des étapes du projet de stage chez Exeko, réalisé à l'été 2018. Pour bien comprendre sa mise en place et son déroulement, les objectifs du stage seront analysés afin de voir comment un organisme comme Exeko peut travailler son positionnement en tant qu'allié·e à la ~~ré~~conciliation et la résurgence. Par la suite, nous expliquerons la démarche méthodologique employée ainsi que son application sur le terrain. Ces éléments établiront les bases de compréhension pour le reste de l'essai.

2.1 Objectif et mandat du stage

Les objectifs et le mandat ont été établis avant le début du stage, soit au printemps 2018, à la suite d'une discussion avec la coordonnatrice du pôle autochtone d'Exeko, afin d'accorder les besoins d'Exeko aux questions de recherche. Souhaitant approfondir les liens avec les partenaires pour répondre aux nouvelles exigences des bailleurs de fonds, Exeko s'est doté d'un Comité de réflexion responsable de cosigner les demandes de subventions et le développement de pratiques organisationnelles s'arrimant avec la résurgence. L'objectif du stage était d'appuyer le Comité dans le déploiement de son mandat de veille et de consultation afin d'en maximiser l'efficacité et la reconnaissance au sein d'Exeko. Le stage s'est ainsi déroulé de mai jusqu'à la fin de l'été 2018. Assignée au pôle autochtone de l'organisme, sous la supervision de la coordonnatrice du pôle autochtone, ce positionnement dans l'organisme a permis d'être au centre des enjeux organisationnels et des discussions entourant différents aspects de ce pôle.

À partir des besoins identifiés, le mandat était de réaliser une recherche de type consultative pour évaluer les besoins de restructuration du Comité et formuler des recommandations du point de vue de son autodétermination, de la ~~ré~~conciliation. Le premier objectif était de mobiliser des connaissances sur le travail en collaboration avec les Peuples autochtones et de les relier au contexte de pratique d'Exeko. Le deuxième objectif était de mener une consultation auprès des personnes-ressources d'Exeko et des actrices en milieu urbain afin de recueillir leurs recommandations pour la restructuration du Comité. Le troisième objectif était d'appuyer le déploiement du Comité en proposant des recommandations pour développer son mandat d'action et de veille au sein d'Exeko. Les spécificités du Comité ont par la suite été présentées aux membres du conseil d'administration pour établir la force du comité au sein de l'organisme.

Finalement, le mandat du stage a permis de mobiliser des connaissances auprès du réseau d'actrices en milieu urbain extérieurs à Exeko, afin de mieux comprendre comment un organisme peut développer des partenariats complémentaires et des projets collaboratifs qui appuient les initiatives locales, tels que prônés par la résurgence. Bref, la démarche effectuée dans le cadre du stage a permis de mettre en lumière les besoins de restructuration du Comité, d'analyser les différentes approches et de mieux comprendre comment travailler avec les Peuples autochtones en tant qu'organisme non-autochtone, dans le champ de l'action culturelle. Les pratiques développées pour travailler en collaboration peuvent alors s'inscrire dans un contexte de ~~ré~~conciliation et appuyer la résurgence contemporaine des Peuples autochtones. Cela a permis d'approfondir la réflexion sur le rôle d'agent·e d'interface, qui s'articule entre la mobilisation et le transfert de connaissances.

2.2 Démarche méthodologique

La démarche méthodologique employée lors du volet de recherche consultative est qualitative. Ce type de recherche permet de mieux valoriser les savoirs des personnes rencontrées et sondées et de laisser la place aux expert·e·s. Une consultation de ce type favorise une meilleure compréhension de leurs besoins et apporte des solutions adaptées dans le cadre de la restructuration et du déploiement du Comité. Cette collaboration en continu permet d'arrimer l'action avec les principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession de l'information (PCAP), développés par le *Centre de Gouvernance de l'Information des Premières Nations* (CGIPN) en 2000 et repris par l'*Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL)*. Les principes du PCAP soulignent l'importance de la communication, mais surtout du travail collaboratif à chaque étape des projets, avec les membres ou partenaires provenant des Peuples autochtones. En effet, les principales personnes concernées, soit les expert·e·s du milieu, gagnent à être impliqué·e·s dans le développement et le déploiement de projets d'action culturelle afin que ceux-ci répondent réellement aux besoins et aux enjeux du terrain. Cette collaboration permet de déconstruire les pratiques coloniales : au lieu de proposer des activités *pour* les Peuples autochtones, qui peuvent se révéler non adaptées, il s'agit alors de développer des projets *avec* eux.

La collecte de données s’est déroulée en trois phases, soit un premier groupe de discussion avec les membres du Comité, puis une série d'observations participantes lors d’activités de médiation intellectuelle à Exeko et, enfin, sept entretiens semi-directifs avec les principales personnes-ressources concernées afin de les impliquer dans le processus de réflexion (voir détails dans la section suivante). Tous les éléments d’analyse ont été détaillés dans un journal de bord.

Les trois principaux outils de collecte de données utilisés afin d'évaluer les besoins de restructuration du Comité ont été choisis pour leur complémentarité et mis en œuvre selon les règles éthiques de collaboration avec les Premières Nations, telles que décrites dans l’*Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains* (Secrétariat interagences en éthique de la recherche 2014). La rencontre avec le Comité aviseur a permis de prendre contact avec les membres du Comité afin de comprendre leurs besoins par rapport à la recherche. La série d’observations participantes, quant à elle, a permis de saisir la dynamique de collaboration entre Exeko et ses partenaires, en plus d’observer le personnel en action sur le terrain. Finalement, la série de sept entretiens a permis de compléter la collecte de données grâce à l’implication des principales personnes-ressources concernées dans le processus de réflexion du Comité et ainsi donner voix à leur expertise.

La démarche méthodologique a ainsi permis de joindre les connaissances théoriques, les savoirs pratiques du milieu et les savoirs dans l’action (Bennet et Bennet 2007). Cette démarche concorde avec la méthodologie de la théorie enracinée, soit un « courant interprétatif [qui] se caractérise par la volonté de mettre à jour les perspectives de sens qu’une personne ou qu’un groupe de personnes confère à son expérience » (Dionne 2009, 76). En d’autres mots, laisser la place aux savoirs autochtones, aux expert·e·s, afin de bien comprendre comment le Comité peut mieux répondre à leurs besoins.

2.3 Déroulement de la recherche

Pour réaliser la recherche, une demande de certificat éthique a été soumise au Comité d’éthique de l’INRS. Le certificat *CER-18-479* (Annexe 1) fut obtenu au début du mois de juin 2018. Par la suite, les trois phases de collecte de données ont permis d’analyser les besoins de restructuration sous plusieurs angles : la volonté des membres du Comité, les observations d’interactions sur le terrain et l’inclusion de personnes-ressources impliquées dans des projets d’Exeko et externes.

Une rencontre avec le Comité aviseur a eu lieu dès le début du stage. Il s'agissait d'une assemblée de fin d'année où les membres discutaient des différents projets qui ont eu lieu, en plus de présenter les demandes de subvention à venir. Lors de cette rencontre, il a été possible d'observer les membres discuter d'enjeux émergeant du terrain, mais surtout de récolter leurs recommandations sur le rôle et le fonctionnement du Comité. De manière générale, les membres ont indiqué que celui-ci devrait avoir un rôle de consultation et de veille au sein d'Exeko. Les membres ont exprimé le souhait d'avoir un pouvoir d'action, mais surtout d'être en mesure d'apporter des modifications aux propositions de projets. C'est d'ailleurs de cette façon que le Comité a été décrit dans le cadre des entretiens.

Suite à cette rencontre, une série d'observations continue sur la dynamique organisationnelle d'Exeko ainsi que ses pratiques terrains ont été effectuées. Il s'agissait de comprendre le modèle organisationnel d'Exeko et son fonctionnement pour l'élaboration des projets, les bilans avec les médiatrices et médiateurs intellectuels, bref, sur tout ce qui touche au pôle autochtone. De plus, une série d'observations participantes a été réalisée lors de projets ou d'interactions avec les membres de la communauté autochtone en milieu urbain. Quelques activités s'y sont démarquées. Tout d'abord, il a été possible d'observer, dans son entièreté, un projet d'*IdAction Mobile* avec les membres de *Projets autochtones du Québec* (PAQ). Le PAQ est un organisme à but non lucratif qui offre « un service d'hébergement et des services d'intégration sociale adaptés aux cultures des Premières Nations, Inuit et Métis » (PAQ 2019). Le projet d'*IdAction Mobile*, de type collaboratif, a été mis sur pied suite à la suggestion d'un intervenant du PAQ de créer un balado. Exeko a donc proposé qu'il porte sur la projection de documentaires et de films, avec des thématiques liées aux enjeux ou luttes des Peuples autochtones. Le balado visait à inviter les membres du PAQ à partager leurs opinions ou commentaires sur des thématiques liées aux projections. Le projet s'est étalé sur une période de deux mois pendant lesquels avaient lieu deux projections par semaine. Ce projet a permis d'observer les pratiques collaboratives d'Exeko directement sur le terrain et de comprendre la dynamique de son équipe avec les partenaires terrain. Le tout pour mieux saisir comment se positionner en tant qu'allié à la résurgence.

D'autres observations ont eu lieu lors de la Journée nationale des Peuples autochtones, le 21 juin 2018. Exeko a participé aux initiatives d'organismes locaux, notamment Présence Autochtone, le PAQ et le Café de la maison ronde au Square Cabot; certains d'entre eux étant partenaires des projets d'Exeko. Lors de cette journée, il a été possible d'observer les interactions de la

coordonnatrice du pôle autochtone et d'autres employé·e·s, avec les membres de la communauté urbaine de *Tiohtiá:ke*. Parmi les activités organisées dans le cadre de cette journée, mentionnons le rassemblement pour l'annonce d'un financement municipal au futur Centre culturel autochtone à Montréal, les célébrations du Square Cabot et le barbecue du PAQ.

Étant donné le grand nombre d'activités auxquels a pris part Exeko, il a été possible de constater son implication auprès des communautés urbaines autochtones de *Tiohtiá:ke*. Il est à noter qu'Exeko s'engage souvent, à titre d'ambassadeur, au sein d'organismes autochtones urbains tels que *RÉSEAU,* qui œuvre à améliorer la qualité de vie des Autochtones vivant à *Tiohtiá:ke*. La coordonnatrice du pôle autochtone fait d'ailleurs partie du sous-comité de l'itinérance du RÉSEAU, en plus d'être adjointe à la codirection. Il a été possible d'agir à titre d'observatrice lors de quelques-unes de leurs rencontres et ainsi de voir la coordonnatrice en action.

Finalement, une série de sept entretiens semi-directifs, d'une durée approximative d'une heure chacun, se sont déroulés pendant l'été. Tel que mentionné précédemment, ce type d'entretien permet de mettre en valeur le savoir des actrices et acteurs et d'identifier les problématiques émergentes. Trois catégories d'actrices et d'acteurs ont été rencontrées : cinq personnes-ressources autochtones établies sur le territoire de leur communauté, une médiatrice intellectuelle innue et deux actrices autochtones établies en milieu urbain, extérieures à Exeko.

D'abord, les personnes-ressources sont des personnes ayant participé aux projets *Trickster : Raconte-moi ta langue* d'Exeko, qui ont eu lieu à Wemotaci, Pessamit et Val-d'Or avec les Nations Innue, Atikamekw et Anicinabe. Elles ont été rencontrées avec l'objectif de les impliquer dans le développement du nouveau Comité aviseur, en donnant leur avis et en exprimant leurs besoins et recommandations. Les questions d'entretien (annexe 2) portaient sur la participation aux projets d'Exeko, sur les démarches et la mise en place des activités ainsi que sur le déploiement du Comité aviseur. Par la suite, une médiatrice intellectuelle innue a été rencontrée pour discuter de son rôle dans les milieux autochtones où Exeko intervient. Les questions de l'entretien (annexe 3) portaient principalement sur sa participation au sein d'Exeko. Finalement, deux actrices œuvrant dans le milieu autochtone urbain (au *RÉSEAU* et à *Mikana)* ont aussi été rencontrées. Le *RÉSEAU* a pour mission d'améliorer la qualité de vie des autochtones en milieu urbain, alors que *Mikana* offre des formations touchant les enjeux autochtones, présentées par des autochtones à différents organismes ou regroupements non-autochtones tels que *Greenpeace*, *Amnistie Internationale* et des groupes d'enseignant·e·s. Les deux membres de ces organismes ont été rencontrées afin d'offrir une perspective externe sur le travail en partenariat, certes, mais

surtout en collaboration avec les communautés autochtones. Elles ont été choisies pour leur travail en milieu urbain et pour leur expertise sur les modalités de collaboration entre organismes autochtones et non-autochtones. Étant donné qu'il s'agit d'organismes externes à Exeko, leur point de vue a permis de dresser un portrait plus général sur ce thème. Les questions (annexe 4) portaient sur leurs organismes respectifs, sur le développement de partenariats et sur la collaboration entre organismes autochtones et non-autochtones. Les entretiens ont ainsi intégré les expériences et les recommandations de différentes actrices dans le cadre de l'évaluation des besoins de restructuration du Comité.

Le premier contact avec les répondant·e·s a été établi par l'entremise d'un courriel détaillant les objectifs de la démarche et incluant la lettre d'information de la recherche (annexe 5) en français ou en anglais. Il leur était ensuite proposé d'organiser une rencontre au lieu et au moment qui leur convenait. Les cinq personnes-ressources ont ainsi été rencontrées à Wemotaci, Val-d'Or ou Pessamit. Faute de budget pour rémunérer les personnes-ressources, des muffins et des biscuits leur ont été offerts en guise de remerciement. Sur place, les rencontres débutaient par une présentation plus personnelle : cheminement de vie, intérêts de recherche, etc. Bien que simple, cette approche a permis d'induire le partage dans le cadre des entretiens. En effet, plutôt que de saisir unilatéralement des informations et des savoirs, une attention particulière a été portée à créer une ambiance propice au partage bidirectionnel, axée sur la rencontre et le développement de liens de confiance, avec une visée à long terme. Les rencontres avec la médiatrice culturelle et les actrices du milieu urbain se sont déroulées dans un café de leur choix et la consommation leur a été offerte.

Le tête-à-tête convivial avec les répondant·e·s, dans un lieu neutre, a avantageusement contribué à la qualité des entretiens. Toutes ont signé un formulaire de confidentialité au début des entretiens. Cette situation de neutralité et de confidentialité a semblé mettre les personnes-ressources en confiance. Elles semblaient plus à l'aise de mentionner certains enjeux ou certaines critiques par rapport aux projets qu'elles ne l'auraient été en parlant directement à un·e employé·e d'Exeko. Les propos recueillis ont été transmis à Exeko en tout respect de l'anonymat des personnes-ressources et de façon constructive pour l'organisme. C'est en développant ces liens de confiance et en étant impliquée auprès des organismes qu'il a été possible de trouver toutes les répondant·e·s. Par exemple, après avoir été recommandée auprès de RÉSEAU par un membre d'Exeko et avoir établi une complicité avec la répondante, il a été possible de participer, à titre de bénévole, à une activité du *RÉSEAU*, dans le cadre de l'École d'été 2018 de l'*Institut du*

Nouveau Monde (INM) portant sur la mobilisation et la ~~ré~~conciliation autochtone. De cette implication a résulté la rencontre d'une représentante de *Mikana*, qui a alors accepté de participer à un entretien. Ainsi, la mise en place d'un lien de confiance a été cruciale dans le cadre de la démarche de collecte de données. Les échanges se sont maintenus avec les répondant·e·s tout au long de la recherche, selon les besoins de chacune et dans un esprit de pérennité. Les liens créés sont un gage d'authenticité et ils sont cruciaux dans une optique de résurgence.

Analyse et synthèse de l'information

Les différentes données recueillies ont donné lieu à une analyse synthétique. Les entretiens ont été retranscrits intégralement puis codés selon des catégories émergentes. Ces catégories ont par la suite été regroupées en trois grands ensembles thématiques adaptés au Comité, soit le fonctionnement, le recrutement et la gouvernance. Les trois ensembles sont donc construits directement à partir des propos recueillis, conformément à la théorie enracinée.

Les données consignées ont été organisées sous forme de cahier à présenter aux membres du Comité aviseur. Les résultats ont été transmis dans le cadre d'une seconde rencontre avec le Comité. Faisant état des besoins et des recommandations des répondant·e·s, les résultats ont été discutés dans l'optique d'établir définitivement le Comité en tant qu'organe fort au sein d'Exeko. À la suite de cette rencontre, des modifications ont été apportées au cahier pour refléter ces discussions.

Chapitre 3 : Résultats

Ce chapitre propose un sommaire des données recueillies grâce aux observations et aux entretiens. Dans le cadre du stage, ces données ont été utilisées pour produire des outils de synthèse et de transfert de connaissances, soit un cahier de recommandations adressé au Comité aviseur, un bilan des projets autochtones d'Exeko qui ont été observés et une proposition d'amélioration du formulaire d'évaluation des projets. Cette section présente ainsi ces trois éléments de transfert.

3.1 Cahier du Comité aviseur

Le cahier du Comité aviseur (annexe 6) a été créé pour proposer des points d'ancrage et d'information au Comité. Expliquant le fonctionnement souhaité, il offre l'avantage de pouvoir être utilisé à titre informatif par les membres internes, aussi bien que comme outil de promotion à l'externe. S'appuyant sur les données recueillies lors de la consultation, le cahier se présente en trois sections : le fonctionnement du Comité, le recrutement des membres et la gouvernance. Bien que ces sections soient synthétisées dans le cahier, les données présentées ci-dessous expliquent plus en profondeur les propos recueillis selon chaque section, tels que la fréquence des rencontres et la reconnaissance d'expertise, la diversité des membres à recruter et le concept d'autodétermination du Comité chez Exeko. À la fin du stage, le cahier a été complété et envoyé aux membres du Comité aviseur pour une deuxième phase d'analyse. Après qu'ils l'aient finalisé, le cahier pourra être utilisé afin d'établir plus clairement le rôle du Comité au sein d'Exeko et ainsi faciliter le recrutement de nouveaux membres.

Fonctionnement du Comité

En ce qui a trait au fonctionnement du Comité, quatre sous-catégories d'enjeux ont été identifiées afin de nommer les besoins et changements souhaités par les personnes interviewées : les rencontres, la présence d'autochtones chez Exeko, la reconnaissance de l'expertise des collaboratrices et collaborateurs et la définition du rôle des membres du Comité. Cette section a non seulement permis de mettre de l'avant les propos recueillis, mais elle a aussi favorisé la compréhension des spécificités organisationnelles du Comité quant à l'éthique de collaboration

avec les Peuples autochtones. Dans les chapitres suivants, il sera question des possibilités et des contraintes d'Exeko dans la prise en compte de ces besoins exprimés.

Commençons avec la première sous-catégorie : les rencontres. Toutes les répondant·e·s ont affirmé qu'il serait important d'organiser des rencontres physiques avec différentes personnes-ressources autochtones impliquées dans les projets d'Exeko. Ces rencontres contribueraient à impliquer davantage, dès le début, les personnes-ressources voulant participer au développement des projets. Une répondante a souligné le besoin de créer des espaces de rencontre en expliquant que « les rencontres et les rassemblements, ça doit prendre place |dans un lieu| physique, pour que tout le monde connaisse les projets et puisse faire le suivi des pratiques ensemble » (Anonyme A 2018). En effet, des rencontres entre les personnes-ressources et le personnel d'Exeko assurent un suivi continu des différents projets et offrent la possibilité de discuter en temps réel des thématiques et des enjeux émergents, par exemple l'évaluation des projets ou les notions de consentement pour la diffusion des créations issues des projets. Cela permet aussi d'aborder une première fois les futurs projets de collaboration et ainsi de laisser le temps nécessaire aux personnes-ressources d'intégrer l'information avant l'arrivée du projet en communauté. Cette même répondante a souligné que ces rencontres pourraient « créer des rapprochements et ainsi être déstabilisées |dans nos réflexions| et ce, afin d'apporter de nouvelles idées » (Anonyme A 2018). Les rencontres pourraient permettre à Exeko de mieux répondre aux besoins du terrain et de travailler en collaboration pour co-construire des projets adaptés. Une autre répondante a mentionné l'importance de créer des rencontres avec les personnes du terrain : « Allez les voir et leur parler. Créez un environnement où ils se sentent à l'aise pour parler. Qu'est-ce que tu as comme besoin? On ne peut pas savoir ce qu'ils ont besoin ou ce qu'ils n'ont pas besoin, sauf si on se parle » (Anonyme G 2018). Comme le dit si bien la répondante, il est impossible de déterminer à l'avance les besoins du terrain sans dialogue, mais surtout sans se connaître. Un tel espace impliquerait davantage les expert·e·s autochtones concerné·e·s et serait une réelle occasion de collaboration, valorisant ainsi leur contribution à Exeko.

Comme deuxième sous-catégorie, plusieurs répondant·e·s ont souligné l'importance d'avoir une présence autochtone à différents niveaux de l'organisation, ce qui permettrait un réel suivi des pratiques de l'organisme. Plus d'une répondante a suggéré qu'un·e membre du Comité soit présent·e aux rencontres d'équipe hebdomadaires ou mensuelles d'Exeko. La fréquence minimale recommandée étant une fois par mois. Cette présence permettrait d'assurer le mandat de veille du Comité auprès des différents projets du pôle autochtone de l'organisme. En effet, les projets ainsi que leurs enjeux sont tous discutés lors des rencontres d'équipe. Cette personne

aurait donc deux mandats, soit celui de garder en vue les problématiques spécifiques au pôle autochtone pendant les rencontres, puis celui d'en rendre compte au Comité aviseur. Cela privilégierait la création de liens entre le personnel d'Exeko et les membres du Comité, et ouvrirait la discussion sur différents enjeux. Il est important d'offrir aux membres du Comité l'opportunité de commenter les projets qui les concernent. Comme l'exprime l'une des répondant·e·s, « les choses conflictuelles sont souvent maladroites, car elles n'ont pas été validées. À valider avec les (la) personnes concernées » (Anonyme D 2018). Cette maladresse est soulignée à maintes reprises dans les entretiens, car il faut effectivement faire preuve de vigilance tant dans la formulation de l'intention du projet que dans sa réalisation, mais surtout garder à l'œil les effets engendrés. Ainsi, la présence d'une personne du Comité lors des rencontres d'équipe permettrait d'assurer un meilleur suivi et de discuter en amont des enjeux qui pourraient poser problème, plutôt que de les traiter à la suite d'un conflit. Cette présence permettrait aussi d'aborder des sujets qui pourraient nourrir la réflexion du personnel. En résumé, les répondant·e·s s'entendent pour dire qu'une personne du Comité se doit d'être présente aux rencontres d'équipe afin d'enrichir les discussions de part et d'autre.

La notion de reconnaissance est la troisième sous-catégorie liée au fonctionnement du Comité aviseur. Pour atteindre l'objectif global de la ~~ré~~conciliation, soit la construction de relations égalitaires, il est important que les membres du Comité et les personnes-ressources du terrain soient reconnu·e·s à titre d'expert·e·s. Cette reconnaissance de leur expertise et du temps personnel investi devrait se traduire par une compensation financière selon les personnes-ressources rencontrées ainsi que selon plusieurs instances autochtones telles que le *RÉSEAU*, *Mikana* et le *Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations*. Cet investissement en temps devrait être reconnu au même titre que celui du personnel d'Exeko, dont la participation aux rencontres est rémunérée sous forme de salaire pour le personnel de bureau. La légitimité de cette expertise pourrait permettre au Comité d'agir à titre de consultant auprès d'autres organismes souhaitant développer ce genre de pratiques. Voilà une façon concrète de favoriser le développement de pratiques exemplaires et d'assurer une légitimation plus grande du Comité en positionnant les membres du Comité à titre d'égaux dans la structure organisationnelle d'Exeko.

Enfin, la dernière sous-catégorie liée au fonctionnement du Comité concerne la définition du rôle des membres. Comme indiqué plus tôt, la participation au Comité mobilise du temps. Les personnes impliquées dans ce processus participent généralement à d'autres projets en parallèle. Ainsi, le temps disponible pour le Comité varie d'une personne à l'autre. Une définition plus

précise des rôles permettrait aux membres d'investir leur temps plus stratégiquement. Alors que certaines personnes pourraient être impliquées indéfiniment avec Exeko, en prenant part aux rencontres d'équipe par exemple, d'autres pourraient ne se présenter qu'aux grandes rencontres traitant des projets ou de thématiques particulières comme les formulaires de consentement ou les demandes de subvention. Cette présence variable des membres leur permettrait de mieux gérer leur temps, en plus de les impliquer dans les dossiers qui les intéressent. Il serait également important de s'adapter aux horaires des membres afin de mieux favoriser leur mobilisation.

En somme, les répondant·e·s ont fait plusieurs suggestions sur le fonctionnement du Comité. Nous avons pu voir comment les rencontres physiques, la présence chez Exeko, la reconnaissance à titre d'experte et la définition des rôles sont des facteurs à prendre en compte pour impliquer davantage les personnes-ressources autochtones ayant un intérêt pour le développement des projets et pratiques d'Exeko. Nous avons aussi souligné les facteurs qui permettent d'atteindre les critères de collaboration avec les Peuples autochtones. En appliquant des principes de collaboration *avec* et non *pour* les membres du Comité, l'organisme s'aligne avec les principes de reconnaissance souhaités par les répondant·e·s rencontrées. « Si nous travaillons ensemble, nous pouvons avancer plus vite » (Anonyme E 2018). Si nous travaillons ensemble, nous pourrons engendrer une réelle transformation sociale des pratiques de collaboration.

Recrutement des membres

La deuxième section du cahier concerne le recrutement des membres du Comité. Le Comité est majoritairement composé de membres vivant en milieu urbain et presque la moitié d'entre eux sont non-autochtones. Comment inclure davantage de diversité au sein du Comité? Trois sous-catégories d'enjeux ont émergé de la consultation, soit la définition du Comité, la variété des membres et la possibilité d'emploi chez Exeko.

Les répondant·e·s rencontré·e·s dans le cadre des entretiens ne connaissaient pas l'existence du Comité aviseur d'Exeko au préalable. Malgré cette problématique, elles ont tout de même pu émettre certaines recommandations. L'une des répondant·e·s a clairement souligné que le Comité « doit être défini avant et offrir quelque chose de clair » (Anonyme E 2018). La suggestion de produire un document de référence, tel qu'un cahier définissant le Comité, a été appuyée par

plusieurs répondant·e·s, car il permettrait de définir clairement les caractéristiques et le fonctionnement du Comité. Les personnes-ressources internes ainsi que des participant·e·s externes pourraient être plus facilement amené·e·s à s'impliquer. Le Comité aurait donc tout avantage à mieux se définir avant de se promouvoir auprès des actrices et acteurs autochtones impliqué·e·s dans les projets d'Exeko. Même si les participant·e·s aux projets ne souhaitent pas faire formellement partie du Comité, ils et elles pourraient avoir la possibilité d'envoyer leurs suggestions et commentaires généraux directement au Comité, plutôt que par les évaluations spécifiques à chaque projet d'Exeko.

La deuxième sous-catégorie liée au recrutement est la diversité des membres. Les répondant·e·s ont toutes mentionné l'importance d'avoir plus de membres autochtones que non-autochtones au sein du Comité. Une répondante a indiqué qu'il faut recruter les personnes qui travaillent sur le terrain. « Ils vivent et connaissent la réalité du terrain, ce qui est très important à inclure [au sein du Comité] » (Anonyme A 2018). Ce sont ces personnes qui sont les mieux outillées pour être membres du Comité, car elles vivent les projets et sont à même d'en constater les impacts. Cela étant dit, il est important de faire attention à ne pas réduire la diversité des Peuples autochtones à un tout homogène. Pour éviter les faux pas, il convient de recruter des membres ayant des perspectives ou savoir-faire différents de ceux qui existent déjà au sein d'Exeko. Le recrutement des membres en communauté, idéalement en provenance de différentes Nations, s'avère être une solution concrète pour représenter une pluralité de membres. Étant donné qu'Exeko développe des projets avec plusieurs communautés de différentes Nations, il serait logique que le Comité reflète cette dynamique. Une répondante explique l'importance d'inclure différentes perspectives dans le Comité :

> « Celui qui vit dans son milieu comprend les gens, comprends la situation. Il vit dans cette situation, alors sa perception n'est pas la même qu'un autre de l'extérieur. Moi, je suis urbain. Je rencontre des gens d'autres cultures, alors ma vision évolue. "*Atiso"* veut dire teindre en Atikamekw. Tout ce que j'apprends des autres cultures, déteint sur ma culture, alors ça change ma façon de voir. J'ai remarqué ça, car comme ceux qui ne vont pas en forêt, je ne comprenais pas, car je n'étais pas dans ma communauté. En revenant à la forêt, j'ai appris la vie en communauté. Cela change donc mes perceptions » (Anonyme B 2018).

Bien qu'une diversité d'origines ou de point de vue soit importante, une bonne sélection des membres demeure importante. Tout le monde n'est pas connecté à sa culture ou outillé pour

alimenter les réflexions du Comité. Il doit exister un motif réel pour qu'une personne s'implique dans le Comité. Ainsi, une personne qui est moins connectée avec sa culture, ou qui n'est pas activement impliquée dans sa communauté, est susceptible de contribuer de façon moins constructive et, donc, ne devrait pas faire partie du Comité. En incluant des personnes qui ne contribuent pas de par leur culture spécifique, ou qui ne génèrent pas de discussion réflexive sur les enjeux du terrain, on pourrait plus facilement tomber dans le piège des membres devenant des « jetons » autochtones.

En effet, la littérature nomme *tokenism*, le fait de recruter une personne autochtone au sein d'un organisme dans le seul but de se diversifier, sans que cette personne ait de pouvoir. Elle se trouve alors à valoriser un organisme de par sa seule présence en tant qu'Autochtone, mais son opinion n'est pas sollicitée et son expertise n'est pas utilisée par l'organisme. Il s'agit d'un enjeu souligné à maintes reprises dans le cadre des entretiens. Dans cette optique, les membres du Comité et le personnel d'Exeko pourraient travailler ensemble au recrutement de nouveaux membres afin d'assurer une variété d'expertises et de perspectives au sein de l'organisme. Bien qu'il faille prioriser les personnes-ressources qui sont déjà impliquées dans la dynamique d'Exeko, les suggestions de membres pertinents de la part du Comité ou du personnel d'Exeko sont cruciales. On dit souvent que la meilleure promotion se fait par le bouche-à-oreille. Ainsi, si l'on recrute des membres sur une base personnelle ou sur celle d'une relation professionnelle, il est plus probable d'accroître la mobilisation des membres.

La dernière sous-catégorie est la possibilité d'emploi chez Exeko. Plusieurs répondant·e·s ont souligné l'importance d'embaucher des membres des Peuples autochtones dans l'équipe d'Exeko, à des postes « normaux », c'est-à-dire des postes réguliers au sein de l'organisme et pas seulement pour des projets précis liés au pôle autochtone. Selon les répondant·e·s, cela offrirait une reconnaissance à l'employé·e, un suivi des projets de l'intérieur et la possibilité de continuellement alimenter le processus de réflexion de l'équipe. En résumé, Exeko gagnerait à avoir des employé·e·s autochtones, ce qui aiderait aussi à la mise en œuvre du mandat de veille continue du Comité.

En somme, clarifier la définition du Comité permettrait de faciliter le recrutement et d'intégrer une variété de membres issus de différents milieux autochtones. Lorsque les membres connaissent précisément l'objectif principal et les modalités de leur engagement, cela favorise leur mobilisation

et leur implication. De plus, la présence d'employé·e·s autochtones dans des fonctions régulières ou attitré·e·s à des projets extérieurs au pôle autochtone serait bénéfique pour Exeko afin de réellement les impliquer dans la croissance et le développement de l'organisme. En mettant l'accent sur la reconnaissance et en appuyant la résurgence, un organisme non-autochtone se positionne alors comme allié, et il ne suffit que de continuer d'alimenter le processus de réflexion pour que celui-ci se mette en branle et ait une influence positive sur les autres organismes et structures de son environnement.

Gouvernance

La gouvernance du Comité est la dernière section thématique du cahier. La gouvernance se rattache de près au concept d'autodétermination. Cette section comprend deux sous-catégories, soit l'indépendance et la reconnaissance au sein d'Exeko, de même que la capacité d'agir et le pouvoir décisionnel.

D'abord, pour que le Comité fonctionne réellement dans une perspective de résurgence, il se doit d'être indépendant de la structure d'Exeko. La reconnaissance de son rôle d'expert, indépendamment de l'organisme, est essentielle pour élever le pouvoir décisionnel du Comité. Étant donné la complexité du modèle organisationnel d'Exeko, l'aspect de gouvernance est plus ardu à cerner et la définition qu'en offre l'organisme n'est pas claire, selon plusieurs répondant·e·s. Pour une personne externe, la structure organisationnelle d'Exeko est encore moins simple. Certaines personnes-ressources rencontrées ont proposé de présenter le Comité au Conseil administratif d'Exeko en expliquant que si le Comité restait dépendant, il ne pourrait jamais atteindre son plein potentiel (Anonyme B 2018). L'indépendance du Comité est donc cruciale à son fonctionnement pour respecter les concepts de gouvernance et d'autodétermination prônés par les instances autochtones. Cela étant dit, est-ce possible d'être indépendant à l'intérieur même d'un organisme non-autochtone?

Cela nous amène à la deuxième sous-catégorie de la gouvernance. Toutes les répondant·e·s ont indiqué qu'il est important pour le Comité d'avoir la capacité d'agir et le poids nécessaire pour prendre ses propres décisions. Par exemple, le comité devrait pouvoir accepter, refuser ou créer des projets en étant indépendant de la structure d'Exeko. Il a également été suggéré que le Comité créé des espaces de rencontre et de discussion pour limiter les événements fâcheux. Par exemple, le personnel d'Exeko provient souvent de l'extérieur du Canada et a un niveau de connaissance variable des Peuples autochtones. Ce manque d'information mène à différentes

maladresses. À ce propos, une répondante explique simplement : « la réalité est qu'une grosse majorité des gens ne sont pas encore au courant et qu'il faut garder cela [les enjeux relatifs aux Peuples autochtones] en tête. Il faut faire attention à la manière [dont] on les représente et [dont] on parle d'eux » (Anonyme G 2018). Ainsi, les membres du Comité devraient pouvoir créer des moments de discussion avec le personnel afin d'alimenter un processus continu de réflexion. En effet, les éléments d'actualité en contexte autochtone sont souvent complexes et peu discutés dans le milieu de travail en raison de l'ambigüité générale des thématiques. Prenons par exemple la controverse en2018 entourant la pièce *Kanata*, du québécois Robert Lepage et de la française Ariane Mnouchkine : une œuvre théâtrale racontant l'histoire des Peuples autochtones au Canada, écrite par deux personnes non-autochtones et dont la distribution ne compte pas d'actrices ou d'acteurs faisant partie d'une Nation autochtone. Plusieurs représentant·e·s autochtones du milieu artistique ont cosigné une lettre dénonçant le manque de collaboration et de représentation autochtone dans le spectacle. Dès sa publication, la lettre a généré un important battage médiatique. Il s'agissait là d'une occasion en or pour discuter de l'appropriation culturelle et des différentes perspectives d'alliance avec le personnel d'Exeko. Ce sont de telles opportunités qui, si elles sont saisies, peuvent vraiment contribuer au développement introspectif continu du personnel d'Exeko, en plus de valoriser les différentes expertises. Ainsi, une période de discussion sur ce sujet avec un membre du Comité aviseur aurait été bénéfique au personnel.

En outre, le Comité devrait pouvoir présenter des projets à Exeko. Cela lui offrirait la possibilité d'agir à titre d'agent indépendant et d'apporter des modifications à la croissance des projets de l'organisme. En développant des projets, le Comité poserait des actions concrètes et travaillerait *avec* Exeko et non *pour* lui. De plus, le Comité devrait détenir assez de pouvoir décisionnel pour être en mesure d'influer sur des projets d'Exeko, qu'il s'agisse de modifications, ou d'un refus. Ainsi, si le Comité n'est pas d'accord avec la forme ou le développement d'un projet, il pourrait le mentionner et en freiner l'avancement. Cela offrirait par la suite l'opportunité de discuter des différents enjeux, d'apporter des modifications au projet et de le continuer dans une perspective de transformation sociale. Une bonne gouvernance est donc importante pour que le Comité s'inscrive dans une logique de résurgence et qu'il soit indépendant et ait un poids décisionnel.

En somme, ce sont donc ces trois grandes catégories, soit le fonctionnement, le recrutement et la gouvernance qui ont été discutées avec les personnes-ressources. Le fonctionnement permet de mettre en lumière l'éthique de collaboration *avec* et non *pour* les Peuples autochtones. Le recrutement permet de souligner l'importance d'une diversité, mais surtout d'une reconnaissance des expert·e·s. Finalement, la gouvernance favorise la compréhension du principe

d’autodétermination du Comité afin qu’il s’inscrive réellement dans un contexte de ~~ré~~conciliation, soit une relation égalitaire.

Lorsque le cahier a été rédigé, une rencontre a eu lieu avec les membres du Comité afin de leur présenter les résultats et recommandations. Tous les éléments ont été discutés et leur réception s’est faite de manière assez positive. Cela étant dit, la création de ce cahier ne garantit pas sa mise en pratique instantanée. En effet, plusieurs suggestions et recommandations prennent du temps pour se réaliser. Bien que les recommandations aient été recueillies et discutées, le processus de changement peut prendre énormément de temps pour un organisme, principalement à cause de ces contraintes de temps, de ressources humaines et financières.

3.2 Retombées pour l’organisme

Lors des entretiens, la richesse des propos discutés était frappante dès le départ, notamment en ce qui a trait aux perspectives et suggestions concernant Exeko. Afin de profiter pleinement des données recueillies, d’autres tâches de transfert de connaissances ont été effectuées, outre le cahier du Comité. En effet, des fiches d’évaluation des projets d’Exeko en milieu autochtone ont été créées afin de détailler ce que les répondant·e·s en ont pensé. De plus, suite aux entretiens, le questionnaire d’évaluation d’Exeko a été modifié afin qu’il soit mieux adapté au terrain. Ces deux éléments de transfert de connaissances sont explicités ci-dessous.

Bilan des projets autochtones d’Exeko

C’est une véritable chance que d’être parvenue, tout au long des entretiens, à établir un lien de confiance suffisamment fort avec les répondant·e·s pour qu’elles partagent leurs perspectives en toute honnêteté. La neutralité de la démarche, de même que la formule en tête-à-tête ont contribué très favorablement à leur ouverture. Elles ont souvent discuté des projets d’Exeko, notamment de leurs forces et faiblesses. La richesse des propos recueillis a mené à la création d’un bilan des projets autochtones d’Exeko afin de présenter l’ensemble des commentaires, tant les points positifs que ceux à améliorer. Par respect pour elles, et en vertu du certificat éthique,

les commentaires ont été anonymisés et synthétisés. Étant donné la sensibilité de certaines données, et afin d'éviter de briser le lien de confidentialité établi, les propos du bilan ne sont pas mis en annexe. Cela étant dit, le bilan a été utilisé à titre de document d'évaluation par les co-directeurs d'Exeko, de même que dans le cadre d'une formation des médiatrices et médiateurs intellectuels. Ainsi, les propos ont été partagés uniquement avec le personnel travaillant spécifiquement pour les projets d'Exeko en communauté autochtone.

Les commentaires et suggestions recueillis ont été classés en sept sections : choix de langue, durabilité des projets, adaptabilité des projets, impacts, évaluation, formation et médiation, ainsi qu'idées et commentaires généraux. Chaque section regroupe les différentes perspectives des répondant·e·s. Ce travail s'est avéré très enrichissant pour Exeko, car il permet une évaluation globale des projets du pôle autochtone. Bien que les participant·e·s doivent généralement remplir le formulaire d'évaluation papier d'Exeko à la fin de chaque projet, cette formule est souvent contraignante. Ainsi, le fait que les répondant·e·s aient pu discuter avec une personne neutre par rapport à Exeko a vraiment facilité leur expression évaluative. En plus de l'utilisation qu'en fait le personnel d'Exeko, notamment la coordonnatrice du pôle autochtone et les co-fondateurs, le document pourrait outiller davantage les médiateurs et médiatrices avant leur départ en communauté. Il pourrait également être utilisé dans l'élaboration de projets. En résumé, ce document de notes est un retour pertinent sur les différents projets pour Exeko. Ces commentaires aident à la planification des autres projets et à la formation.

Amélioration du formulaire d'évaluation des projets

En début de stage, la coordonnatrice du pôle autochtone avait souligné le manque de neutralité des questionnaires d'évaluation des projets pour les personnes-ressource du terrain. Cela a été confirmé par certaines répondant·e·s qui ont mentionné que le questionnaire n'était pas adapté au terrain, hors des écoles, et que la formulation des questions était positive, ce qui induisait des réponses biaisées. Par exemple, on pouvait lire : « Est-ce que vous avez apprécié la présence des médiateurs d'Exeko? Est-ce que vous pensez que vos élèves ont trouvé les activités intéressantes? Est-ce que ce genre d'activité est utile dans votre classe? » Ce genre de formulation tend à générer des réponses positives, ce qui influence alors les commentaires laissés par les personnes-ressources. Les entretiens effectués dans le cadre du stage ont permis d'aborder cet aspect. Par la suite, les questions ont été modifiées afin d'être plus ouvertes et neutres, de façon à recueillir des commentaires de tout genre. Par exemple : « Comment avez-

vous trouvé le travail des médiateurs et médiatrices d'Exeko ? Selon vous, comment les participant·e·s ont-ils trouvé les activités ? Est-ce que les activités présentées par Exeko ont été complémentaires à votre milieu ? ». Ce type de questions plus neutres, ne guident pas d'emblée les personnes-ressources vers des réponses positives. Le questionnaire adapté se trouve en annexe (annexe 7).

En conclusion, les retombées du stage ont offert des pistes de réflexion et des informations pour alimenter le processus de positionnement à titre d'allié. Le cahier du Comité aviseur a permis de suggérer un fonctionnement ainsi que des techniques de recrutement et de gouvernance souhaités par les répondant·e·s. Nous avons pu voir que les membres souhaiteraient être impliqués à différents niveaux de l'organisme pour assurer pleinement leur rôle de consultation et de veille. Par la suite, nous avons constaté que, plus les membres seront variés et proviendront de différents milieux, plus les réflexions sur les projets seront alimentées par des points de vue complémentaires. Et finalement, l'aspect gouvernance est très important dans le cahier, car il démontre le souhait du Comité d'être indépendant d'Exeko et d'avoir un pouvoir décisionnel et des possibilités d'action. Le bilan du pôle autochtone a quant à lui permis de faire une évaluation des projets d'Exeko, ce qui demande généralement trop de temps et d'argent aux organismes en action culturelle. Ce bilan représente la retombée la plus pertinente du stage, puisque l'évaluation a été faite avec les personnes les plus concernées par les projets en communauté.

Cela étant dit, qu'en est-il des actions prioritaires à mener à titre d'organisme non-autochtone œuvrant dans le milieu et quelles sont les limites de cette action? En effet, bien que les recommandations et enseignements reçus des personnes rencontrées aient été très enrichissants, ils sont assez complexes et demandent temps et argent afin d'être réellement appliqués au sein d'un organisme. Une implication plus accrue des personnes-ressources dans le Comité serait souhaitée, mais la distance et les horaires de travail sont deux éléments difficiles à arrimer. Bien sûr, la technologie offre un éventail de possibilités, mais il demeure difficile d'impliquer des participant·e·s éloigné·e·s. Toutefois, comme ces personnes sont les principales concernées, des mesures pourraient être mises en place d'ici l'année prochaine afin de réussir à les inclure dans l'évaluation des projets, mais aussi dans le développement de futurs projets afin de réellement travailler en collaboration. Pour un organisme voulant développer des pratiques décolonisées, en collaboration avec les principales personnes concernées, il est souhaitable de dégager les ressources humaines et financières nécessaires afin d'y parvenir. Si le temps de réflexion et d'action n'est pas maximisé, l'organisme ne fait que reproduire les pratiques coloniales déjà en place depuis longtemps. Ainsi, un organisme qui veut travailler de près avec les Peuples

autochtones a la responsabilité de les impliquer au maximum et de développer des pratiques *avec* eux et non *pour* eux. Ne pas les impliquer revient à reproduire les pratiques coloniales et à déconstruire les efforts de résurgence développés durant les dernières années.

Chapitre 4 : Activité de transfert de connaissances

L'une des particularités du programme de Pratiques de recherche et action publique (PRAP) à l'INRS est l'importance accordée au transfert des connaissances dans les milieux académique et pratique. En effet, un transfert de connaissances adapté au terrain et au milieu académique permet de donner une plus grande portée aux résultats de recherche. Dans ce chapitre, il sera question des éléments de transfert de connaissances mis en place dans le cadre de cette recherche, soit une présentation au personnel d'Exeko et une présentation dans le cadre d'un séminaire public de l'Observatoire des médiations culturelles.

4.1 Transfert en milieu pratique

Contexte chez Exeko

Dans le cadre du stage, différents outils de transfert de connaissances ont été produits, tels que le cahier du Comité, le bilan des projets autochtones d'Exeko et l'adaptation des questionnaires d'évaluation. En complément de ces éléments, une présentation a été organisée pour le personnel d'Exeko afin de partager les connaissances acquises tout au long du stage. Toutefois, dans un contexte caractérisé par la résurgence autochtone, il ne semblait pas approprié de leur présenter le cahier sans la présence des membres du Comité, alors même qu'il n'était pas finalisé. En tant que chercheuse non-autochtone, présenter ce document sans aucun membre du Comité semblait non conforme aux principes de collaboration. Ainsi, l'activité de transfert de connaissances consistait en une présentation axée sur l'apprentissage individuel dans un contexte de ~~ré~~conciliation et de résurgence. Comme la compréhension du positionnement d'allié·e est un acquis important du stage, l'explication de son rôle à un niveau individuel visait à mieux faire comprendre les comportements à adopter quotidiennement. En d'autres mots, l'objectif de l'activité était de transmettre des éléments de réflexion traitant de la façon d'être un·e allié·e à la résurgence. De plus, comme la recherche consultative a été menée avec Exeko, les éléments de transfert de connaissances ont été adaptés pour l'organisme plutôt que pour les personnes-ressources autochtones.

Présentation

La présentation pour le personnel d'Exeko a eu lieu dans les bureaux de l'organisme en septembre 2018. Une douzaine d'employé·e·s, majoritairement de l'équipe bureau – c'est-à-dire le personnel travaillant à l'organisation des activités plutôt que sur le terrain – étaient présent·e·s. Le personnel d'Exeko provient généralement de l'extérieur du Canada et de milieux professionnels très variés. En plus de cette variété d'origines et d'expertises, leur connaissance des enjeux liés aux Peuples autochtones est également très variable. Il est aussi important de mentionner l'absence des médiateurs et médiatrices intellectuels lors de la présentation. Puisque ces personnes sont principalement sur le terrain, la présentation aurait pu leur permettre de s'outiller davantage et d'alimenter leur processus de réflexion sur le développement de pratiques et de savoir-faire décolonisés à titre d'allié·e·s.

La présentation était axée sur le déroulement du stage, en lien avec les apprentissages individuels à consolider en tant que non-autochtone, dans un contexte de ~~ré~~conciliation et de résurgence. Elle s'est concentrée sur le rôle individuel des membres du personnel, soit les stratégies de savoir-être et savoir-faire comme allié·e. Elle a donc été construite pour partager les résultats de recherche, pour offrir une série d'outils contribuant à la réflexion et pour actualiser leurs connaissances.

Outils de transfert mobilisés et préparation

Pour soutenir le déroulement de cette activité d'une heure, une présentation visuelle a été créée et projetée (annexe 8). Celle-ci comprenait quatre sections, soit la présentation du stage, son déroulement, les résultats de l'étude, c'est-à-dire comment être un·e allié·e dans la ~~ré~~conciliation, puis une section dédiée à différentes ressources pour poursuivre la réflexion. Les deux premières sections permettaient de présenter le contexte du stage et son articulation avec l'organisme. D'une certaine manière, il s'agissait de présenter le Comité aviseur au personnel d'Exeko, puisque la majorité n'en connaissait pas l'existence. La troisième section présentait la mise en pratique des résultats, c'est-à-dire l'explication du concept de ~~ré~~conciliation et du rôle de l'allié·e. Dans l'explication du rôle de l'allié·e, on trouve trois sous-catégories : le savoir, le savoir-être et le savoir-faire nécessaires. Ces trois sous-catégories ont été construites à partir des données des entretiens et elles ont été adaptées concrètement pour les employé·e·s, dans une optique d'application individuelle. Finalement, la dernière section était réservée au partage de ressources.

Comme indiqué précédemment, le rôle d'allié·e consiste à apprendre, écouter et assurer un processus de réflexion continu. Ainsi, cette section présente des sites d'information continue tels que le site de l'Espace autochtone de Radio-Canada, *Eye on the Artic News, APTN National News*, des liens vers des pages d'information sur Facebook telles que le RÉSEAU, le Cercle des Premières Nations de l'UQAM et *Decolonize Myself - A First Nation perspective*, des documentaires, ou leur bande-annonce, accessibles gratuitement en ligne, des activités se déroulant à Montréal ainsi que quelques liens vers des balados. Cette section avait comme objectif d'insister sur l'importance d'un apprentissage en continu. D'ailleurs, la présentation visuelle a été envoyée au personnel d'Exeko pour qu'ils aient tous accès à ces différentes ressources.

Bilan

Le bilan général des échanges avec le personnel d'Exeko a été très positif. Bien que le taux de participation, notamment des médiatrices et médiateurs intellectuels, ait été relativement bas, le personnel présent a apprécié la présentation et a participé à la discussion en posant des questions ou en partageant ses expériences. Tous et toutes ont trouvé la présentation enrichissante, particulièrement la section sur la position d'allié·e à la résurgence. Ce qui est à retenir ici, et qui a particulièrement fonctionné, c'est la période de questions et de discussion à la fin de la présentation. En effet, comme les membres du personnel n'ont pas les mêmes connaissances au sujet des Peuples autochtones et qu'ils sont nombreux à provenir d'autres pays, il est difficile de bien cerner leurs besoins en amont. Ainsi, lorsqu'une question est posée, cela enclenche automatiquement la discussion sur différents enjeux, des enjeux complexes, peu enseignés, peu connus et qui varient à travers le Canada. En discuter permet d'approfondir la compréhension. La période de discussion a ainsi duré plus de quarante-cinq minutes et tout le personnel présent a soit posé une question, soit aidé en alimentant les réponses aux questions.

Les principaux enjeux soulevés ont été les différences dans l'enseignement de l'histoire des Peuples autochtones selon les générations et les provinces au Canada, les méthodes pour aller à la rencontre des gens lors d'évènements ainsi que les stratégies à adopter pour faire évoluer nos comportements et devenir de meilleur·e·s allié·e·s. En somme, ces conversations ouvertes, sans jugement, ont été l'élément clé de la présentation. Cet espace de discussion et de dialogue est en corrélation avec les espaces de rencontre prônés par le concept de ~~ré~~conciliation, ainsi qu'avec la place de l'éducation dans la résurgence autochtone. Les ressources proposées

favoriseront le processus de réflexion continue. Ainsi, les discussions et l'apprentissage ont vraiment été au cœur de la présentation.

4.2 Transfert en milieu académique

Contexte

Dans le milieu académique, le transfert de connaissances de la recherche était davantage axé sur le rôle de l'agent·e d'interface dans un contexte de ~~ré~~conciliation et de résurgence. La présentation s'est faite lors d'un séminaire public organisé par l'Observatoire des médiations culturelles (OMEC), un organisme ayant pour mission de favoriser l'avancement des connaissances sur les pratiques de médiation culturelle et de leurs enjeux sociopolitiques, en se constituant comme plateforme d'observation, de recherche, de mobilisation et de transfert des connaissances, en plus de formation et de réseautage pour le milieu académique et professionnel (OMEC 2019). Exeko est membre codirecteur de l'Observatoire de par ses pratiques de médiation culturelle et intellectuelle. Étant donné que les questions de diversité, d'implication des principaux concernés et des stratégies d'alliance sont partie prenante des réflexions entourant la médiation culturelle et intellectuelle, cela renforce la pertinence du choix de cet espace pour le transfert de connaissances. La présentation a donc eu lieu devant des praticiens et praticiennes ainsi que des chercheurs et chercheuses œuvrant dans les milieux de l'action culturelle.

Présentation

La présentation s'est déroulée à l'INRS en mars 2019 et a duré 30 minutes. Environ une douzaine de membres œuvrant dans le milieu de la médiation culturelle étaient présent·e·s.

L'objectif de l'exposé était de présenter le déroulement de la recherche, mais surtout de démontrer concrètement les éléments de transfert de connaissances mis en pratique sur le terrain, ainsi que le rôle de l'agent·e d'interface à titre d'allié·e à la résurgence. Les éléments de transfert ont permis d'enrichir le cadre conceptuel de l'agent·e d'interface, mais aussi de proposer des pratiques concrètement applicables dans un contexte de résurgence. De plus, il s'agissait de rappeler aux

membres l'importance du transfert des connaissances dans le développement des techniques d'intervention et des outils adaptés aux besoins des milieux.

Outils de transfert mobilisés et préparation

Pour soutenir le transfert de connaissances, une présentation visuelle accompagnait l'exposé. Intitulée *La mobilisation et le transfert des connaissances dans un contexte de ~~ré~~conciliation : L'agent.e d'interface comme allié.e à la résurgence* (annexe 9), la présentation était divisée en quatre sections. La première était une mise en contexte du programme de la PRAP et des intérêts de recherche au sein d'Exeko. La deuxième présentait le contexte du stage, soit la modification des demandes de subvention dans un contexte de ~~ré~~conciliation et la restructuration du Comité aviseur d'Exeko. Les différents concepts clés y ont été présentés, discutés et mis en corrélation avec la situation du Comité aviseur. Dans la troisième section, le déroulement du stage ainsi que les éléments de transfert de connaissances appliquées au niveau du terrain ont été présentés afin de mettre en évidence la pertinence de l'agent·e d'interface dans le cadre du stage et au sein d'un organisme comme Exeko. Finalement, la dernière section proposait un retour réflexif sur le rôle de l'agent·e d'interface. L'analyse du cadre conceptuel de l'agent·e d'interface était présentée afin d'en comprendre son articulation chez Exeko. Les compétences et habiletés ont été détaillées afin d'arrimer le cadre théorique, les données du stage ainsi que son rôle précis dans un contexte de résurgence. Autrement dit, comment et pourquoi l'agent·e d'interface peut s'inscrire comme allié·e à la résurgence ?

Bilan

Le bilan des échanges avec les participant·e·s s'est avéré très positif. Plusieurs ont souligné la proximité du rôle de l'agent·e d'interface avec celui de la médiatrice ou du médiateur culturel. Plus précisément, comment la création de ponts entre les données théoriques et la réalité du terrain lorsque l'on parle de l'agent·e d'interface, est similaire avec la création de ponts entre les œuvres et le public lorsqu'il s'agit de médiation culturelle. Le rôle d'agent·e d'interface permet certes de créer ou de solidifier des ponts entre les personnes-ressources et Exeko, mais il permet aussi de vulgariser et d'adapter l'information afin de l'appliquer de manière concrète dans le milieu du stage et plus généralement dans un contexte de ~~ré~~conciliation et de résurgence. La présentation en milieu académique a donc permis de faire ressortir l'importance d'avoir des éléments de transfert

de connaissances adaptés au milieu pour atteindre son potentiel de création de pratiques innovantes, puisqu'il s'articule avec l'écoute des besoins des individus et permet de poser des gestes concrets pour éventuellement influencer les structures organisationnelles du milieu.

En conclusion, les deux activités de transfert de connaissances ont exposé les mêmes informations issues de la recherche, mais appliquées à différents niveaux, soit celui de l'agent·e d'interface pour un organisme œuvrant dans le milieu de l'action culturelle ainsi qu'au niveau individuel. Lors de la présentation pour Exeko, les réflexions apportées tournaient autour des pratiques individuelles à titre d'allié·e, leur importance et sur les façons de poursuivre le processus de réflexion et d'apprentissage pour appuyer la résurgence. Puis, pour l'OMEC, l'accent a été mis sur l'articulation du rôle de l'agent·e d'interface et sur la façon d'appliquer ces compétences au niveau organisationnel au sein des organismes œuvrant dans le milieu de l'action culturelle. L'importance accordée à la collaboration et à la création d'éléments de transfert de connaissances adaptés et applicables au niveau du terrain a permis de poursuivre la réflexion entourant les compétences et habiletés de l'agent·e d'interface dans un contexte d'appui à la résurgence des Peuples autochtones.

Chapitre 5 : Bilan critique du stage

Ce chapitre propose un bilan critique du stage réalisé chez Exeko à l'été 2018 et aborde les retombées du stage, les acquis théoriques et pratiques pour la stagiaire ainsi que les difficultés et les limites rencontrées sur le terrain. Il s'agit ainsi d'un retour réflexif sur l'élaboration, le déroulement du stage et sa mise en forme dans le cadre de la recherche.

De manière générale, le stage visait deux objectifs principaux. D'une part, la mobilisation des connaissances sur le travail collaboratif avec les Peuples autochtones. Puis, d'autres parts, la consultation des personnes-ressources d'Exeko, travaillant de près ou de loin sur les projets du pôle autochtone, afin de recueillir leurs recommandations et connaître leurs besoins en vue de la restructuration et du déploiement du Comité aviseur. Bien que le parcours ait été parsemé d'obstacles et que le processus ait généré plusieurs remises en question – dues au sentiment déstabilisant de naviguer à travers les différentes réalités : celle de la stagiaire, celle du terrain pour Exeko et enfin, celle du terrain pour les personnes-ressources – les objectifs principaux ont été atteints. Ainsi, l'analyse critique du stage permettra d'en démontrer les retombées, acquis, difficultés et limites.

5.1 Retombées

Les principales retombées du stage sont la création d'outils de transfert de connaissances tels que le bilan des projets autochtones, le cahier du Comité et une adaptation des questionnaires d'évaluation. Les éléments de transfert, adaptés au contexte d'Exeko, ont été créés afin de répondre aux besoins du stage. La mobilisation des connaissances a permis de faire émerger des catégories d'analyses, telles que la communication, la collaboration, la reconnaissance, l'appui des initiatives locales et le savoir-faire adapté pour les projets d'action culturelle comme ceux d'Exeko. La consultation des membres, impliqué·e·s de près ou de loin dans les projets, a permis d'inclure et de souligner leurs besoins et leurs recommandations dans la restructuration du Comité aviseur.

Les propos recueillis auprès des répondant·e·s ont été transformés en bilans des projets autochtones d'Exeko, rassemblent une variété de points forts, de points à améliorer, ainsi que des recommandations pour l'organisme. Comme mentionné précédemment, ses différentes

sections favorisent la compréhension des principes de collaboration pour travailler *avec* et non *pour* les Peuples autochtones.

Les différentes consultations réalisées dans le cadre du stage ont également permis l'élaboration d'un cahier de propositions et de recommandations afin d'appuyer la restructuration et le déploiement du Comité aviseur d'Exeko. De plus, l'analyse des propos recueillis lors de la consultation a permis d'identifier les besoins des organismes en milieu urbain, de même que ceux des personnes-ressources en communauté, assurant ainsi un équilibre entre les membres urbains et ruraux. L'importance d'inclure des personnes-ressources issues des communautés rurales au sein du Comité a été soulevée plusieurs fois lors des entretiens. En effet, les perspectives, les expériences et les opinions des personnes vivant en milieu urbain peuvent diverger sur plusieurs thématiques, par rapport à celles habitant en communauté. De plus, étant donné que ce sont principalement les personnes-ressources en communauté qui sont mobilisées dans les projets du pôle autochtone, le Comité aurait tout avantage à bénéficier de leur expertise.

Concernant le fonctionnement du Comité, l'élément clé qui est ressorti de l'analyse est l'autodétermination. Cette autodétermination est importante, car elle permettrait au Comité d'avoir un poids décisionnel au sein de l'organisme. Il aurait ainsi la liberté d'émettre des recommandations, d'exprimer des désaccords face à certaines modalités des projets, voire de les modifier, en plus de pouvoir en proposer de nouveaux. Ce poids décisionnel permettrait d'arrimer le Comité aux principes de gouvernance et d'autodétermination présentés précédemment. Ceci dit, la mise en œuvre du principe d'autonomie décisionnelle représenterait une étape complexe pour l'organisme, étant donné le temps qui devrait être consacré aux échanges et discussions lors de l'élaboration des projets et des demandes de subvention. Toutefois, en appliquant ce principe d'autodétermination, l'organisme reconnaîtrait le rôle d'expert autonome du Comité et agirait concrètement à appliquer la résurgence au sein de son organisation. Cette reconnaissance d'expertise et cet appui s'inscrivent alors dans le dernier enjeu soulevé lors des entretiens : le positionnement d'Exeko à titre d'allié à la résurgence des Peuples autochtones. La reconnaissance agirait alors comme levier d'action dans les principes de la théorie de la transformation sociale développée par l'organisme. En mettant en place des pratiques d'allié à la résurgence, Exeko peut devenir un exemple pour les autres organismes non-autochtones voulant œuvrer dans ce milieu. En travaillant son influence au sein du milieu culturel, l'organisme peut alors s'inscrire dans la transformation de ces environnements et réellement favoriser la déconstruction des pratiques coloniales présentes.

En somme, les éléments de transfert de connaissances ont permis de répondre aux objectifs suivants du stage : la mobilisation de pratiques collaboratives avec les Peuples autochtones, la consultation des personnes-ressources et l'appui au déploiement du Comité aviseur. La mobilisation des connaissances des personnes-ressources en communauté et des organismes urbains a aussi permis de mettre de l'avant les principes nécessaires à la collaboration éthique et, surtout, de formuler des propositions et des recommandations à partir des expériences sur le terrain. Enfin, les principales retombées ont été la mise en contexte et la transmission des besoins identifiés lors de la collecte de données, en plus de fournir de la documentation et des pistes de réflexion au sujet des enjeux soulevés par le Comité aviseur.

5.2 Acquis théoriques et pratiques

L'expérience du stage a été bénéfique pour le développement de compétences pratiques et théoriques. Elle a permis l'acquisition de techniques de mobilisation et d'intervention ancrées dans le milieu de l'action culturelle, ainsi qu'une meilleure connaissance des enjeux spécifiques à la collaboration avec les Peuples autochtones.

Acquis théoriques

Du point de vue des acquis théoriques, le stage et la recherche consultative ont contribué au développement des compétences et des connaissances à deux niveaux. Premièrement, le stage a permis d'établir des liens entre la réalité terrain étudiée (les pratiques d'Exeko et celles des personnes-ressources) et les concepts clés de la littérature scientifique, tels que les principes de ~~ré~~conciliation, d'appui à la résurgence, de respect de l'autodétermination et de positionnement en tant qu'allié·e. Plus précisément, en ce qui a trait à la résurgence, le croisement de la revue de la littérature et des propos recueillis sur le terrain a permis de comprendre le rôle crucial joué par la collaboration dans le développement de projets d'action culturelle avec les Peuples autochtones. En effet, l'importance de la collaboration est soulignée à maintes reprises dans les principes de ~~ré~~conciliation, notamment en travaillant à égalité avec les principaux concernés. La collaboration a intérêt à être instaurée à chacune des étapes d'un projet ou d'une recherche concernant les Peuples autochtones. Cette collaboration en continu permet d'arrimer l'action avec les principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession de l'information (PCAP).

Un autre concept mis en relation avec la réalité du terrain est celui de l'autodétermination. Pour atteindre un certain niveau d'autodétermination et d'égalité entre les personnes-ressources et l'organisation non-autochtone, il convient de respecter l'autonomie de pensée, l'expertise et surtout le poids décisionnel des membres autochtones. L'organisme amorce ainsi un travail de réflexion et de positionnement en tant qu'allié. Cela étant dit, cela requiert un travail continu. Une action ponctuelle de collaboration ne suffit pas, car le travail d'allié implique une combinaison durable de différentes actions. Outre les actions concrètes concernant la méthodologie et le développement des pratiques dans le milieu, le positionnement d'allié signifie aussi une éducation continue, qu'elle soit individuelle ou organisationnelle. Cette dernière gagne à avoir une visée d'influence sur son environnement. Ainsi, dans un organisme comme Exeko, il s'agit non seulement d'éduquer le personnel, mais aussi de développer des formations adaptées pour les médiateurs et médiatrices culturelles, en plus d'influencer d'autres organismes non-autochtones travaillant dans le milieu de l'action culturelle. Cette influence sur les structures environnantes permet alors de mettre concrètement en application les concepts de ~~ré~~conciliation, d'autodétermination et d'allié·e, tout en jouant un rôle d'appui à la résurgence.

En somme, les différents acquis théoriques du stage concernent la mise en relation des pratiques d'un organisme travaillant dans le milieu de l'action culturelle avec les principes de ~~ré~~conciliation, d'appui à la résurgence, du respect de l'autodétermination et du positionnement en tant qu'allié.

Acquis pratiques

Le stage a donné lieu à la première expérience de transfert de connaissances dans le milieu de l'action culturelle et dans un contexte de résurgence. Bien que les différentes techniques de transfert utilisées aient été développées de manière relativement intuitive, les outils enseignés dans le cadre des cours de la PRAP, servant à l'analyse des données et au transfert des connaissances, ont contribué à guider la mobilisation et la mise en pratique des principes en milieu de stage.

L'un des acquis pratiques du stage a été l'expérience de recherche consultative de type qualitative auprès des personnes-ressources issues de communautés et d'organismes autochtones urbains, en plus de la mise en place des éléments de transfert de connaissances adaptés au terrain. En effet, cette expérience a permis d'approfondir la compréhension des articulations entre les projets de recherche et l'importance d'assurer un transfert adéquat et adapté au terrain. Par exemple,

elle a permis d’approfondir des compétences en création de questions d’entretiens ouvertes et dans l’adaptabilité lors des entretiens. La recherche a aussi alimenté la réflexion sur les habiletés de synthèse, de codage et d'analyse des données, en plus de développer le transfert adapté au terrain, grâce au cahier du Comité, au bilan des projets d’Exeko et à la modification du questionnaire d’évaluation. De plus, les transferts oraux en milieu de pratique et en milieu académique ont permis de favoriser la mise en application d’éléments de transfert adaptés à différents publics : les compétences et le savoir-faire individuel d’allié pour le personnel d’Exeko et, du côté de l’OMEC, l’importance du rôle de l’agent·e d’interface et des éléments de transfert. Ces éléments ont approfondi les réflexions sur l’importance d’un transfert adéquat et adapté afin que les données puissent être réappropriées et utilisées à des fins d’innovation.

Un autre acquis pratique découlant du stage est l’accroissement du niveau de connaissance et d’aisance sur le terrain, que ce soit chez Exeko, en milieu urbain avec les organismes ou bien en communauté avec les personnes-ressources rencontrées. En effet, le stage a permis de mettre en pratique différentes techniques de développement de relations, de mise en confiance et d’ouverture au dialogue. Les occasions de discussion avec les personnes rencontrées ont été enrichissantes du point de vue du savoir-être et du savoir-faire. Par exemple, en tant que non-autochtone travaillant à l’appui de la résurgence, les enseignements reçus dans le cadre de ces rencontres ont enrichi la réflexion sur le rôle de l’allié·e et de l’agent·e d’interface. D’ailleurs, les rencontres avec les personnes-ressources ont permis de poursuivre la réflexion personnelle en plus de créer des liens de confiance et d’amitié avec les personnes du terrain.

Les différentes expériences vécues dans le cadre du stage ont aussi permis d’identifier des ressources dans la communauté urbaine de Montréal et d’y nouer un réseau de contacts. En effet, des relations ont été créées avec plusieurs organismes œuvrant et innovant dans le milieu de l’action culturelle à Montréal, tels que *Mikana* et le *RÉSEAU.* Ainsi, une meilleure compréhension des organismes clés en zone urbaine favorise les opportunités de collaborations futures.

5.3 Difficultés rencontrées

Une particularité de la PRAP est que l’expertise de l'agent·e d’interface peut être appliquée dans une multitude de milieux. L’étape de la planification concrète du stage dans un milieu singulier et la mise en place des éléments de transfert de connaissances sont donc un défi. Plusieurs

difficultés ont été rencontrées lors du passage du milieu de la recherche au milieu pratique, ainsi que lors du transfert de connaissances sur le terrain.

Le processus de passage du milieu de la recherche au milieu pratique fut parsemé de difficultés nouvelles pour la stagiaire. L'une des premières difficultés rencontrées a été l'élaboration du devis de recherche et du certificat éthique. En développant le devis de recherche, on réalise rapidement qu'il est difficile d'élaborer en ayant une compréhension limitée des spécificités de l'organisme et sans y avoir accès. Cette difficulté a aussi été rencontrée lors de la rédaction du certificat éthique, un document nécessaire lorsqu'une phase de recherche s'effectue auprès d'êtres humains. En effet, certains éléments du certificat éthique, tels que des questions d'entretien, étaient peu adaptés au terrain et ont dû être modifiés. Par exemple, les personnes-ressources rencontrées dans le cadre du stage ne connaissaient pas le Comité aviseur d'Exeko, alors que plusieurs questions portaient sur ce sujet. Il aurait donc été plus avantageux de développer les questions plus tard dans le processus, afin d'être en mesure de fournir une définition du Comité validée par ses membres, sans influencer les réponses des répondant·e·s.

Une deuxième difficulté rencontrée a été l'élaboration globale du projet de recherche consultatif. Le projet a été développé par l'étudiante, en collaboration avec la coordonnatrice du pôle autochtone d'Exeko, et à partir des besoins de l'organisme, sans inclure de partenaires autochtones ou de personnes-ressources. Certes, le développement en collaboration avec les personnes-ressources aurait rallongé l'élaboration du devis de recherche, mais il aurait permis d'appliquer les principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession de l'information (PCAP), tout en travaillant réellement en collaboration avec des expert·e·s du terrain.

Finalement, la dernière difficulté rencontrée dans le passage du milieu de stage au milieu pratique est l'intégration de la stagiaire dans le milieu du stage. L'équipe d'Exeko étant très accueillante et chaleureuse, il a été facile de s'intégrer et de créer des liens avec l'équipe du bureau. Toutefois, étant donné la grande diversité de son personnel, il peut devenir difficile de différencier les médiateurs et médiatrices des bénévoles. De plus, une fois sur les lieux, il a fallu expliquer non seulement les objectifs du stage, mais également en quoi consiste le Comité, puisque plusieurs ignoraient son existence.

La phase d'intégration la plus difficile a été la mise en relation avec les personnes-ressources en communauté. En effet, la distance entre les différentes communautés rend le contact difficile, car il n'était pas possible de réunir les différents membres pour échanger. De plus, l'été est un moment difficile pour prendre contact à cause des congés. Enfin, puisque la majorité des personnes-

ressources sont en communauté, la distance à parcourir pour les rencontrer est un défi particulier, surtout avec des ressources financières très limitées. Ainsi, les dépenses encourues pour les visites ont été payées avec de l'argent personnel. Toutefois, malgré ce défi de financement, ces déplacements sont parmi les expériences les plus enrichissantes du stage.

Transfert de connaissances sur le terrain

Le transfert de connaissances en milieux pratique et académique fait partie intégrale de la PRAP. Il s'agit certes d'une particularité imposée par le programme, mais c'est la partie la plus significative d'une recherche pour que celle-ci ait des retombées concrètes. En effet, une partie importante du transfert concerne la forme, l'utilité, le choix de mots et la langue utilisée. Dans le cadre du stage, les éléments de transfert visaient à mettre en pratique les propositions des personnes-ressources rencontrées afin d'appuyer la restructuration du Comité aviseur d'Exeko. Bien que les recommandations aient été pertinentes et structurées, leur application aux concepts de résurgence, d'autodétermination et d'allié·e s'est avérée particulièrement complexe. Ainsi, le choix des mots et la classification des données se sont avérés être une difficulté dans le transfert de connaissances, notamment dans le bilan des projets du pôle autochtone d'Exeko. Les entretiens ont permis de relever plusieurs éléments évaluatifs constructifs pour Exeko. Ces aspects, comme indiqué précédemment, représentent une source de développement importante, car ils permettent d'approfondir l'évaluation des besoins des participant·e·s aux projets. Toutefois, certains propos étaient à caractère sensible et ne pouvaient pas être transmis comme tels afin de conserver la confidentialité des personnes interrogées. En effet, bien que les commentaires aient été globalement positifs, certains irritants associés aux projets ont été identifiés : conflits de vision entre collègues, trop grande rapidité d'action du personnel à son arrivée, manque de communication avec les expert·e·s du terrain, problèmes d'intégration, etc. Par conséquent, transformer ces propos en commentaires constructivement applicables pour Exeko a été l'un des défis du stage.

5.4 Limites

Les limites identifiées lors de l'élaboration et du déroulement du stage sont liées au caractère sensible des données, à leur portée ainsi qu'à la complexité du processus de changement organisationnel d'un organisme.

La première limite est la sensibilité des données et, plus concrètement, leur articulation lors du transfert de connaissances. Des recommandations ont été partagées à Exeko, sans toutefois pouvoir en identifier la source réelle et, par le fait même, accorder le crédit aux personnes-ressources concernées. Cela aurait brisé l'accord de confidentialité signé avant les entretiens. L'identification et la reconnaissance des personnes expertes rencontrées en prenant garde de ne pas briser la clause de confidentialité se sont avérées être une limite, car la communication entre Exeko et les personnes-ressources est importante dans le développement de leurs relations et pour discuter de différents enjeux.

La deuxième limite du stage concerne sa durée et les moyens nécessaires pour apporter des changements concrets dans les structures et les pratiques d'un organisme comme Exeko. Les recommandations présentées précédemment ciblaient certains changements de structure ou de fonctionnement afin de collaborer davantage avec les personnes-ressources ou organismes autochtones, dans une visée de résurgence. Toutefois, le milieu de l'action culturelle se caractérise par un personnel souvent surchargé, étant donné le roulement rapide et la multiplicité des projets. Ainsi il existe plusieurs obstacles à l'exécution de changements organisationnels : manque de temps et manque de ressources humaines et matérielles. Ces obstacles sont vécus par de nombreux organismes. Toutefois, pour travailler en collaboration avec les Peuples autochtones, pour assurer une reconnaissance des expert·e·s, tout en appuyant les principes d'autodétermination et de résurgence, un organisme non-autochtone a tout intérêt à modifier ses pratiques. En effet, choisir de maintenir ses pratiques revient à perpétuer le cycle des pratiques coloniales. Ainsi, ne pas collaborer avec les expert·e·s terrain dans sa structure organisationnelle, perpétue le cycle de pratique coloniale, *pour* et non *avec* les Peuples autochtones. Pour que des changements aient lieu, le milieu doit prendre le temps nécessaire et avoir la volonté de modifier ses pratiques. Ainsi, un organisme gagne à restructurer son organisation pour bien répondre aux besoins du terrain. En restructurant son organisme pour favoriser l'inclusion des expert·e·s, il est important d'établir une méthodologie de communication et de collaboration à chaque étape. Cette communication et collaboration continue est l'une des principales manières de réellement décoloniser ses pratiques organisationnelles, car cela favorise l'appui de la résurgence des Peuples autochtones de manière quotidienne. L'une des personnes rencontrées dans le cadre du stage a bien souligné cet enjeu. Selon les expériences professionnelles de la répondante, les

organismes non-autochtones devraient faire plus de 50% du travail pour accommoder les membres des Peuples autochtones (Anonyme C 2018). En effet, l'héritage de la colonisation fait que les deux parties n'ont pas le même point de départ ni les mêmes barrières à l'action. Elles ne sont donc pas égales dans la collaboration. Ainsi, selon la répondante, un organisme non-autochtone voulant se positionner comme allié à la résurgence devrait faire 80% du travail pour compenser l'inégalité présente dans la société et dans les structures organisationnelles (Anonyme C 2018). Même les projets les plus innovants ne valorisent pas les membres issus des Peuples autochtones s'ils ne sont pas conçus de façon à décolonialiser les pratiques.

La dernière limite concerne la portée des résultats du stage. En effet, plusieurs éléments de transfert de connaissances ont été développés, mais leur portée se limite à Exeko. Bien qu'ils démontrent comment appliquer concrètement les résultats de recherche, ils sont si spécifiques à Exeko qu'un autre organisme aurait de la difficulté à se les approprier. De plus, la présentation des résultats avait été construite en visant les pratiques individuelles du personnel d'Exeko, dans le but de les sensibiliser aux principes d'alliance, mais c'est uniquement l'équipe de bureau qui était présente. Cela est dû au fait que la présentation a eu lieu durant le dîner et que seul le personnel de bureau est rémunéré. Les médiateurs et médiatrices, travaillant précisément dans les projets avec les Peuples autochtones, n'auraient pas été rémunérés s'ils avaient décidé de prendre part à la présentation. Il s'agit ici d'un enjeu relativement récurrent dans le milieu culturel et cela limite concrètement la portée des données du stage auprès des personnes qui en bénéficieraient le plus. En effet, puisque plusieurs éléments présentés traitaient des enjeux de terrain, la présentation aurait été bénéfique aux médiatrices et médiateurs. Néanmoins, le bilan des projets autochtones d'Exeko, incluant les commentaires spécifiques, a été envoyé à l'ensemble de l'équipe, contribuant ainsi à augmenter la portée des données du stage.

Chapitre 6 : Retour réflexif sur la mobilisation et le transfert de connaissances

Ce chapitre propose un retour réflexif sur la mobilisation et le transfert de connaissances, en portant davantage attention au rôle de l'agent·e d'interface. À la suite des expériences vécues, dans le cadre du stage, comment comprendre le rôle d'agent·e d'interface et sa mise en œuvre dans un contexte de résurgence des Peuples autochtones? Nous allons tout d'abord revenir sur le cadre théorique de la mobilisation et du transfert de connaissances à partir de la littérature. Par la suite, nous allons voir comment la dynamique circulaire entre la mobilisation et le transfert de connaissances influence le rôle de l'agent·e d'interface. Plus précisément, il sera question de comprendre comment l'expérience du stage a permis d'approfondir les compétences de l'agent·e d'interface en tant que non-autochtone dans le contexte de résurgence des Peuples autochtones. Finalement, nous examinerons les différents défis et enjeux qui en découlent.

6.1 Contexte et cadre théorique

La mobilisation des connaissances

La mobilisation des connaissances est un concept désignant l'action de rassembler, de répertorier, de regrouper et de mobiliser une multitude de formes de connaissances dans un contexte particulier pour approfondir la compréhension des réalités et des enjeux du terrain. Les connaissances privilégiées par la mobilisation sont larges et ouvertes, car elles gagnent à valoriser toute forme de savoir, que ce soit l'expérience sur le terrain, les pratiques ou les connaissances issues de recherches (Elissalde, Gaudet et Renaud 2010, 145). Le but de la mobilisation et de la gestion des savoirs est de « maximiser leur efficience, leur compétitivité et leur capacité d'innovation » (Wiig 1993, cité dans Dalkir 2010, 146). En effet, dans notre société caractérisée par le développement constant de nouveaux projets ou d'organismes œuvrant dans le milieu de l'action culturelle, la capacité à innover prend une importance de plus en plus grande. Selon la définition du *Centre de recherche sur les innovations sociales* (CRISES), l'innovation sociale représente :

> De nouveaux arrangements sociaux, organisationnels ou institutionnels […] ou services ayant une finalité sociale explicite résultant, de manière volontaire ou non, d'une action

> initiée par un individu ou un groupe d'individus pour répondre à un problème ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles. (CRISES 2018).

Dans le milieu des sciences sociales, l'innovation permet d'assurer une intégration des données scientifiques dans la transformation des sociétés (Klein et Harrison 2007). Cette intégration, à des fins d'innovation, permet à un organisme de croître dans une économie concurrentielle et globalisée (David et Foray 2002, 14). Selon les chercheur·e·s du Groupe de recherche Médias et Santé (GRMS), pour que la mobilisation des connaissances prenne place, elle doit passer à travers plusieurs étapes, soit l'identification, l'analyse, et l'organisation du partage des besoins et des ressources (Elissalde, Gaudet et Renaud 2010,145). Cela étant dit, la mobilisation des connaissances n'est pas un processus statique. Elle vise plutôt à « créer des points de jonction entre les acteurs afin que les échanges et les rencontres suscitent une reconnaissance mutuelle des expertises et impulsent l'évolution des pratiques » (Ibid). Ainsi, cette mobilisation requiert une accessibilité aux savoirs produits, mais aussi une circulation continue des connaissances qui passe par l'appropriation des données aux niveaux individuel, pratique et organisationnel. Pour que la mobilisation des connaissances soit réellement utilisée par un organisme terrain, elle doit valoriser les différentes formes de connaissances, s'assurer que les milieux s'approprient les données et qu'ils les incorporent dans leurs pratiques à divers niveaux (Beaudry et al. 2006, cité dans Elissalde et Renaud 2010, 416). Toutefois, pour que les savoirs répertoriés se répercutent ou modifient les pratiques du terrain, ils doivent être réfléchis et mis en forme avec le milieu. Les savoirs recueillis et analysés lors de la mobilisation des connaissances proviennent souvent de formes tactiques de savoir-faire sur le terrain. Ces formes de savoir se trouvent souvent peu diffusées, puisqu'elles ne peuvent être généralisées. Elles doivent être adaptées aux besoins spécifiques des différents terrains (Nonaka et Takeuchi 1995, cité dans Dalkir 2010, 147). Selon la chercheuse en éducation et gestion de savoirs Kimiz Dalkir, il est crucial d'utiliser, de gérer et de transférer les connaissances,

> c'est-à-dire de les disséminer de façon à ce qu'elles soient largement utilisées et réutilisées – pour que l'organisation profite des meilleures pratiques (qu'elles deviennent plus efficaces et plus innovantes) et qu'elles retiennent les leçons du passé (qu'elles évitent de réitérer les erreurs) (Dalkir 2010, 147).

S'inspirer des meilleures pratiques et retenir les leçons du passé est un élément clé de la décolonisation des pratiques du milieu de l'action culturelle. En effet, étant donné l'histoire des

Peuples autochtones vivant au Canada, ces mesures sont nécessaires pour assurer une transformation sociale. D'ailleurs, le *Centre de gouvernance des Premières Nations* avait déjà réfléchi à ces questions et émis des recommandations avec les principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession de l'information (PCAP), vus précédemment. C'est dans cette volonté de retenir les leçons du passé que la mobilisation des savoirs a été structurée dans le cadre du stage.

La mobilisation des connaissances chez Exeko a été réalisée en s'appuyant sur différentes ressources tirées de la littérature pour collecter et activer des savoirs partagés par les acteurs et actrices en milieu urbain et les personnes-ressources issues des communautés. Elle avait comme objectif de répertorier une variété de perspectives, à partir du point de vue des expert·e·s du terrain en milieu urbain et en communauté. Cette démarche a permis de comprendre l'articulation spécifique des concepts de ~~ré~~conciliation, de résurgence, d'autodétermination et du rôle d'allié·e avec la réalité du terrain. En tant que non-autochtone, le fait de discuter de façon approfondie de la collaboration entre les Peuples autochtones et non-autochtones avec les expert·e·s du terrain, offre plusieurs enseignements et génère une introspection très enrichissante. En effet, lorsqu'une personne interviewée explique précisément comment s'articulent ces éléments au quotidien en faisant appel à des exemples du passé, du présent et du futur, cela enrichit la mobilisation de ce savoir et élargit ses applications dans l'organisme. La mobilisation des connaissances s'est donc articulée entre différentes formes de savoir, telles que le savoir terrain, le savoir théorique et bien sûr le savoir organisationnel d'Exeko, afin d'apprendre des leçons du passé et d'avancer vers des pratiques décolonisées, inclusives et respectant la résurgence des Peuples autochtones.

Transfert de connaissances

Pour s'assurer que les savoirs recueillis lors de la mobilisation des connaissances aient une application durable au sein de l'organisme et s'ancrent dans des objectifs à court et long terme, le transfert de connaissances doit traverser différentes étapes. Les savoirs doivent tout d'abord être cartographiés puis modélisés pour pouvoir présenter l'information de manière concrète et accessible (Dalkir 2010, 149). Ensuite, la transmission est l'étape qui permet de diffuser l'information aux personnes les plus concernées et de permettre leur appropriation afin de contribuer au processus de développement constant des pratiques. L'étape finale est la conservation du savoir. Elle permet de préserver les connaissances au sein de l'organisation (Dalkir 2010, 50). Globalement, le transfert de connaissances doit prendre la forme d'une

« interaction continue générant en soi des changements constants dans la compréhension des connaissances » (Elissalde et Renaud 2010, 419). Cette interaction continue implique de collaborer et surtout de développer, avec les expert·e·s du terrain, des pratiques adaptées et innovantes. D'ailleurs, les retombées possibles sont nombreuses lorsque le transfert est bien réussi : utilisation directe des données, changement de réflexion sur les pratiques d'une organisation ou transposition des acquis à d'autres niveaux ou à des projets connexes (Elissalde et Renaud 2010, 427). En somme, le transfert de connaissances gagne à être intégré et planifié avec les acteurs et les actrices terrain afin de produire une réelle circulation continue de l'information. C'est à cette étape que l'agent·e d'interface intervient pour créer des ponts entre la recherche et le transfert.

Le transfert de connaissances dans le cadre du stage a été réalisé sous différentes formes. Tel qu'il en a été question dans les chapitres 3 et 4, trois éléments de transfert ont été créés spécifiquement pour l'organisme, soient le cahier du Comité, la révision des questions d'évaluation et le bilan des projets autochtones d'Exeko. Ces trois éléments ont été développés afin de maximiser la portée et l'appropriation des données de recherche. Le cahier a été créé pour définir et présenter le Comité aviseur et de mieux l'inscrire au sein même d'Exeko. Puis, la modification des questions d'évaluation d'Exeko a contribué à faire avancer l'évaluation des projets d'Exeko pour qu'ils soient plus intéressants à compléter et mieux adaptés au terrain. Le nouveau questionnaire devient ainsi un outil permettant de mieux répondre aux besoins et d'assurer une continuité de développement dans les pratiques de l'organisme. Finalement, le dernier élément de transfert de connaissances créé a été le bilan des projets autochtones d'Exeko. Grâce aux entretiens, une banque de commentaires évaluatifs a été créée, abordant des sujets tels que la définition des concepts, la durabilité des activités, l'adaptabilité des projets, les médiateurs et médiatrices, les impacts des projets, l'évaluation, de même que des idées et commentaires plus généraux. Étant donné la richesse des propos récoltés, il s'agit de l'outil de transfert de connaissances qu'Exeko peut se réapproprier le plus. Il est effectivement rare pour un organisme de recueillir autant de commentaires provenant de différentes personnes clés liées à ses projets. Ce document permet à l'organisme de poursuivre ses réflexions à partir des recommandations des expert·e·s du terrain. En somme, les outils de transfert créés dans le cadre du stage ont ciblé des angles spécifiques, afin qu'ils aient un effet sur les pratiques de l'organisme.

L’agent·e d’interface

Le rôle de l’agent·e d’interface se situe à la jonction entre la mobilisation et le transfert de connaissances. Bien que son action permette de créer des ponts entre les différents partis dans le cadre d’une recherche, sa mission est relativement imprécise vu son application possible dans une multitude de milieux. En effet, dans la littérature scientifique, en anglais et en français, on retrouve une diversité de termes désignant le rôle l’agent·e d’interface *:* médiation des savoirs, valorisation de la recherche, diffusion des connaissances, *knowledge broker, knowledge mobilization, knowledge translation, knowledge transfer, knowledge exchange* et *research utilisation* (Elissalde, Gaudet et Renaud 2010). La littérature ne s’entend pas sur une définition univoque du concept, car le rôle de l’agent·e d’interface est souvent défini en complémentarité d’une démarche de recherche et non comme une action autonome.

Selon les définitions trouvées, l’agent·e d’interface crée des ponts entre différents milieux, tels que le milieu académique et celui du terrain. Les rapprochements ainsi créés s’inscrivent dans les modalités d’action entre la mobilisation et la transmission de connaissances. Ils permettent de « maximiser la circulation et l’utilisation des connaissances issues tant des recherches que des pratiques, et d’autre part, de créer des liens dans le cadre des recherches menées et de favoriser une meilleure compréhension de chaque univers » (Elissalde et Renaud 2010, 427). Le rôle de l’agent·e d’interface peut donc être défini comme étant la responsabilité de soutenir la création, le partage et l’utilisation des savoirs pratiques et théoriques (Sverrisson 2001, cité dans Meyer 2010, 119). Les liens favorisant la circulation d’information continue permettent aux différents acteurs et actrices d’une organisation de participer au développement et à la diffusion de pratiques innovantes. Cela démontre que « *[the] human resources, institutional infrastructure and long-term, intensive interpersonal relationships are key to effective brokerage* » (Meyer 2010, 119).

Cette multitude de possibilités d’action et de transferts de connaissances de plus en plus observée dans le milieu de la recherche est le fruit du développement de l’économie du savoir. Elle « apparaît lorsqu’un ensemble de personnes coproduisent (produisent et échangent) intensivement des connaissances nouvelles à l’aide des technologies de l’information et de la communication » (David et Foray 2002, 18). Cette multiplication d’espaces de développement des connaissances est le produit de diverses communautés intensives, se rassemblant dans des espaces publics pour échanger, apprendre et générer des pratiques innovantes (David et Foray 2002, 26). Prendre le temps de créer des espaces de rencontre et d’apprentissage favorisant l’innovation dans un milieu permet d'impliquer les principaux concernés, de développer des

pratiques adaptées et, surtout, d’influencer les structures environnantes pour participer à une transformation sociale des pratiques et du savoir-faire. Cela est particulièrement important dans un contexte de résurgence des Peuples autochtones, afin que ceux-ci soient réellement valorisés, impliqués et reconnus à titre d’experts pour contrer les histoires du passé et enfin favoriser leur apport aux projets.

En somme, le rôle de l’agent·e d’interface se joue entre la mobilisation et le transfert de connaissances de même que son articulation à différents niveaux. Son objectif est d’assurer la circulation de l’information et la création de liens entre les différents acteurs et actrices du milieu, pour favoriser une meilleure implication de tous et de toutes dans les projets et les pratiques qui les concernent. Cela étant dit, comment s'articule le rôle de l’agent·e d’interface dans un contexte de résurgence? Quelles sont les compétences et habiletés nécessaires pour agir comme allié·e? Pour approfondir ces questions, voyons comment le rôle d'agent·e d’interface a été développé dans le contexte du stage chez Exeko.

6.2 Retour sur le rôle et le travail de l’agent·e d’interface

Dans le cadre du stage chez Exeko, le rôle de l’agent·e d’interface s’est construit au point de jonction entre l’organisme, les personnes-ressources issues des communautés et les organismes autochtones du milieu urbain. Cette liaison avec l’organisme et les expert·e·s du terrain a permis d’approfondir la réflexion sur ses compétences et habiletés, particulièrement en termes de mise en relation et de positionnement d’allié, nécessaires dans un environnement de résurgence des Peuples autochtones.

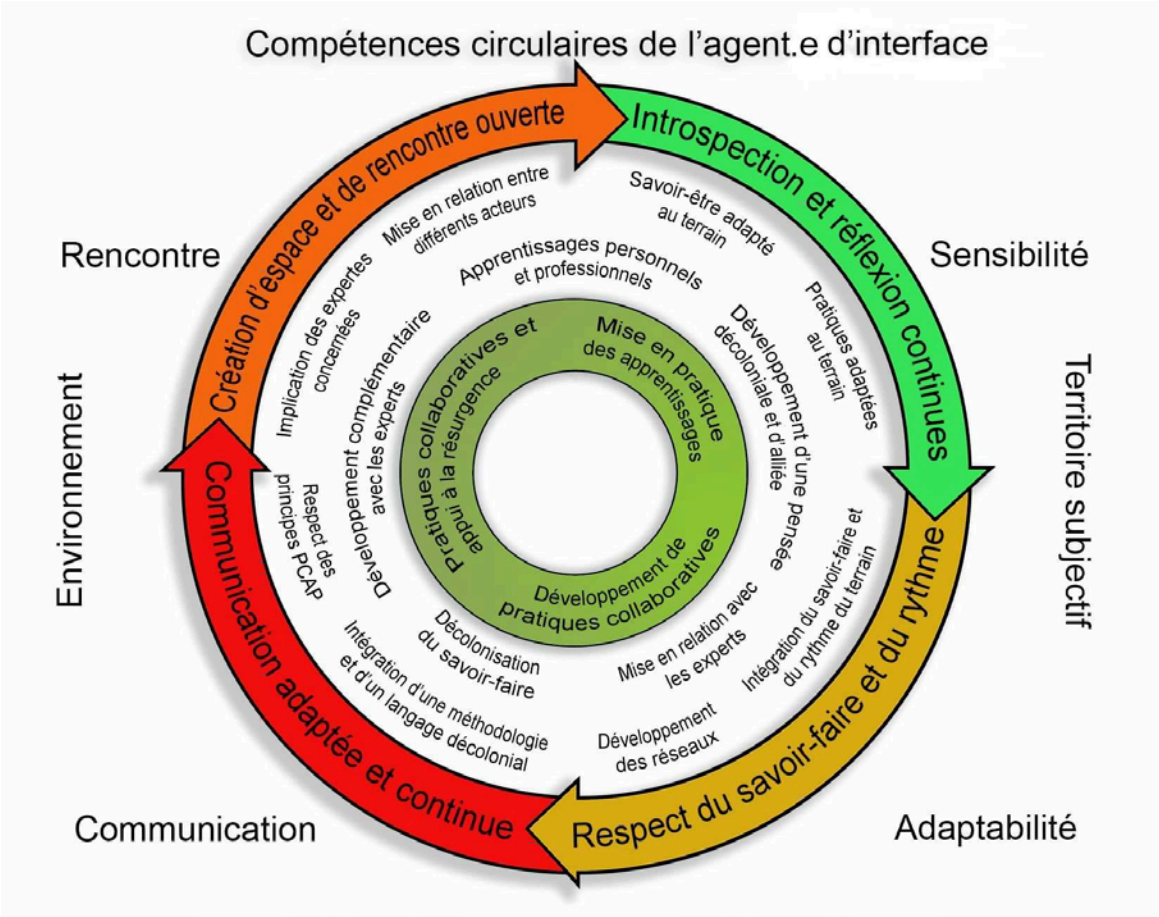
Compétences et habiletés de l’agent·e d’interface

L’analyse des compétences et habiletés nécessaires à l’agent·e d’interface dans un contexte de résurgence et de ~~ré~~conciliation a été divisée en quatre sections pour faciliter sa compréhension : la sensibilité, l’adaptabilité, la communication et la création d’espaces de rencontre.

Ces quatre catégories de compétences sont interreliées et forment une dynamique circulaire, en constante relation entre le territoire subjectif de l’agent·e d’interface et son environnement

d'intervention. Plus précisément, le territoire subjectif couvre l'identité de l'intervenant·e situé·e sur le territoire occupé[5]. Par exemple, mon territoire subjectif individuel est influencé par le territoire d'action. Ainsi, être actif et agir à *Tiohtiá:ke* ne représente pas la même chose qu'agir à Wemotaci ou à Pessamit. Selon ce principe, notre identité est constamment influencée par le territoire d'occupation. Cette interaction est importante à comprendre, car l'adaptabilité et l'influence à l'environnement se font plus naturellement en étant pleinement conscient de son territoire subjectif.

Figure 1.1 : Compétences circulaires de l'agent·e d'interface (annexe 10)



G.Champagne, 2020

La première compétence nécessaire est la sensibilité, particulièrement si l'agent·e d'interface est non-autochtone. Étant donné l'histoire des Peuples autochtones, il est important de comprendre

[5] Cette relation de l'identité subjective sur un territoire occupé peut être applicable à toute personne. Par exemple une personne immigrante, ou Mohawk, a une identité particulière qui entre en corrélation avec le territoire. Une personne Mohawk n'agira pas de la même manière sur un territoire Atikamekw que sur son propre territoire.

qu'ils vivent avec des barrières et des restrictions qui les désavantagent. Ainsi, l'agent·e d'interface se doit de continuellement approfondir sa sensibilité et son introspection en travaillant dans le milieu. Cela est possible notamment en se questionnant : quels sont mes privilèges dans ce contexte ? Suis-je en train d'imposer mes valeurs et mon savoir-faire ? Est-ce que j'interviens dans ce milieu pour mes intérêts personnels ou professionnels ? Est-ce que je me présente dans le milieu avec mes objectifs préétablis ou bien les objectifs découlent-ils du terrain ? Suis-je en train de décoloniser mon savoir-être et mon savoir-faire ? Toutes ces interrogations font écho à la *Trousse d'outils pour les alliées aux luttes autochtones* du RÉSEAU.

> Qu'est-ce que j'ai à offrir et comment ça peut aider? Mon intérêt découle-t-il du fait que cette lutte me permet d'atteindre un objectif de diversité culturelle […] ou d'augmenter mes chances d'obtenir un financement attribué sur un principe d'inclusion des Autochtones ? Comment puis-je utiliser ma situation et mes privilèges pour écouter, participer au changement des dynamiques de pouvoir et appliquer des mesures de ~~ré~~conciliaction ? (RÉSEAU 2019).

Pour une personne non-autochtone travaillant dans le milieu, il est crucial de continuellement réfléchir sur ses intérêts personnels, son savoir-être, ses pratiques et son savoir-faire. La sensibilité de l'agent·e d'interface s'arrime alors avec deux étapes de la démarche d'allié·e développées par le RÉSEAU : d'abord, apprendre et être critique à l'égard de ses propres motivations (RÉSEAU 2019). En adoptant cette approche de façon continue, l'agent·e d'interface peut développer des compétences personnelles (savoir-être) de même qu'améliorer ses pratiques (savoir-faire). Cela étant dit, comme le souligne l'auteur Brian Schnarch, certaines personnes n'ont tout simplement pas la sensibilité pour travailler dans ce milieu (Schnarch 2004). Si tel est le cas, il est important pour l'agent·e d'interface ou l'organisme de reconnaître cet enjeu et d'agir en conséquence. Il peut s'agir d'éduquer la personne impliquée, notamment en la mettant en relation avec des expert·e·s du terrain, ou bien d'assigner une autre personne à son poste. Ainsi, l'agent·e d'interface gagne à prendre conscience de sa sensibilité pour que son savoir-être et son savoir-faire soient ceux d'un·e allié·e. C'est cette sensibilité qui permettra à l'agent·e d'interface de s'adapter à tous niveaux et tous milieux en usant de ses différentes compétences et habiletés.

La deuxième compétence nécessaire à l'agent·e d'interface est l'adaptabilité. Une personne non-autochtone travaillant dans un contexte de résurgence gagne à s'adapter rapidement à divers contextes et modes de fonctionnement. Chaque personne, organisation ou Nation détient un

savoir-faire et un rythme particulier et, pour parvenir à faire créer des liens entre ces différentes entités, l'agent·e d'interface doit s'adapter au terrain sans imposer une manière de faire ou un rythme d'action. C'est cette adaptation de l'agent·e d'interface qui favorisera la collaboration permettant de réellement comprendre et d'appuyer les besoins exprimés sur le terrain. Dans certains cas, l'adaptation aux façons de faire des expert·e·s du terrain peut prolonger le temps nécessaire au développement de certains projets, mais ils seront ainsi mieux adaptés et plus innovants. De plus, l'agent·e d'interface améliorera sa capacité d'adaptation en développant des liens de confiance personnels avec les différents partis sur le terrain. Ces liens de confiance vont permettre une meilleure collaboration entre les partis et, par le fait même, offriront un support à l'agent·e d'interface puisque les expert.es du terrain pourront outiller l'agent·e dans ce processus d'adaptation. L'objectif d'apprentissage en continu est ainsi atteint. Développer des liens de confiance et avoir la possibilité de poser des questions dans un espace ouvert est l'un des grands avantages de l'adaptabilité de l'agent·e d'interface, puisqu'elle permet d'assurer une communication continue, ce qui nous amène à la troisième compétence importante.

Pour remplir son mandat principal, soit la mise en relation des différents partis, l'agent·e d'interface doit posséder de bonnes compétences en communication. Cela implique d'adapter continuellement son approche communicationnelle à différents niveaux et en fonction de différentes formes de communication, notamment les technologies de l'information. Cependant, assurer de nombreuses communications ne suffit pas. L'agent·e d'interface doit aussi adapter son langage et son choix de mots à chaque contexte. Par exemple, certains mots utilisés par les différents organismes, tels que *résurgence*, *réconciliation*, *médiation culturelle* et *médiation intellectuelle,* sont peu utilisés sur le terrain. Il faut ainsi s'assurer de choisir des mots qui résonnent auprès des personnes et, au besoin, de clarifier certains mots ou concepts pour que tout le monde comprenne. Cette attention accordée à la qualité des communications doit être maintenue tout au long du projet et même après. Il s'agit d'un aspect très important sur lequel il faut insister. La communication continue, à chaque étape de tout projet, activité ou recherche concernant les Peuples autochtones permet non seulement de développer des pratiques collaboratrices, mais surtout de respecter les principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession de l'information (PCAP) développés par le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations. Ce faisant, l'agent·e d'interface respecte les principes développés par les expert·e·s autochtones et se positionne plus clairement comme allié·e à la résurgence et en appui aux initiatives locales. Les rencontres et la collaboration sont facilitées et encouragées. En

développant des pratiques adaptées suivant les principes PCAP, l'agent·e d'interface influence à la fois les individus, les pratiques du terrain et son environnement. En somme, une communication continue permet d'impliquer les personnes concernées et d'inciter une transformation sociale dans son environnement.

Finalement, la dernière compétence de l'agent·e d'interface travaillant dans un contexte de résurgence est la création d'espaces de rencontre et d'échange. Comme son rôle est d'agir à titre d'intermédiaire entre différents partis, l'agent·e d'interface gagne à créer des occasions de rassemblement. Ce principe rejoint la définition de base du rôle de médiation intellectuelle d'Exeko, soit une « pratique philosophique et pédagogique qui consiste à créer des situations égalitaires de réflexion collective et de partage des connaissances » (Duguay et al. 2013, 50). Cet espace égalitaire crée des occasions de rencontre et d'échange, de même que des situations d'apprentissage continu permettant davantage l'implication des expert·e·s du terrain. Rappelons ici les propos de Corntassel qui affirme que, plus il y a de rencontres entre les gens, moins les opinions sont tranchées et stéréotypées (Corntassel et Alfred 2005). En effet, les rencontres et les dialogues créent des espaces de reconnaissance, d'interconnexion et d'inclusion. Plus les acteurs et actrices du terrain sont impliqué·e·s, plus les pratiques qui en découlent sont adaptées, innovantes et favorisent une dynamique collaborative. De plus, les espaces de rencontre organisés par l'agent·e d'interface encouragent la création de liens entre les organismes et les expert·e·s du terrain, favorisant ainsi le développement de partenariats complémentaires futurs. Il s'agit d'une force que l'agent·e d'interface a tout intérêt à mettre à profit, pour offrir un potentiel de développement et de rapprochement nécessaire à la transformation sociale des pratiques.

En conclusion, nous avons fait ressortir la dynamique circulaire entre les différentes compétences et habiletés nécessaires à l'agent·e d'interface travaillant dans un contexte de résurgence. Un développement continu de compétences telles que la sensibilité, l'adaptabilité, la communication et la création d'espaces de rencontre lui permettent de travailler dans tout milieu en tant qu'allié·e à la résurgence. De ce fait, l'agent·e d'interface facilite la circulation nécessaire du savoir-être et du savoir-faire, soit entre le territoire subjectif de l'agent·e d'interface et sa capacité d'influence sur son environnement, pour ainsi véritablement arriver à la décolonisation des pratiques et à une réelle transformation sociale par l'action culturelle.

Conclusion

En conclusion, cet essai a montré comment un organisme non-autochtone travaillant dans le milieu de l'action culturelle, tel qu'Exeko, peut mettre en place des mécanismes et pratiques qui favorisent un travail de collaboration *avec* et non *pour* les membres des Peuples autochtones. Nous avons analysé la littérature scientifique et les concepts clés liés à la décolonisation des pratiques dans le milieu de l'action culturelle, tels que la résurgence et la ~~ré~~conciliation, l'autodétermination et finalement le rôle et les responsabilités de l'allié·e. Nous avons vu que ces trois concepts sont interreliés et nécessaires afin qu'un organisme non-autochtone puisse poursuivre son processus de réflexion et se positionner comme allié aux luttes et enjeux des Peuples autochtones. Par la suite, nous avons vu comment la démarche méthodologique appliquée dans le cadre du stage a permis la création de liens de confiance avec différentes répondant·e·s, mais aussi comment Exeko et son Comité aviseur gagneraient à inclure davantage les perspectives d'une multitude de membres des Peuples autochtones, particulièrement en communauté.

Les recommandations émises dans le cadre des entretiens ont permis l'élaboration d'éléments de transfert de connaissances adaptés à Exeko afin d'être mis en pratique facilement. À travers la présentation du cahier du Comité, du bilan des projets autochtones, du questionnaire d'évaluation amélioré et de l'exposé au personnel d'Exeko, nous avons pu constater l'importance d'adapter les outils, mais surtout d'assurer un transfert adéquat afin que les informations et enseignements colligés dans le cadre du stage soient réellement utilisés et réappropriés par le milieu. De plus, le transfert de connaissances en milieu académique à l'OMEC a permis de mettre l'accent sur l'importance d'appliquer concrètement les résultats de recherche sur le terrain afin que celles-ci soient utilisables et pertinentes.

Malgré les limites liées à la mise en place de la recherche, aux protocoles institutionnels et à la complexité de créer des liens à distance, il fut très enrichissant de mieux comprendre les enjeux de l'agent·e d'interface dans un contexte particulier tel que la résurgence des Peuples autochtones. Grâce aux répondant·e·s, la compréhension du rôle de l'agent·e d'interface a été enrichie. Ces nouveaux éléments ont été rassemblés dans un organigramme circulaire identifiant clairement les compétences et habiletés qui s'articulent autour des quatre principaux pôles qui s'influencent les uns les autres : la sensibilité, l'adaptabilité, la communication et la création d'espaces de rencontre. Ces quatre compétences sont essentielles pour déconstruire les

pratiques coloniales dans les systèmes et les milieux de l’action culturelle et pour innover en collaboration *avec* les Peuples autochtones.

En tant qu’organisme ou individu non-autochtone, nous avons la responsabilité de décoloniser nos pratiques afin de respecter l’autonomie des Peuples autochtones et de transformer le milieu environnant. La décision de réellement déconstruire les pratiques en place permet certes de se positionner comme allié·e et d’appuyer la résurgence, mais elle assure aussi une écoute active des personnes concernées pour développer des projets collaboratifs, bien adaptés au terrain et ayant des effets positifs. C’est ensemble que nous pourrons assurer une réelle transformation des pratiques et avancer vers un milieu collaboratif en accord avec la ~~ré~~conciliation et en appui à la résurgence contemporaine des Peuples autochtones. Le tout est possible, avec du temps, une sensibilité, une adaptation, une communication adéquate et finalement avec la création d'espaces de rencontre et de collaboration. Ensemble, nous pouvons y arriver afin de transformer les futures relations entre les non-autochtones et les Peuples autochtones.

Bibliographie

Alfred, Taiaiake et Jeff Corntassel. 2005. « Being indigenous: Resurgences against contemporary colonialism » *Government and opposition* 40 (4): 597-614.

Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador. 2005. *Protocole de recherche des Première Nations du Québec et du Labrador*. Québec.

Baker, Adam. 2018. « From Adversaries to Allies: Forging Respectful Alliances between Indigenous and Settler Peoples » In *Alliances: Re/envisioning Indigenous-non-indigenous relationship**s***, sous la dir. de Lynne Davis. University of Toronto Press. Toronto: 379-397.

Bennet, Alex et David Bennet. 2007. *Knowledge Mobilization in the Social Sciences and Humanities.* West Virginia: MQI Press.

Boudreau Morris, Katie. 2017. « Decolonizing solidarity: cultivating relationships of discomfort » *Settler Colonial Studies* 7 (4): 456-473.

Charest, Paul. 2017. « De la prise en charge à l'autonomie gouvernementale pour les Innus : un projet de société réduit et face à de nouveaux obstacles » In *Cahiers du CIÉRA*. Montréal : 8 – 32.

Clark, Tom, Ravi de Costa et Sarah Maddison. 2016. « Non-indigenous People and the Limits of Settler Colonial Reconciliation » In *The Limits of Settle Colonial Reconciliation: Non- Indigenous People and the Responsibility to Engage*, sous la dir. de Tom Clark, Ravi de Costa et Sarah Maddison. Springer Nature, Singapore: 1-12.

Commission de vérité et réconciliation du Canada. 2012. « Appels à l'action ». Commission de vérité et réconciliation du Canada : Winnipeg.

Commission de vérité et réconciliation du Canada. 2015. « Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir: Sommaire du rapport final » Commission de vérité et réconciliation du Canada : Winnipeg.

Coulthard, Glen S. 2007. « Subjects of Empire : Indigenous Peoples and the 'Politics of Recognition' in Canada » *Contemporary political theory* 6(4): 437-460.

Corntassel, Jeff. 2012. « Re-envisioning resurgence: Indigenous pathways to decolonization and sustainable self-determination » *Decolonization: Indigeneity, Education & Society* 1(1): 86-101.

CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales). 2019. *Présentation*. Consulté en septembre 2019. https://crises.uqam.ca/a-propos/presentation/.

David, Paul A. et Dominique Foray. 2002. « Une introduction à l'économie et à la société du savoir » *Revue internationale des sciences sociales* 171: 13-28.

Dalkir, Kimiz. 2010. « La continuité du savoir: préservation et transmission du savoir dans le secteur public » *Télescope* 16(1): 146-167.

Davis, Lynne, Chris Hiller, Cherylanne James, Kristen Lloyd, Tessa Nesca et Sara Taylor. 2016. « Complicated pathways: settler Canadians learning to re/frame themselves and their relationships with Indigenous peoples » *Settler Colonial Studies* 7(4): 398-414.

De Costa, Ravi. 2016. « Two Kinds of Recognition: The Politics of Engagement in Settler Societies » In *The limits of Settle Colonial Reconciliation: Non-Indigenous People and the Responsibility to Engage*, sous la dir. De Tom Clark, Ravi de Costa et Sarah Maddison. Springer Nature, Singapore: 49- 66.

Denis, Jeffrey S. et Kerry A. Bailey. 2016. « 'You Can't Have Reconciliation Without Justice': How Non-Indigenous Participants in Canada's Truth and Reconciliation Process Understand Their Roles and Goals » In *The limits of Settle Colonial Reconciliation*. Springer Nature, Singapore: 137-157.

DestiNATIONS : Carrefour International des Arts et Cultures des Peuples autochtones. 2016. « C'est vital. Portraits dynamiques de la production culturelle autochtone en milieu urbain au Québec », *Possibles Éditions*, Montréal.

Dion, Susan D. 2016. « Mediating the Space Between: Voices of Indigenous Youth and Voices of Educators in Service of Reconciliation » *La Société canadienne de sociologie* : 468-473.

Dionne, Liliane.2009. « Analyser et comprendre le phénomène de la collaboration entre enseignants par la théorie enracinée : regard épistémologique et méthodologique » In *Recherche qualitatives: L'analyse qualitative des données*, sous la dir. de Marta Anadon et Lorraine Savoie-Zajc. Association pour la recherche qualitative. 28(1) : 76-105.

Elissalde, Jérôme et Lise Renaud. 2010. « Les démarches de circulation des connaissances : mobilisation et valorisation des connaissances » In *Les médias et la santé : De l'émergence à l'appropriation des normes sociales,* sous la dir. de Lise Renaud. Presses de l'Université du Québec, Québec : 409-429.

Elissalde, Jérôme, Judith Gaudet et Lise Renaud. 2010. « Circulation des connaissances : modèle et stratégies » *Communiquer* 3-4: 135-149.

Exeko. 2018. *Accueil.* Consulté en avril 2019. www.exeko.org.

Fitzmaurice, Kevin. 2010. « Are White People Obsolete? Indigenous Knowledge and the Colonizing Ally in Canada » In *Alliances: Re/envisioning Indigenous-non-indigenous relationships*, sous la dir. de Lynne Davis, 419-436. University of Toronto Press, Toronto.

Gehl, Jan. 2012. *Pour des villes à l'échelle humaine*. Montréal : Éditions Écosociété.

Gentelet, Karine et Annis May Timpson. 2014. « Décoloniser les approches sur la gouvernance des Premières Nations : Présentation du dossier » *Mouvements sociaux et nouveaux acteurs politiques : incidences sur les pratiques de gouvernance autochtone* 27(1): 23-30.

Goulet-Langlois, Maxime. 2017. « Arts, philosophie, marginalisations sociales et émancipation : la médiation intellectuelle, une pratique frontalière des sens » In *Expérience critiques de la médiation culturelle*, sous la dir. de Nathalie Casemajor, Marcelle Dubé, Jean-Marie Lafortune et Ève Lamoureux, 257-281.Presses de l'Université Laval : Québec.

Gouvernement du Québec. 2018. « Partout la culture : Politique culturelle du Québec » Ministère de la Culture et des Communications, Québec

Green, Joyce. 2004. « Autodétermination, citoyenneté et fédéralisme : pour une relecture autochtone du palimpseste canadien » *Politiques et sociétés* 23(1) : 9-32.

Green, Joyce. 2003. « Decolonization and recolonization » In *Changing Canada : Political Economy as Transformation*, sous la dir. de Wallace Clement et Leah Vosko, 51-78. McGill-Queen's University Press : Montréal & Kingston.

Guimont Marceau, Stéphane. 2013. « Le Wapikoni mobile : conquête d'un nouveau territoire de citoyenneté pour de jeunes autochtones » *ACME : An International E-Journal for Critical GeographiesI* 12(3) : 551-575.

Klein et Harrison. 2007. *L'innovation sociale : émergence et effets sur la transformation des sociétés*. Presses de l'Université du Québec, Québec.

La Boîte Rouge vif. 2015. « Façon d'être pour favoriser une démarche partagée » In *Boîte à outils des principes de la recherche en contextes autochtones*, sous la dir. de Karine Gentelet et Suzy Basile Nancy Gros-Louis Mchugh. CSSSPNQL, CRDP, UQAT et Réseau DIALOG: 35-40.

Meyer, Morgan. 2010. « The Rise of the Knowledge Broker » *Science Communication, SAGE Publications* 32(1) : 118-127.

Newhouse, David. 2016. « Using Our Good Minds to Foster Reconciliation: A Story of Optimism », *Canadian Review of Sociology* (53) : 482-487.

Nations Unies. 2008. *Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones*. *Nations Unies*, New York.

OMEC (Observatoire des médiations culturelles). 2019. *Chaires, groupes et réseaux de Nathalie Casemajor.* Consulté en juin 2019. http://www.ucs.inrs.ca/nathalie-casemajor?f=chaires-groupes-reseaux

PAQ. 2019. *Projets autochtones du Québec*. Consulté en avril 2019. www.paqc.org/fr/accueil/.

Patrimoine canadien. 2017. *Le Cadre stratégique pour un Canada créatif*. Patrimoine canadien, Ottawa.

Ragan, Paulette. 2010. « Peace Warriors and Settler Allies » in *Unsettling the Settler Within: Indian Residential Schools, Truth Telling, and Reconciliation in Canada*, sous la dir. de Paulette Ragan, 213-237. University of British Columbia Press: Vancouver.

Ravi de Costa et Tom Clark. 2016. « On the responsibility to engage: non-Indigenous peoples in settler states » *Settler Colonial Studies* 6 (3) :191-208.

RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal. 2018. *Orientation stratégique du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal 2018+*, RÉSEAU, Montréal.

Secrétariat interagences en éthique de la recherche. 2014. *Énoncé de politique des trois conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains*. Ottawa : Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada et Instituts de recherche en santé du Canada

Schnarch, Brian. 2004. « Ownership, control, access, and possession (OCAP) or self-determination applied to research: A critical analysis of contemporary First Nations research and some options for First Nations communities » *International Journal of Indigenous Health* 1(1) : 80-95.

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Certificat éthique

Annexe 2 : Questions d’entretiens (communautés autochtones)

Annexe 3 : Questions d’entretiens (médiatrice intellectuelle)

Annexe 4 : Questions d’entretiens (milieu urbain)

Annexe 5 : Lettre d’information de la recherche

Annexe 6 : Cahier du Comité aviseur d’Exeko

Annexe 7 : Formulaire d’évaluation pour *Trickster : Raconte-moi ta langue*

Annexe 8 : Transfert des connaissances chez Exeko

Annexe 9 : Transfert des connaissances à l’OMEC

Annexe 10 : Compétences et habiletés de l’agent·e d’interface

Annexe 1 : CERTIFICAT ÉTHIQUE

DEMANDE DE CERTIFICAT D'ÉTHIQUE POUR LES PROJETS DE RECHERCHE IMPLIQUANT DES ÊTRES HUMAINS

PARTIE I – Identification du projet

Nom du chercheur principal (ou de l'étudiant) : Gabrielle Champagne

Centre : INRS-Urbanisation culture et société

Nom des co-chercheurs

Directeur de recherche (si étudiant) : Nathalie Casemajor – Centre Urbanisation Culture et Société

Titre du projet : Processus de collaboration dans le déploiement d'un Comité autochtone chez Exeko

Numéro de dossier: CER-18-479

Résumé du projet.

Dans le cadre du programme de maîtrise en Pratique de recherche et action publique, je compte réaliser chez l'organisme Exeko un stage de mobilisation et transfert des connaissances qui inclut des activités d'enquêtes qualitatives. Travaillant auprès de différents groupes marginalisés, dont les Peuples autochtones, Exeko offre une multitude d'activités créatives artistiques et intellectuelles dans le but d'engendrer une transformation sociale inclusive et émancipatrice. Comme Exeko travaille avec des communautés autochtones, il se doit dorénavant d'associer à chaque demande un organisme autochtone à titre de cosignataire, conformément aux nouvelles exigences des bailleurs de fonds. Ainsi, Exeko s'est doté d'un comité de représentants autochtones, nommés Comité aviseur autochtone, jouant le rôle d'organisme autochtone au sein même d'Exeko. Toutefois, le Comité aviseur, contient peu de membres et se voit peu mobilisé dans les actions d'Exeko. Le plus souvent, son rôle de cosignataire est passif. Dans le cadre de mon stage, je compte mener une enquête auprès des divers membres des Peuples autochtones au Québec dans une perspective de mobilisation des connaissances afin de contribuer au renouvèlement de ce Comité. L'objectif est dans un premier temps de comprendre les facteurs qui permettraient un déploiement plus adéquat de ce Comité du point de vue de la gouvernance et du point de vue de l'éthique des relations avec les Peuples autochtones, et, dans un second temps, le projet vise à proposer des recommandations pour renouveler la composition du Comité et son mandat de veille et d'action. Les questions de recherche qui animent le projet sont les suivantes : quelles sont les limites du Comité actuel du point de vue du mode de gouvernance

et de l'éthique? Dans quelle mesure la mobilisation des connaissances d'expert·e·s autochtones permet-elle d'éclairer ses besoins de restructuration? Quelles mesures mettre en place pour constituer un Comité qui répond à la fois aux exigences des bailleurs de fonds, au respect de l'éthique et du mode de gouvernance des Peuples autochtones, et aux besoins organisationnels d'Exeko? Afin d'y parvenir, l'enquête inclura des activités d'entrevue, de groupe de discussion et d'observation participante auprès de groupes de personnes-ressources du milieu autochtone mené dans une perspective de recherche de type collaborative. Ce projet vise à impliquer activement les acteurs autochtones dans la restructuration du Comité.

PARTIE II – Informations sur le rôle des personnes dans la recherche

---

1 – Les participants à la recherche

Dans le cadre de cette recherche, je solliciterai la participation de quatre types d'acteurs en lien avec les pratiques de médiation culturelle et intellectuelle d'Exeko :

- Les membres actuels du Comité aviseur : il est composé de cinq membres, soit trois employé·e·s d'Exeko, dont une médiatrice intellectuelle innue, un ancien employé d'Exeko issu d'une Nation autochtone et un participant atikamekw aux activités de l'organisme.
- Quatre participant·e·s aux projets d'Exeko vivant à l'extérieur de Montréal seront sollicités pour une rencontre en personne dans leur communauté ou par téléphone, afin de les sonder sur les actions prioritaires à mener, de leur point de vue, pour restructurer le Comité. Les quatre participant·e·s visés proviennent de trois Nations, soit Anishnabe, Atikamekw et Innue et sont de différentes professions : une enseignante, une aînée, une responsable de la maison des jeunes et un membre du conseil des Atikamekw de Wemotaci, afin d'aller recueillir une multitude de points de vue.
- Une médiatrice intellectuelle innue employée par l'organisme. Elles seront rencontrées afin de recueillir leur expérience en tant que médiatrice culturelle en milieu autochtone, ce qui permettra de mieux comprendre les spécificités de l'intervention en milieu autochtone et le type d'information sur les projets à transmettre au Comité pour qu'il puisse assurer un mandat continu de veille.
- Deux actrices du milieu culturel et communautaire autochtone à Montréal. L'objectif de ces rencontres sera d'évaluer comment le Comité pourrait jouer un rôle de liaison pour développer de nouveaux partenariats afin d'assurer une complémentarité avec les services et besoins des organismes en milieu urbain.

---

2 – Déroulement de la recherche

La recherche se déroulera en six phases, afin d'évaluer les besoins de restructuration du Comité aviseur. Elle se conformera aux procédures éthiques avec les Premières Nations, telles que décrites dans l'*Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains*[6].

[6] Gouvernement du Canada. 2014. « La recherche visant les Premières Nations, les Inuits ou les métis du Canada » *Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains*. Ottawa. Consulté le 19 avril.

Phase 1 : Un groupe de discussion (1re semaine)
Avec les membres du Comité aviseur d'Exeko, dans les locaux d'Exeko. Ce groupe de discussion permettra de mieux guider la collecte de données, à partir d'un bilan collectif sur les besoins de restructuration du Comité.

Phase 2 : Série de 7 entretiens semi-directifs, d'environ une heure (semaine 2 à 7)
Avec les personnes-ressources ayant déjà participé aux activités d'Exeko (dans un emplacement de leurs choix), avec la médiatrice intellectuelle innue (dans les locaux d'Exeko) ainsi qu'avec des acteurs urbains œuvrant dans le milieu autochtone (dans leurs locaux respectifs). Ces entretiens me permettront d'intégrer les expériences et recommandations des participant·e·s dans l'évaluation des besoins de restructuration du Comité.

Phase 3 : Série de 4 observations participantes (semaine 2 à 6)
Dans le cadre des activités de médiation culturelle d'Exeko (par exemple un projet de médiation artistique dans le cadre d'IdAction) pour mieux comprendre le cadre et le contenu des interventions dans le milieu.

Phase 4 : Analyse du matériel recueilli, rédaction d'un cahier synthèse (semaine 7 à 11) Diagnostic et recommandation d'une stratégie pour la réorganisation du Comité.

Phase 5 : Un deuxième groupe de discussion (semaine 11)
Avec les membres du Comité aviseur pour leur présenter les résultats.

Phase 6 : Rédaction de la version finale du cahier de synthèse (semaine 12)
Remise du document au Comité aviseur qui le soumettra aux membres du conseil d'administration d'Exeko dans l'objectif de procéder à la restructuration du Comité.

---

3 – Processus de recrutement

a) Recrutement

- Les membres du Comité et les médiatrices culturelles font déjà partie d'Exeko. Je solliciterai donc leur participation par courriel en me présentant comme stagiaire mandatée pour le projet.
- Les personnes-ressources ayant déjà participé aux activités d'Exeko seront déterminés au cours d'un entretien avec la superviseure de stage de l'organisme. Je contacterai ensuite les acteurs, soit par courriel ou par téléphone, pour solliciter leur participation à la recherche. Les documents de présentation du projet et de consentement leur seront envoyés par courriel.
- Les actrices urbaines non affiliés à Exeko seront déterminés à la suite d'une recherche approfondie des différents organismes urbains de Montréal. Exeko pourra conseiller quelques actrices, mais la majorité d'entre eux n'auront pas été en contact ou établi de partenariat avec l'organisme. Ils seront contactés par courriel.

b) Information aux participants
Les participant·e·s à la recherche seront informés des objectifs et modalités de la recherche dès le premier contact, soit par courriel, téléphone ou via Facebook. Dans tous les cas, une copie électronique de la lettre d'information et du formulaire de consentement leur sera envoyée.

c) Consentement libre et éclairé des participants
Afin d'obtenir leur consentement, je vais envoyer, dès le premier contact, la lettre d'information et le formulaire de consentement. Cela leur permettra d'avoir le temps de lire et de pleinement comprendre la recherche et les conditions de son déroulement. Ainsi, ils pourront consciemment faire le choix de participer à la recherche. Par la suite, avant l'entretien, soit avant d'avoir signé le formulaire de consentement, je réexpliquerai les objectifs de la recherche, les aspects de confidentialité et de droit en tant que participant à cette recherche, tout en laissant un espace aux questions. Les participant·e·s aux entretiens seront informés dans la lettre puis au début de l'entretien de l'enregistrement audio des échanges et pourront le refuser. À la suite des questions du participant, le formulaire sera signé. En tout temps durant l'entretien ou après l'entretien, les participants pourront faire le choix de se retirer de la recherche.

PARTIE III – Protection des participants à la recherche

1– Risques et avantages

Avantages :
Les avantages de la recherche seront de contribuer à orienter la restructuration du nouveau Comité d'Exeko dans une perspective qui répond aux besoins des participants et des organismes autochtones. De plus, l'intégration d'une collaboration étroite de membres des Peuples autochtones s'inscrit dans la perspective d'un processus de réconciliation. Certains participant·e·s à l'étude pourront être contactés, à la suite de la recherche pour faire partie du nouveau Comité aviseur d'Exeko. Cela pourrait leur offrir une expérience professionnelle ainsi qu'une occasion d'étendre leurs réseaux.

Risques :
Les risques et les inconvénients de la recherche sont minimaux, car il s'agit d'une recherche où la probabilité et l'ampleur des préjudices éventuels découlant de la participation à la recherche ne sont pas plus grandes que celles des préjudices inhérents aux aspects de la vie quotidienne du participant qui sont associées au projet de recherche. Le principal inconvénient sera la durée des entretiens. Afin de permettre une libre expression de la parole, les transcriptions d'entretiens seront anonymisées.

2 – Vie privée et confidentialité des données

a) en cours de collecte, lors de la saisie et de l'analyse des données :
Chaque entretien sera enregistré sur support audio. Les enregistrements seront classés dans mon ordinateur personnel, dans des dossiers sécurisés avec un mot de passe. Lors de la transcription des données, les noms des participants seront remplacés par un système de code pour assurer la confidentialité des participants. Je serais la seule ayant accès à la clé pour déchiffrer les codes d'identification. La confidentialité sera aussi respectée dans l'étape de l'analyse des données. Seules les citations seront identifiées avec le nom officiel du répondant, et ce, seulement s'il en a déjà autorisé l'accès dans le formulaire de confidentialité. De plus, chaque citation utilisée se doit d'obtenir une deuxième confirmation, comme indiqué dans le formulaire de consentement (en annexe), avant les publications officielles.

b) lors de la présentation des résultats :
Lors de la présentation des résultats, les informations tirées des entretiens et groupes de discussion resteront strictement anonymes. Seuls les noms des collaborateurs qui acceptent d'être reconnus dans les productions officielles de la recherche risquent d'être identifiés. De plus, si les participants en expriment le souhait, des citations tirées des entretiens pourront leur être attribuées en citant leur nom.

c) lors de la destruction des données (notamment toutes les données identificatoires) et pour l'archivage des données anonymisées (s'il y a lieu) :
la destruction des données de la recherche aura lieu deux ans après la diffusion officielle de la recherche. Ainsi, tous les codes d'identification seront effacés. Seuls les éléments qui sont anonymisés seront conservés, dans un dossier sécurisé, et ne seront accessibles qu'à l'étudiante.

PARTIE IV – Autres renseignements

---

1 – Conflit d'intérêts

Aucune des personnes travaillant à cette recherche ne pourrait se trouver en conflit d'intérêts réel, apparent ou éventuel.

2 – Sources de financement

Les sources de financement pour le projet sont peu nombreuses. L'étudiante sera financée par un contrat de stagiaire chez Exeko en plus des prêts et bourses. Exeko financera en plus, les transports en commun dans la ville de Montréal.

3 - Méthode de surveillance continue

La surveillance bisannuelle du CÉR serait la méthode de surveillance continue la plus appropriée au projet de recherche.

INRS

UNIVERSITÉ DE RECHERCHE

Le 28 juin 2018

Madame Gabrielle Champagne
Centre Urbanisation Culture Société
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1E3

Objet : CER-18-479 – Processus de collaboration dans le déploiement d'un Comité autochtone chez Exeko.

Madame,

Après examen de vos réponses aux questions et commentaires du Comité d'éthique, j'ai le plaisir de vous confirmer l'acceptation de votre demande et l'émission du certificat.

La présente lettre constitue l'acceptation officielle du CER sur la dimension éthique de votre projet de recherche.

Vous recevrez sous peu une copie des documents Certificat d'éthique et Déclaration des responsables dûment signés. Une copie sera également transmise au service *à* la recherche et *à* la valorisation de l'INRS qui pourra autoriser l'accès aux fonds (le cas échéant), mais il est de votre responsabilité de transmettre votre certificat d'éthique *à* votre organisme subventionnaire, le cas échéant.

Ce certificat a une validité d'une durée d'un an. Avant qu'il soit échu, vous recevrez un court formulaire de renouvellement que vous devrez remplir et retourner dûment signé au secrétaire du CER dans les trois semaines suivant sa réception. Les chercheurs qui ne respecteront pas cette obligation verront leur certificat d'éthique suspendu, ce qui entraînera automatiquement le gel des fonds liés au projet de recherche pour lequel le certificat a été émis.

En terminant, il vous est rappelé qu'il est également de votre responsabilité d'informer le Comité des modifications qui pourraient être apportées *à* votre projet, en cours de réalisation, et qui ont trait à la participation de sujets.

Les membres du Comité vous souhaitent le plus grand succès dans la poursuite de vos travaux de recherche.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Jonathan Roberge
Président du CER
Professeur-chercheur au Centre Urbanisation Culture Société

Annexe 2 : QUESTIONS D’ENTRETIENS (communautés autochtones)

Participantes : Acteurs et actrices ayant déjà participé aux activités d’Exeko en communauté

Bonjour,

Merci de bien vouloir participer à cette recherche. Voici une petite introduction pour établir un espace ouvert de discussion. L’entretien durera environ une heure. Si vous en donnez l’autorisation, vous serez enregistrés. N’hésitez pas à prendre le temps de vous expliquer, de poser vos questions ou de demander des clarifications. Vous pouvez prendre une pause à tout moment. Je vais commencer par vous poser des questions sur les projets d’Exeko auxquels vous avez participé. Je vais par la suite vous poser des questions sur les démarches d’approches et votre communication lors de la planification des projets. Finalement, je vais vous poser des questions sur vos perspectives et recommandations visant le déploiement du nouveau Comité autochtone d’Exeko. Je vous rappelle que l’entretien et les propos énoncés resteront strictement confidentiels. Je suis la seule à avoir accès à vos commentaires et je vous assure que l’**espace est ouvert, sans jugement et neutre**.

Participation aux projets d’Exeko

1. À quel(s) projet(s) d’Exeko avez-vous participé?
    a. Date? Lieu? Langue? Quels groupes ont participé à l’activité?
2. Quelles motivations vous ont guidées à participer à l’activité?
    a. L’activité a-t-elle répondu à vos attentes?
3. Comment avez-vous trouvé votre expérience?

Démarche et mise en place des activités

4. Quand avez-vous commencé à vous impliquer avec Exeko?
    a. Quels ont été les premiers contacts?
    b. À quel moment avez-vous commencé à entendre parler de l’arrivée d’Exeko
5. Comment se sont déroulées la mise en place et la réalisation de la ou des activités?
    a. L’activité ou les activités ont-elles pu être adaptées selon vos besoins et recommandations?
6. Quels ont été les points forts et les points faibles des démarches, des activités?

Déploiement du nouveau Comité aviseur (à présenter)

7. Quelles sont vos recommandations pour le déploiement du nouveau Comité aviseur?

    a. Que devraient être sa mission, ses objectifs et son mode de fonctionnement?
8. Seriez-vous intéressés à être membre du Comité?
    a. Si oui, quelles seraient pour vous les conditions de votre implication?
9. Comment pourrait-on assurer une meilleure représentativité de toutes les Nations dans des organismes non-autochtones travaillant dans ce milieu ?

Avez-vous des questions, commentaires, suggestions?

Merci de votre participation.

Annexe 3 : QUESTIONS D'ENTRETIENS (médiatrice intellectuelle)

Participantes : Médiatrice intellectuelle

Bonjour,

Merci de bien vouloir participer à cette recherche. Voici une petite introduction pour établir un espace ouvert de discussion. L'entretien durera environ une heure. Si vous en donnez l'autorisation, vous serez enregistrés. N'hésitez pas à prendre le temps de vous expliquer, de poser vos questions ou de demander des clarifications. Vous pouvez prendre une pause à tout moment. Je vais commencer par vous poser des questions sur votre rôle en tant que médiatrice culturelle chez Exeko. Je vais par la suite vous poser des questions sur votre perspective des démarches et des approches de l'organisme d'Exeko. Finalement, je vais vous poser des questions sur votre recommandation vis-à-vis le déploiement du nouveau Comité aviseur d'Exeko. Je vous rappelle que l'entretien et les propos énoncés resteront strictement confidentiels. Je suis la seule à avoir accès à vos commentaires et je vous assure que **l'espace est ouvert, sans jugement et neutre**.

Participation au sein d'Exeko

1. Comment avez-vous connu l'organisme Exeko?
2. Quel est votre rôle au sein d'Exeko?
    a. Depuis quand travaillez-vous pour l'organisme?
    b. Comment décrivez-vous le rôle d'une médiatrice intellectuelle?
3. Pour vous, quelle est l'importance du métier de médiatrice intellectuelle?

Démarches et mises en place des projets

4. Êtes-vous impliquée dans la planification des activités d'Exeko?
    a. Si oui, quels sont vos rôles et vos tâches?
5. Selon vous, quels sont les points forts et les points à améliorer, des démarches lors de la mise en place et la rédaction des bilans des activités?
    a. Que proposeriez-vous pour combler les points à améliorer?

Déploiement du Comité aviseur

6. Quelles sont vos recommandations pour le Comité aviseur?
    a. Que devraient être sa mission, ses objectifs et son mode de fonctionnement?

7. Comment pourrait-on assurer une meilleure représentativité de toutes les Nations dans des organismes non-autochtones travaillant dans ce milieu ?

Avez-vous des questions, commentaires, suggestions?

Merci de votre participation.

Annexe 4 : QUESTIONS D'ENTRETIENS (milieu urbain)

Participantes : Actrices dans le milieu Autochtone urbain à Montréal

Bonjour,

Merci de bien vouloir participer à cette recherche. Voici une petite introduction pour établir un espace ouvert de discussion. L'entretien durera environ une heure. Si vous en donnez l'autorisation, vous serez enregistrés. N'hésitez pas à prendre le temps de vous expliquer, de poser vos questions ou de demander des clarifications. Vous pouvez prendre une pause à tout moment. Je vais commencer par vous poser des questions sur votre organisme et votre rôle dans celui-ci. Par la suite, je vais vous poser des questions sur le développement de partenariats complémentaires avec différents organismes ainsi que sur le rôle et la place de la collaboration entre des acteurs autochtones et non-autochtones. Je vous rappelle que l'entretien et les propos énoncés resteront strictement confidentiels. Je suis la seule à avoir accès à vos commentaires et je vous assure que **l'espace est ouvert, sans jugement et neutre.**

Questions sur votre organisme

1. Pour quel organisme travaillez-vous?
    a. Décrivez sa mission, ses objectifs et son histoire.
2. Quel est votre rôle au sein de l'organisme?
3. Selon vous, quelles sont les pistes stratégiques de développement de l'organisme pour les prochaines années?
    a. Dans quelle direction se dirige l'organisme? Quels sont les objectifs à long terme?

Développement de partenariat

4. Avez-vous des organismes qui travaillent en partenariat?
    a. Si oui, quelle est la nature des partenariats?
    b. À quel niveau les partenaires sont-ils impliqués dans l'organisme?
5. Quelles sont les démarches de l'organisme lors du développement de nouveau partenariat?
    a. Les démarches de partenariat varient-elles entre les organismes autochtones et les organismes non-autochtones?
6. Pour vous, est-ce important de développer de nouveaux partenariats?
    a. Quels sont les bénéfices de développer des partenariats?

Collaboration entre organismes autochtones et non-autochtones

7. Selon vous, est-il important de développer des partenariats avec des organismes non-autochtones? (Expliquer)
8. Quels conseils donneriez-vous à un organisme non-autochtone souhaitant développer des activités avec les populations autochtones?
9. Quels conseils donneriez-vous à un organisme non-autochtone souhaitant développer des partenariats avec un ou des organismes autochtones?
10. Quels conseils donneriez-vous à un organisme non-autochtone qui souhaite se positionner en tant qu'allié dans la réconciliation entre les peuples?

Avez-vous des questions, commentaires, suggestions?

Merci de votre participation.

Annexe 5 : LETTRE D'INFORMATION SUR LA RECHERCHE

Processus de collaboration dans le déploiement d'un Comité aviseur chez Exeko

Je m'appelle Gabrielle Champagne et je suis étudiante à la maîtrise en Pratique de recherche et action publique, au Centre Urbanisation Culture et Société de l'INRS. Je sollicite votre participation à un projet de recherche. La recherche porte à comprendre en quoi, prendre en compte les savoirs autochtones, dans un processus de collaboration dans la restructuration du nouveau Comité aviseur autochtone, au sein d'Exeko, permet-elle d'évaluer ses besoins de restructuration du point de vue de la gouvernance de l'organisme et du respect de l'éthique de collaboration avec les Premières Nations? L'objectif est de comprendre les facteurs qui permettraient un déploiement plus adéquat de ce Comité du point de vue de la gouvernance et du point de vue de l'éthique des relations avec les Peuples autochtones. Dans un second temps, le projet vise à proposer des recommandations pour renouveler la composition du Comité et son mandat de veille et d'action. En participant à cette recherche, vous contribuerez à la représentation des Peuples autochtones dans le milieu de la médiation comme stratégie visant une transformation sociale, inclusive et émancipatrice. Veuillez prendre le temps de lire, de comprendre et de considérer attentivement les renseignements qui suivent. N'hésitez pas à poser toutes les questions que vous jugerez utiles ou à demander des clarifications.

Si vous acceptez de participer à ce projet de recherche, vous serez sollicité pour réaliser un entretien d'environ une heure. Les entretiens auront lieu en personne, et je me déplacerais dans un lieu de votre choix et à un moment de la journée à votre convenance. Vous serez invité à parler des éléments suivants :

> Pour les participant·e·s terrain : sur votre expérience, en tant que participant·e aux projets d'Exeko; les démarches et la mise en place des projets dans votre communauté, ainsi que vos recommandations pour la restructuration du nouveau Comité autochtones au sein de l'organisme.
>
> Pour la médiatrice intellectuelle : votre expérience en tant que médiatrice culturelle au sein d'Exeko, sur votre perspective des démarches et de la mise en place des projets de l'organisme, ainsi que sur vos recommandations pour le nouveau Comité autochtone.
>
> Pour les participant·e·s en milieu urbain : sur votre organisation, vote rôle au sein de l'organisation, ainsi que sur le développement de partenariat collaboratif et complémentaire dans une approche de réconciliation entre les peuples.

Tout au long de votre participation à ce projet, les renseignements vous concernant, nécessaires pour répondre aux objectifs de la recherche, seront consignés dans un dossier informatique sécurisé. Tous les renseignements recueillis demeureront strictement confidentiels dans les limites prévues par la loi. Si vous en donnez l'autorisation, les entretiens seront enregistrés et les noms des participants seront remplacés par un pseudonyme au moment de la transcription afin

de préserver votre anonymat. La clé du code reliant votre nom à votre dossier de recherche ne sera accessible qu'à l'étudiante principale de la recherche.

Votre participation à cette étude ne vous expose pas à de grands risques. Seuls les noms des collaborateurs qui acceptent d'être reconnus dans les productions officielles de la recherche risquent d'être identifiés. Le principal inconvénient est le temps que vous consacrerez à participer à l'étude, soit environ une heure.

Si vous souhaitez que votre nom soit indiqué comme contributeur à la recherche, veuillez l'indiquer dans le formulaire de consentement.

Les données pourront être publiées dans des revues spécialisées, faire l'objet de discussions scientifiques, mais il ne sera pas possible de vous identifier, à moins que vous en ayez fait la demande.

Candidate à la maîtrise en Pratique de recherche et action publique, INRS-UCS

Gabrielle Champagne

Téléphone : (xxx) xxx-xxxx

Courriel : xxx@ucs.inrs.ca

Directrice de recherche

Nathalie Casemajor

INRS, Centre Urbanisation Culture et Société

385, rue Sherbrooke Est

Montréal (Québec) H2X 1E3

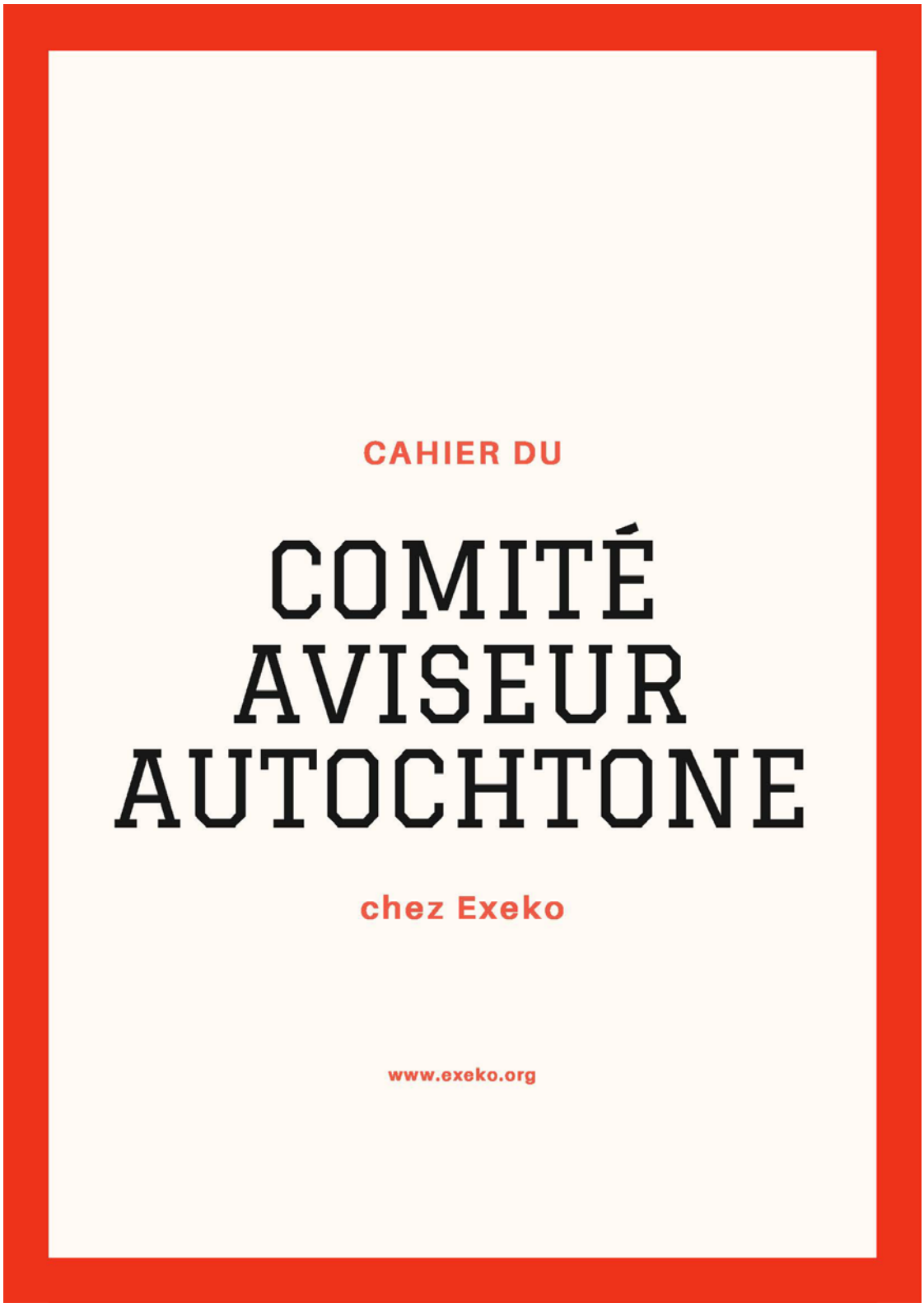
Personne-ressource extérieure à l'équipe de recherche :
Monsieur Jonathan Roberge

INRS, Président du Comité d'éthique en recherche avec des êtres humains

490, rue de la Couronne

Québec (Québec) G1K 9A9

ANNEXE 6 : CAHIER DU COMITÉ AVISEUR D'EXEKO



MOT D'OUVERTURE

À être rédigé par les membres du Comité aviseur d'Exeko.

PRÉSENTATION DU CAHIER

Travaillant auprès de différents groupes marginalisés, Exeko offre une multitude d'activités créatives, artistiques et intellectuelles dans le but d'engendrer une transformation sociale inclusive et émancipatrice. Plusieurs projets organisés par Exeko, tels que Trickster, Trickster : Raconte-moi ta langue et IdAction ont lieu auprès de divers groupes. En plus d'être activement impliqué dans l'écosystème des Peuples autochtones à Tiohtià:ke (Montréal), Exeko se déplace sur leurs différentes terres et communautés au Québec. Comme Exeko est un organisme non-autochtone travaillant dans divers milieux, il se doit d'avoir un encadrement et des outils nécessaires pour continuer son processus de réflexion sur la collaboration, l'appui à la résurgence et aux initiatives locales afin de s'aligner au principe d'une réconciliation de Nation à Nation. Ainsi, en se référant à la Déclaration des Nations Unies sur les Peuples autochtones et sur les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation du Canada, le Comité aviseur a été créé afin d'approfondir les liens avec ses partenaires autochtones et pour développer des pratiques organisationnelles s'arrimant avec les principes d'allié et d'appui à la résurgence.

Ce document a donc comme objectif de proposer donc un regard clarifiant sur l'identité, le mandat et la structure du Comité aviseur d'Exeko

PRÉSOMPTION DES ÉGALITÉS D'INTELLIGENCES

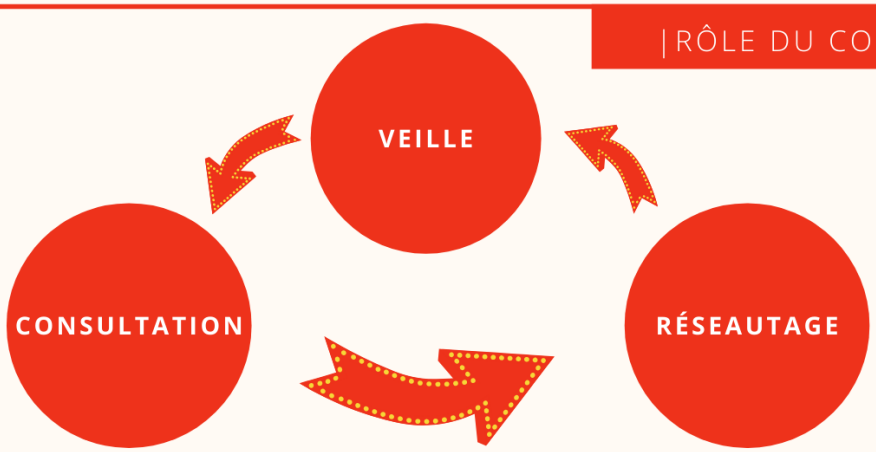
Un principe éthique retrouvé dans l'ensemble d'Exeko est la présomption des égalités des intelligences. Cette présomption des égalités des intelligences est au cœur de la théorie de transformation sociale d'Exeko et représente la position de base des membres du Comité aviseur autochtone. Ce concept met en premier plan que toute personne est dotée d'une intelligence et d'opinions importantes à écouter et à prendre en compte. Ainsi, toute personne concernée peut s'impliquer au sein du comité en y apportant ses forces.

AUTODÉTERMINATION

Le concept d'autodétermination et de gouvernance est proposé comme position éthique dans plusieurs documents, tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits et Peuples autochtones, la Commission vérité et réconciliation ainsi que les orientations stratégiques du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal (RÉSEAU). Il s'agit de respecter le droit à l'autodétermination, soit le droit d'être responsable et d'avoir le pouvoir de déterminer le développement et la gestion du Comité. Afin d'avoir cette notion de gouvernance indépendante d'Exeko, le Comité se doit d'avoir un rôle actif où il est reconnu comme l'expert au sein de l'organisme en plus d'avoir un poids décisionnel. Le comité est donc responsable d'élaborer des stratégies « en vue d'exercer leur droit de développement, notamment leur propriété culturelle» (Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, 2008. 10). Ainsi, le comité s'est doté d'un rôle de veille et de consultation afin de travailler en collaboration avec l'organisme, et non pour celui-ci, et assurer un développement et une co-construction des savoirs, des pratiques et des projets. Les membres du comité sont reconnus comme expert.e.s au sein d'Exeko et devront être consultés lorsque l'organisme développe de nouveaux projets dans les milieux autochtones.

RECONNAISSANCE

Le comité veut être plus représentatif en recrutant des membres de différents domaines, de différentes régions et d'expériences afin d'apporter une multitude de points de vue dans le développement des pratiques et des savoirs. Cette multitude de points de vue permettra de favoriser les réflexions du comité en plus de créer de nouvelle alliance et de nouveaux partenariats. Ce renforcement de lien permet aussi de s'inscrire en solidarité avec les orientations stratégiques du RÉSEAU, soit assurer une reconnaissance et soutenir les organismes oeuvrant dans les mêmes milieux. Ainsi, le comité veut pouvoir créer des espaces de réflexions avec des gens de différents milieux pour approfondir les réflexions en plus d'appuyer les organismes, initiatives ou stratégies en place issue des milieux. C'est en se regroupant que nous allons être plus forts et solidaires.



Veille

Quatre réunions sont organisées annuellement avec les membres du Comité aviseur afin de présenter les différents projets en cours et leur avancement au sein d'Exeko. Les rencontres du comité offrent aussi la possibilité aux membres de présenter ou d'apporter sur la table certains sujets de réflexion, soit sur les démarches de l'organisme, sur l'actualité ou sur d'autres sujets tels que la diffusion des créations artistiques des projets d'Exeko.

Consultation

Un membre du Comité peut assister à une rencontre d'équipe d'Exeko par mois. En étant présent lors de certaines rencontres d'équipes, le membre peut être au courant des projets en plus d'être disponible pour des questions ou consultations précises avec le personnel d'Exeko. En plus de son rôle de veille lors des rencontres, un membre du Comité peut proposer un espace de discussion au début des réunions afin de discuter avec le personnel sur différents enjeux, actualité et thématiques reliées aux Peuples autochtones.

Réseautage

Les membres peuvent assister à des activités ou projets organisés par Exeko. En plus de représenter le comité, les membres peuvent créer des liens avec différents organismes et participant.e.s à Montréal. Ceci permettrait de favoriser le développement de nouveaux partenariats et assurer une solidarité avec les communautés autochtones à Montréal. En plus de développer des partenariats, les membres pourront présenter le comité en vue de recruter de nouveaux membres pour le comité.

Membres décisionnels

Les membres décisionnels du Comité sont présent.e.s aux rencontres annuelles. Il s'agit des membres fondateurs et des membres les plus impliqués dans le comité qui sont responsables d'apporter différentes thématiques de discussion lors des rencontres en plus d'assurer le mandat actif de veille au sein d'Exeko. Les membres du comité exécutif peuvent assister à une rencontre d'équipe d'Exeko par mois, pour assurer son rôle de veille en plus d'avoir la possibilité d'apporter des sujets de discussion au début des réunions.

Membres collaborateur.e.s

Les membres collaborateur.e.s du Comité sont occasionnels, car ils ne sont pas obligés d'assister aux rencontres annuelles. Ses membres peuvent apporter différentes forces et perspectives aux tables de discussion afin de s'impliquer au niveau désiré. Toutefois, les membres doivent discuter avec la coordonnatrice du groupe pour la possibilité de présenter une thématique de discussion lors d'une rencontre.

COMMENT S'IMPLIQUER?

Si le mandat d'action du Comité aviseur chez Exeko vous plait et que vous souhaitez vous impliquer, vous pouvez envoyer un courriel à la coordinatrice du pôle autochtone à **jani.greffe@exeko.org**. Nous serons heureux de répondre à vos questions et surtout de pouvoir créer, avec vous, des espaces de réflexions collaboratifs.

Annexe 7 : FORMULAIRE D'ÉVALUATION POUR *TRICKSTER : RACONTE-MOI TA LANGUE*

Formulaire d'évaluation pour *Trickster : Raconte-moi ta langue*

1- Comment avez-vous trouvé le travail des médiateurs et médiatrices d'Exeko? Justifier?

2- Selon vous, comment les participant·e·s ont trouvé les activités?

2.2- Les participant·e·s ont-ils continué de parler de leur expérience suite aux départs d'Exeko? Si oui, quels ont été les sujets de discussion?

3- Est-ce que les activités présentées par Exeko ont été complémentaires à vos besoins?

4- De quelle manière avez-vous participé aux activités d'Exeko?

5- Quel a été votre rôle lors des activités d'Exeko?

6- Avez-vous ajouté des informations de types culturelles et linguistiques aux activités? Si oui, lesquelles?

7- Est-ce que les activités d'Exeko vous ont apporté une nouvelle vision sur les participant·e·s présent·e·s?

8- Selon vous, les activités ont-elles eu une influence sur les participant·e·s? Expliquer brièvement pourquoi. (1: Aucune influence à 5 : Beaucoup d'influence)

a. leur estime de soi

Aucune influence ----------Beaucoup d'influence				
1	2	3	4	5

Expliquer brièvement pourquoi :

b. leur manière de communiquer

Aucune influence ----------Beaucoup d'influence				
1	2	3	4	5

Expliquer brièvement pourquoi :

c. Leur sentiment d'appartenance

Aucune influence ----------Beaucoup d'influence				
1	2	3	4	5

Expliquer brièvement pourquoi :

d. A amené une nouvelle énergie dans la classe?

Aucune influence ----------Beaucoup d'influence				
1	2	3	4	5

Expliquer brièvement pourquoi :

e. À se surpasser.

Aucune influence ----------Beaucoup d'influence				
1	2	3	4	5

Expliquer brièvement pourquoi :

f. À s'exprimer.

Aucune influence ---------- Beaucoup d'influence				
1	2	3	4	5

Expliquer brièvement pourquoi :

g. À sensibiliser vos élèves aux enjeux linguistiques et culturels.

Aucune influence ----------Beaucoup d'influence				
1	2	3	4	5

Expliquer brièvement pourquoi :

9- Selon vous, quels sont certains points à améliorer des activités d'Exeko?

10- Quels autres éléments auriez-vous aimé voir dans les activités d'Exeko?

11- Suite au départ d'Exeko, pensez-vous réutiliser les activités d'Exeko dans votre milieu?

12- Avez-vous d'autres commentaires, critiques, suggestion à rajouter sur votre expérience?

Merci

Annexe 8 : TRANSFERT DE CONNAISSANCES CHEZ EXEKO

Présentation Exeko

8 novembre 2018

Gabrielle Champagne

Plan

- Présentation
- Qu'est ce que j'ai fait?
- Résultats précis
- Ressources

2

Présentation

3

Qu'est ce que j'ai fait?

- Comité Aviseur
- Acteurs et actrices terrain
- Médiatrice Intellectuelle
- Actrices en milieu urbain

4

Résultats

5

Résultats

- Cahier du Comité Aviseur
- Notes spécifiques
  - « Réconciliation »
  - Allié.e.s

6

« Réconciliation » ?

- Commission Vérité et Réconciliation
  - 94 Appels à l'action

Réconciliation

(Ré)conciliation

~~Ré~~conciliation

Conciliation

Concili-action

Arnell Tailfeathers, 2018
Instagram: Arnell.tf

7

Allié.e.s

- Savoirs
- Savoirs être
- Savoirs faire

8

Savoirs

- Attention aux manques d'informations
- Processus d'information et d'échange continu
- Osez poser des questions!

9

Savoirs être

10

Savoirs être

Prendre conscience de sa position

- Ouverture, Écoute, Respect
  - surtout non-imposante
- Position dans la Conciliation
- Processus de guérison

Reste critique

- Introspection continu
- Reconnaître ses privilèges
- Reconnaître avantage du système

11

Savoirs faire

12

Savoirs faire

Utilisation des mots

- La vs Les
- Être Précis
- Première Nations, Inuit et Métis
- Reconnaissance du territoire
- Parler simplement

13

Savoirs faire

Allez voir les gens

- Création de liens
- Participer aux activités
- Travailler ensemble
- Écouter les experts

Briser les espaces oppressants

- Ami.e.s, famille, entourage

14

Ressources

15

Ressources

Informations

- ❑ 150 Acts of Reconciliaiton (Ici)
- ❑ Ground work for change (Ici)
- ❑ Atlas des peuples autochtones du Canada (Ici)
- ❑ Espaces autochtones (Ici)

Réseaux sociaux

- ❑ RÉSEAU stratégie urbaine à Mtl (Ici)
- ❑ Eye one the Artic (Ici)
- ❑ APTN National News (Ici)
- ❑ Cercle des Premières Nations de l'UQAM (Ici)
- ❑ Decolonize Myself – A first nations perspective (Ici)

16

Ressources

Documentaires

- Reel Injun (Ici)
- Québékoisie (Ici)
- Ce silence qui tue – Kim O'Bomsawin (Ici)
- Ceux qui viendront, l'entendront – Simon Plouffe (ici)
- Inuk en Colère – Alethea Arnaquq-Baril (Ici)
- Cinéma Autochtone ONF (Ici)
  - Kanehsatake: 270 ans de résistance (Ici) – Alanis O'Bomsawin
  - Hi-Ho Mistahey! (Ici) – A. O.

Activités

- RIDM 2018 : Projection du documentaire *Du teweikan à l'électro* (Ici)
- Soirée film autochtone (Ici)
- Kwahiatonhk: Salon du livre des Premières Nations (Ici)

Podcast

- Media Indigena (Ici)
- Red Man Laughing (Ici)
- Indigenous Rights Radio (Ici)

17

Passez une belle journée!

Questions?

Merci!

18

Annexe 9 : TRANSFERT DE CONNAISSANCES À L'OMEC

La mobilisation et le transfert des connaissances dans un contexte de ~~ré~~Conciliation

Le rôle de l'agent.e d'interface comme allié.e à la résurgence

Présenté par Gabrielle Champagne
28 Mars 2018

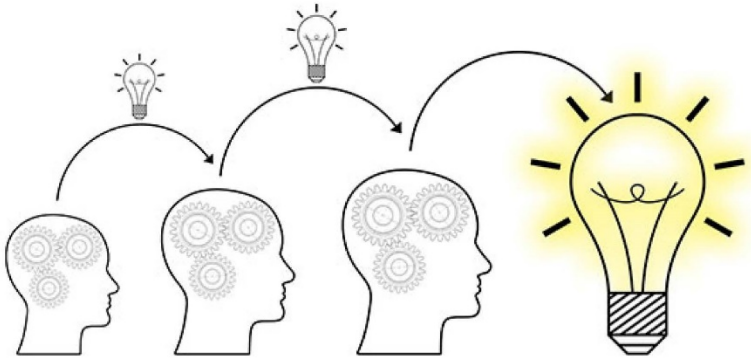
Plan de la présentation

- Mise en contexte
  Pratiques de recherche et action publique
- Contexte du stage chez Exeko
- Mobilisation et transfert des connaissances
- Retour réflexif sur le rôle de l'agent.e d'interface

2

Pratiques de recherche et action publique

Centre Urbanisation Culture Société



Connectez la recherche à l'action

INRS – UCS 2019

3

exeko.org

TRICKSTER
Raconte-moi ta langue

idAction mobile

Exeko 2019

Exeko 2019

4

Contexte du stage chez Exeko

Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones

- Droit à l'autodétermination
- Droit d'être autonomes
- Droit de maintenir et de renforcer leurs institutions distinctes

Commission Vérité et Réconciliation

- 94 Appels à l'action
- Droit à l'autodétermination
- Principes de Réconciliation

Réconciliation
(Ré)Conciliation
~~Ré~~Conciliation
~~Ré~~Concili-action
Résurgence

Modifications des critères de subvention

- Patrimoine Canada
- Chaque demande doit être cosignée d'un organisme ou partenaire autochtone

5

Résurgence

« ***shifts in thinking and action*** *that emanate from recommitments and* ***reorientations*** *at the level of self that, over time and through proper organization,* ***manifest as broad social and political movements to challenge*** *state agendas and authorities* »

(Taiaiake et Corntassel 2005, 611)

6

Comité aviseur Autochtone

Comité de consultation et de veille des pratiques et projets d'Exeko

Question de recherche:

en quoi, prendre en compte les savoirs autochtones, dans la restructuration du nouveau comité autochtone, permet-elle évaluer ses besoins de restructuration du point de vue de la gouvernance et du respect de l'éthique de collaboration avec les Premières Nations?

7

Mobilisation des connaissances

- RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal
- Mikana

Trickster: Raconte moi ta langue

8

Transfert des connaissances chez Exeko

Cahier du Comité aviseur autochtone

- Description du comité et de son fonctionnement

Retour actif chez Exeko

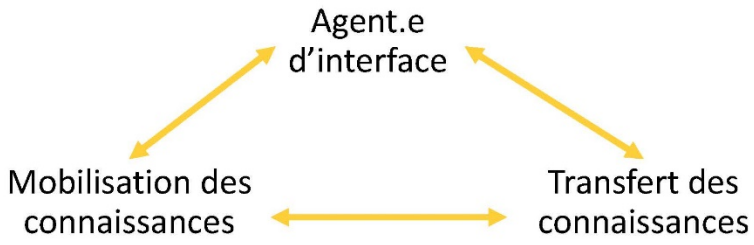
- Regroupement d'informations pour Exeko
- Modification d'un questionnaire évaluatif

Présentation aux employé.e.s d'Exeko

- Comment être un allié.e.s à la ~~ré~~conciliation

9

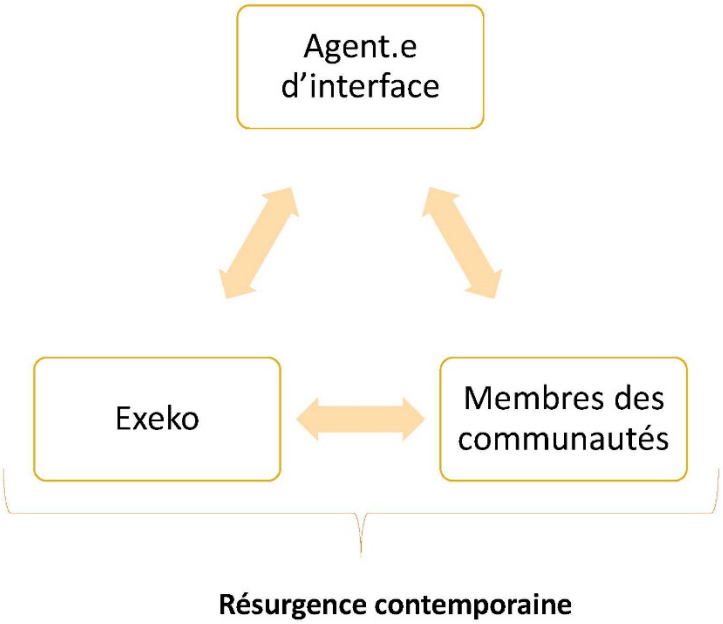
Retour réflexif sur le rôle de l'agent.e d'interface



Différents termes: *Knowledge mobilization, knowledge translation, knowledge transfer, knowledge exchange, research mediator, research utilization, implementation, dissemination*, agent d'interface, transfert des connaissances, valorisation de la recherche, application des connaissances, échanges des connaissances, diffusion des connaissances

10

Articulation de l'agent.e d'interface chez Exeko



11

Compétences et habiletés de l'agent.e d'interface

Temporalité

- S'inscrit dans un processus continu

Méthodologie

- Méthodes adaptées
- Attention aux liens de confiance
- Égalité des savoirs

Sensibilité

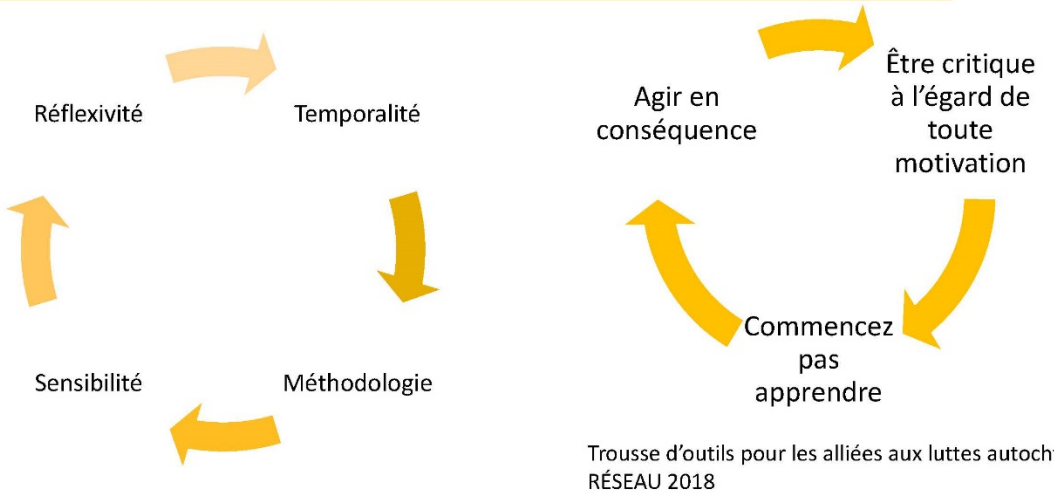
- Savoir-être
- Savoir-faire
- Engagement
- Adaptabilité

Réflexivité

- Introspection
- Reconnaissance des experts

12

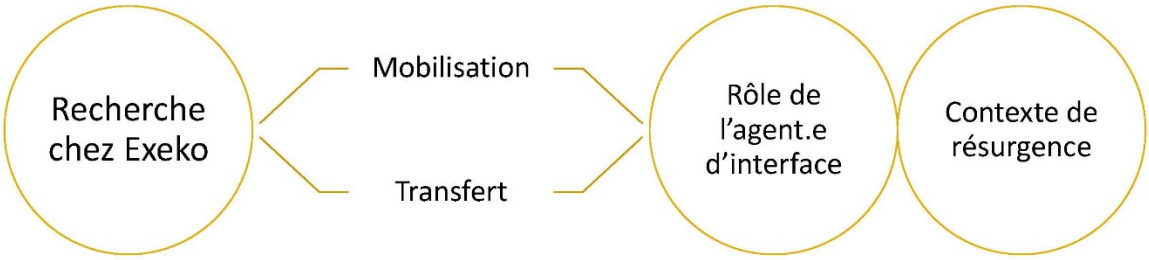
Agent.e d'interface comme allié.e



Trousse d'outils pour les alliées aux luttes autochtones, RÉSEAU 2018

13

Conclusion



La complémentarité du rôle de l'agent.e d'interface et du rôle de l'allié.e à la résurgence permet d'inscrire nos **apprentissages**, **réflexions** et **pratiques** dans une transformation sociale innovatrice.

14

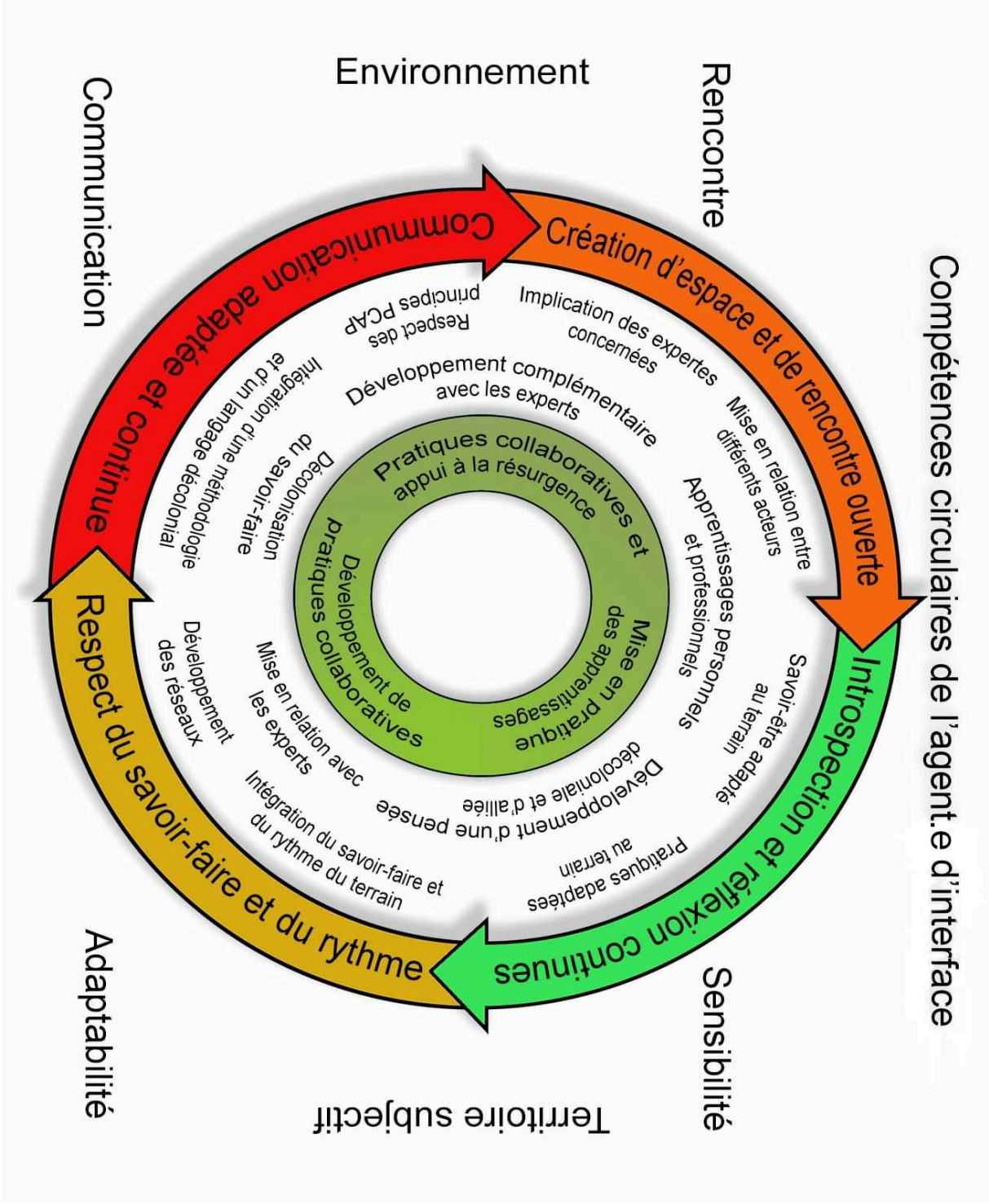
Questions?
Commentaires?
Discussions?

Merci!

15

Référence

- Alfred, Taiaiake et Jeff Corntassel. 2005. « Being indigenous: Resurgences against contemporary colonialism » *Government and opposition* 40 (4): 597-614.
- Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador. 2005. *Protocole de recherche des Première Nations du Québec et du Labrador*. Québec, APNQL.
- Commission de vérité et réconciliation du Canada. 2015. « Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir: Sommaire du rapport final » Commission de vérité et réconciliation du Canada. Winnipeg.
- Exeko. 2019. *Exeko*. Consulté en mars 2019.
- Nations Unies. 2008. « Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples autochtones » Nations Unies : 20.
- Newhouse, David. 2016. "Using Our Good Minds to Foster Reconciliation: A Story of Optimism", *Canadian Review of Sociology*, 53: 482-87.
- La Boîte Rouge vif. 2015. « Façon d'être pour favoriser une démarche partagée » In *Boîte à outils des principes de la recherche en contextes autochtones*, sous la dir. De Karine Gentelet et Suzy Basile Nancy Gros-Louis Mchugh. CSSSPNQL, CRDP, UQAT et Réseau DIALOG. Bibliothèque et Archives nationales du Québec/ Bibliothèque nationale Canada : 35-40.
- RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal. 2018. « Orientation stratégique du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal 2018+ », RÉSEAU. Montréal : 12.

16

Annexe 10 : COMPÉTENCES ET HABILETÉS DE L'AGENT·E D'INTERFACE